



# HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com



Jounen entènasyonal dwa moun ki nan prizon: Moun yo k ap tann jijman dwe konnen pou konbyen tan yo la

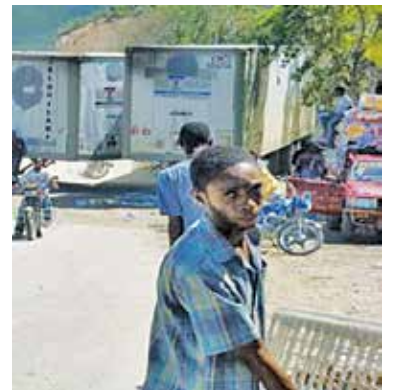
Page 6



## VEUX OU PAS MARTELLY DOIT PARTIR !

Voir page 4

Martelly à Marchand-Dessalines, par méprise pour la mémoire du fondateur de la patrie, Jean-Jacques Dessalines, dépose en bluejean et en bottes, une gerbe de fleurs sur son monument



La frontière de Mal-passe/Jimaní bloquée une nouvelle fois

Page 7



La pensée du Che et les processus actuels d'émancipation en Amérique latine !

Page 10



## UN KIDNAPPEUR DE LA BOURGEOISIE ARRÊTÉ : CLIFFORD BRANDT !

Voir page 4

Le lundi 22 octobre, au cours d'une opération de la police nationale à Delmas 2, on a finalement réussi à mettre la main sur un des grands manitous d'une organisation criminelle de kidnappeurs, un chef de gang en fait, inculpé dans le kidnapping de deux jeunes sur la route de Bourdon



L'intellectuel juif américain Chomsky à Gaza, appelle à la fin du blocus

Page 17

1583 Albany Ave  
Brooklyn, NY 11210  
Tel: 718-421-0162  
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud  
Port-au-Prince, Haïti  
Tél: 509-3407-0761  
Responsable:  
Yves Pierre-Louis

Email :  
editor@haitiliberte.com

Website :  
www.haitiliberte.com

**DIRECTEUR**  
Berthony Dupont

**EDITEUR**  
Dr. Frantz Latour

**RÉDACTION**  
Berthony Dupont  
Wiener Kerns Fleurimond  
Kim Ives  
Fanfan Latour  
Guy Roumer

**CORRESPONDANTS EN HAÏTI**  
Wadner Pierre  
Jean Ristil

**COLLABORATEURS**  
Marie-Célie Agnant  
J. Fatal Piard  
Catherine Charlemagne  
Pierre L. Florestal  
Yves Camille  
Jean-Claude Cajou  
Didier Leblanc  
Jacques Elie Leblanc  
Roger Leduc  
Joël Léon  
Claudiel C. Loiseau  
Anthony Mompérouse  
Dr. Antoine Fritz Pierre  
Jackson Rateau  
Eddy Toussaint  
Ray Laforest

**ADMINISTRATION**  
Marie Laurette Numa  
Jean Bertrand Laurent

**DISTRIBUTION: CANADA**  
Pierre Jeudy  
(514) 727-6996

**DISTRIBUTION: MIAMI**  
Pierre Baptiste  
(786) 262-4457

**COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES**  
Mevlana Media Solutions Inc.  
718-713-6863  
computertrusting@gmail.com

**WEBMASTER**  
Frantz Merise  
frantzmerise.com

## Attention à une mobilisation sans issue!

Par Berthony Dupont

Avec un immense espoir de stopper la dérive martellyste, les masses populaires haïtiennes ne se sont elles pas engagées dans un combat sans merci pour s'affranchir de la domination coloniale, de toutes les formes d'oppression et de la non-gouvernance que le régime Martelly-Lamothe veut instaurer pour satisfaire les multinationales ?

Cependant l'absence d'un mouvement organisé sans un leadership avisé et conséquent pourrait les conduire à forger un bricolage politique circonstanciel surpassant allègrement l'incohérence pour flirter avec l'absurdité ; puisqu'en effet, un certain nombre d'éléments et de facteurs a priori devaient être pris en considération pour aboutir à mieux cerner l'ensemble de la situation politique sur laquelle débouche actuellement le pays.

Ainsi dans la lutte contre le pouvoir en place, il y a deux secteurs qu'il faut clairement identifier : les masses populaires qui n'ont rien à perdre et tout à gagner quelle que soit la route prise pour le changement et la petite bourgeoisie pro électorale, pro impérialiste qui joue la politique de l'autruche, qui n'a jamais apporté aucune solution à quelque problème que ce fut. De tous temps, le plus grand objectif de cette bourgeoisie a été, à défaut de tout prendre, de partager le gâteau électoral avec le pouvoir en place, rien que pour toujours tenir en respect le peuple et éviter un chambardement populaire.

Ces partis politiques traditionnels se sont saoulés d'ambition du pouvoir, et c'est ce qui a toujours expliqué la présence dans leur sein d'éléments troubles, sans convictions, prêts à toutes les trahisons. En ce sens, nous devons nous garder d'entrer dans une sorte d'amalgame politique avec ces gérontes. Il faut que les organisations de masse soient claires en créant leur propre leadership sans se laisser mener par les partenaires des classes dominantes, clientèles fidèles des puissances impérialistes. Il faut un vrai mouvement d'avant-garde révolutionnaire organisé qui correspond aux désirs et aux besoins des masses et pouvant également l'accompagner dans ses revendications.

Où en sommes nous aujourd'hui ? Nous n'osons pas trop répondre à cette question, de crainte sans doute de découvrir le mal effroyable qui nous gangrène : le sous-développement politique. C'est là, le pire des maux et il devient urgent de le combattre sans trêves. Et pour lutter efficacement contre le sous-développement politique qui ne cesse d'engendrer des manœuvres de tout genre, qui

possède cependant et toujours plusieurs cartes dans son jeu comme par exemple attiser les rivalités, déresponsabilisation généralisée, il nous faut construire l'alternative populaire afin que le mouvement trouve sa voie pour tenter de sauver ce qui peut l'être encore.

A ce stade, tout se passe comme si la conspiration du silence à laquelle on assiste est étroitement liée à un compromis avec le diable. Nous avons trop hurlé dans le passé aux oreilles des loups impériaux pour pouvoir aujourd'hui nous illusionner dans l'indulgence. Malheur à tous ceux qui veulent entrer en compromis avec le pouvoir en place et les puissances d'argent sur le dos du peuple haïtien.

À ce tournant difficile de l'histoire du pays, il nous faut cette volonté collective pour transcender les clivages sociaux et aller au-delà des pulsions individuelles pour combattre la dépendance de notre pays qui s'accroît à travers l'implantation des entreprises de sous-traitance. Les solutions que l'impérialisme tend à nous imposer ne sont qu'un moyen de légaliser le plan néolibéral. A la lumière de cela, pourquoi une mobilisation structurée ayant des slogans bien précis n'a pas été annoncée à Caracol pour dénoncer la réalisation du projet esclavagiste, des complotheurs, marchands de pays, Préval-Martelly-Lamothe, valets et agents à la solde des colonisateurs Moreno et les Clinton qui veulent non seulement détruire notre société mais nous conduire au chaos ?

Comme ce sont toujours les masses populaires qui subissent le plus durement les exigences imposées par les puissances financières exploiteuses, ce sont donc elles aussi qui peuvent également démonter le complot et le stopper net. En ce sens, le carton rouge émis à Martelly-Lamothe, c'est tout ou rien pour restaurer la dignité perdue. Le rôle de tout militant conscient et conséquent, c'est de rejoindre cette mobilisation afin qu'elle grandisse pour atteindre son objectif final.

Que ceux qui ont perdu la foi et la confiance dans la force irrésistible de la volonté des peuples qui luttent contre la domination impérialiste sortent du fort !

Que ceux et celles qui parlent avec délectation, complaisance ou résignation sortent du fort !

Mais que ceux qui au contraire veulent sauver la Résistance populaire entamée, pour mettre en échec l'ennemi et se débarrasser de l'emprise coloniale, sachent qu'il est temps, et même urgent de s'engager dans la voie Dessalinienne, la seule capable de conduire le peuple à bien assurer et à organiser sa propre défense. Que l'impérialisme trouve son tombeau en Haïti !

### Bulletin d'Abonnement

A remplir et à retourner à Haiti Liberté 1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210  
Tel : 718-421-0162, Fax 718-421-3471

Nom: \_\_\_\_\_

Prénom: \_\_\_\_\_

Adresse: \_\_\_\_\_

Ville: \_\_\_\_\_

Etat/Pays: \_\_\_\_\_

Zip Code/Code Postal: \_\_\_\_\_

Tél: \_\_\_\_\_

E-mail: \_\_\_\_\_

### Modalités de paiement

Montant : \$ \_\_\_\_\_

Chèque  Mandat bancaire

Carte de crédit

Numéro : \_\_\_\_\_

Date d'expiration : \_\_\_\_ / \_\_\_\_ / \_\_\_\_

Code de sécurité : \_\_\_\_\_

### Tarifs d'abonnements

#### Etats-Unis

**Première Classe**  
 \$80 pour un an  
 \$42 pour six mois

#### Canada

\$125 pour un an  
 \$65 pour six mois

#### Europe

\$150 pour un an  
 \$80 pour six mois

#### Amerique Centrale, Amerique du Sud et Caraïbes

\$140 pour un an  
 \$80 pour six mois

#### Afrique

\$150 pour un an  
 \$85 pour six mois

## « Ede pèp » de Lamothe, rejeté par la population

Par Jackson Rateau

Le samedi 20 Octobre dernier, dans la commune de Plaine du Nord, département du Nord, le Premier ministre du gouvernement Kaletè, Laurent Salvador Lamothe, se rendant dans cette ville pour présenter le nouveau programme ou le slogan social de son gouvernement, a été pris dans un chamboulement de colère de la population qui l'a reçu à grand renfort de jets de pierres et de tessons de bouteilles. Le lycée de la ville utilisé comme local pour la distribution de kits alimentaires insignifiants, a été le théâtre d'un chambardement où les bénéficiaires, montrant à tous qu'ils sont des hommes et des femmes dignes non prêts à de tel traitement, ont déchiré devant les autorités les petits sachets contenant tantôt une boîte de spaghetti, tantôt une livre de riz ou de maïs moulu.

Ces kits de misère offerts à la population de la Plaine du Nord ne sont autre chose qu'un substitut significatif d'humiliation du gouvernement pour exposer au monde entier l'état abject dans lequel évolue le paysan haïtien et

qu'il n'est pas digne de meilleur traitement. Ces arrogants plastronneurs du gouvernement de Martelly, agents de la classe des nantis d'Haïti, vassaux des puissances néocolonialistes, traitent les paysans haïtiens pire que les anciens colons européens du 18e siècle. Ils ont aussi traité nos professionnels de la classe moyenne de sordides pauvres, jaloux du sort de leurs jeunes enfants riches que déjà, ils préparent à devenir des prochains leaders d'une république héréditaire.

Toutefois, comme une réponse manifeste, incontestable, les paysans ont non seulement déchiré les kits, les répandant sur la cour de l'école, mais, ils ont tenté aussi de chasser de leur commune cette délégation de la honte du gouvernement. Il faut noter également qu'au moment de la distribution de ces produits, le responsable du Fond d'Assistance Economique et Social (FAES), Klaus Eberwein, a introduit dans chaque kit un bracelet rose, symbolisme de l'allégeance au pouvoir, ce que la population a brutalement réprouvé.

Les paysans ont incriminé le fait que le gouvernement Kaletè de Mar-

telly s'enclenche dans un dynamique d'importation et de promotion de produits alimentaires étrangers, alors que, faute d'assistance technique, leurs espaces cultivables restent inutiles, propres à accueillir l'International pour l'implantation de zones franches, improductives à l'agriculture au détriment de notre production locale.

« Je viens de la 2e section de la Plaine du Nord. Pour moi, c'est la première fois que nous autres paysans, nous nous trouvons dans une telle situation de famine aigue. Dans nos familles, actuellement, la nourriture ne peut pas être offerte à nos enfants comme à l'ordinaire. Parfois nous faisons un seul plat pour 3 enfants. Mais en dépit de cette situation précaire, j'ai préféré déchirer leur sachet de nourriture juste en face de ce bouffon de Premier ministre. Je pense cependant qu'il soit en mesure de comprendre mon geste. Ces dilapidateurs de l'Etat pour nous autres paysans ne méritent pas notre respect tant qu'ils ne nous traitent pas comme des êtres humains; mais nous prenons pour de vils parias », a ainsi déclaré un des attendants de la rencontre.

## La ministre de la santé du gouvernement « Kaletè » essaie de blanchir la MINUSTAH

Selon la ministre de la Santé Publique du gouvernement Kaletè de Martelly/Lamothe, Florence G Duperval « accuser la MINUSTA d'être la propagatrice du vibron cholera en Haïti c'est utiliser l'épidémie à des fins personnelles », comme avait dit Mme Jean Dominique. D'ailleurs en quoi décimer nos masses peut-il toucher le sentiment patriotique de la Ministre de Martelly, tout comme ce président étranger qui n'a rien à voir avec la souffrance des Haïtiens. Martelly n'a-t-il pas avoué que s'il arrive à bâtir des hôpitaux dans les environs de la zone franche du nord, c'est pour les étrangers qui viendront s'installer en Haïti pour leur négoce !

...Je dois vous avouer, a dit la ministre que le choléra nous offre des opportunités. Je vois les choses, toujours de manière positive au lieu de me ressasser dans les idées du passé. Le choléra nous donne l'opportunité d'agir sur certains facteurs... Je veux terminer mon propos par un appel ; mais un appel vraiment à la solidarité, un appel aussi à la non utilisation de choléra



Florence G Duperval

à des fins personnelles. Car, ce matin encore, j'écoute des émissions de radio, citant des cas de mortalité de choléra... Je crois que ce n'est pas sérieux et qu'il faut arrêter cette histoire... Les efforts sont tangibles, les résultats sont là...», a déblatéré la ministre Florence Duperval, qui menace les médias de ne pas diffuser les informations concernant des cas de personnes infectées et décédées de l'épidémie propagée par les soldats de la force d'occupation onusienne en Haïti.

## Grave accident sur la Route Nord, un mort et des blessés

Le matin du lundi 22 Octobre dernier, dans la localité de La Croix Périssette, proche de la ville de Saint-Marc, Bas de l'Artibonite, Route Nord, un nommé Jules Rodrigue, agent de sécurité affecté au Ministère de l'Intérieur a été tué dans un accident de route.

Il s'agit en effet d'une camionnette Mazda immatriculée BB83601, pilotée par l'individu cité plus haut, ayant à son bord 11 passagers, après s'être précipité sur un camion matricule TB02901 se dirigeant en direction du nord. Le chauffeur de la camionnette a rendu l'âme place. 10 passagers dont 7 femmes et 3 hommes qui étaient à bord du camion en sont sortis gravement blessés.

Des témoins sur place ont fait savoir que le chauffeur de la camionnette était sous l'effet de l'alcool. Des bouteilles de rhum ont été retrouvées à l'intérieur de la camionnette.

## Choléra-Minustah : deux ans après, quel bilan ?

Par Yves Pierre-Louis

lié dans le journal BBC News.

Deux ans après l'importation de l'épidémie mortelle du Choléra en Haïti par les soldats népalais des forces d'occupation des Nations Unies, l'épidémie continue de faire rage dans le pays ; les victimes exigent justice, dédommagement et le départ de la Minustah. D'un côté comme de l'autre les Nations Unies et les dirigeants haïtiens refusent toujours de reconnaître l'implication de la Minustah dans l'introduction du Choléra sur le sol haïtien. Des experts internationaux continuent de prouver que le Choléra qui se propage en Haïti est de même nature que celui d'origine asiatique.

Pendant que l'actuel gouvernement Tètkaïe de Martelly/Lamothe refuse de reconnaître la responsabilité de la Minustah dans l'introduction du Choléra en Haïti, la maladie fait rage dans le pays, particulièrement dans le Sud, le Sud Est, les Nippes, la Grand Anse. Au moins six (6) personnes sont déjà mortes au début du mois d'Octobre dans les localités de Bricourt et Bonodeau, situées respectivement dans la première et deuxième section communale de Cavaillon, dans le département du Sud. Dans la même région plusieurs dizaines de personnes sont infectées par la maladie. D'octobre 2010 à Octobre 2012, plus de 7500 Haïtiens sont morts de Choléra et plus de 500 mille infectés par le Choléra Minustah. Ainsi, la Minustah continue de semer le deuil dans les familles haïtiennes.

L'experte étasunienne, le Dr Daniele Lantagne a estimé " très probable " que la source de l'épidémie du Choléra soit partie du camp des casques bleus népalais des forces d'occupation de l'ONU, en Haïti la Minustah. Après de nouvelles études scientifiques publiées lundi, l'experte étasunienne assure que de nouvelles preuves ont été détectées. Ce qui confirmerait la thèse que les agents de l'ONU seraient responsables de l'épidémie de choléra qui a déjà fait plus de 7500 morts en Haïti explique un article pub-

lié dans le journal BBC News. Il s'agit de la plus grande épidémie de choléra au cours de ces dernières années notent les spécialistes faisant remarquer que le nombre des décès en Haïti est supérieur à celui de tout le continent africain. "Maintenant, nous pouvons dire que la source la plus probable d'introduction du choléra en Haïti était une personne infectée par la souche du choléra liée au Népal, qui se trouvait dans un campement de l'ONU à Mirebalais ", a déclaré Mme Lantagne.

Mme Lantagne a été employée par l'ONU en 2011 comme l'un des plus grands experts mondiaux sur le choléra. Elle avait Co signé le rapport 2011 des Nations Unies sur l'épidémie du Choléra. Selon le rapport, des aménagements sanitaires inadéquats dans le camp népalais de la Minustah à Mirebalais pourraient avoir un lien avec la bactérie retrouvée dans la rivière Meye qui se jette dans le fleuve Artibonite. Cependant le rapport avait conclu que l'épidémie n'était pas le résultat de la faute des occupants.

Aujourd'hui la Dr Lantagne indique que les nouvelles données ont changé sa vision des faits. "Nous savons maintenant que la souche de choléra en Haïti est une copie exacte de la souche de choléra au Népal ", a déclaré Dr Lantagne.

Malgré des évidences ayant découlé de plusieurs investigations hautement scientifiques, Pierre-Richard Casimir, a presque tenté d'innocenter, devant une commission parlementaire, les casques bleus népalais, deux ans après l'apparition d'une maladie qui a déjà laissé un bilan dévastateur de 7.500 décès et de près de 700 mille hospitalisations. Deux ans après l'apparition du choléra en Haïti, le ministre des affaires étrangères, Pierre-Richard Casimir, a écarté vendredi et s'oppose même à toute éventuelle action en réparation contre l'ONU pour la responsabilité de ses soldats dans l'épidémie en déclarant que rien n'avait prouvé avec certitude que les casques bleus népalais étaient à l'origine de l'épidémie ayant fait ces plus de 7.500 morts.

## EXOTIC FRAGRANCES INC. Parfums Français



NEW YORK



CHANEL



BOSS HUGO BOSS

Créé en 1971 dans la ville historique de Harlem, États-Unis, **Exotic Fragrances Inc. International** fait partie d'une entreprise familiale qui existe depuis les 25 dernières années. **Exotic Fragrances** est un fabricant, importateur et distributeur des huiles supérieures de catégorie "A". Nous avons une vaste sélection de plus de 1.000 parfums en stock. Nous réalisons aussi des huiles essentielles, diffuseurs d'arôme et nous possédons un des plus grands stocks de bouteilles, de la côte est des États-Unis.

Nous espérons sincèrement que vous ferez partie de notre famille. Chez nous, comme grossiste, tous les vendeurs sont les bienvenus. Nous expédions nos huiles à l'échelle nationale et dans le monde entier. Nos commandes sont traitées avec soins et l'expédition rapide selon les choix de notre aimable clientèle.

Pour plus d'information, n'hésitez pas à contacter le département Français et demandez pour madame Nora qui serait heureuse de se mettre à tous vos services.

«C'est la qualité qui dicte votre décision pas le prix» et  
«Notre qualité n'a pas de concurrence»

**Tél: (877) PURE OIL (877-787-3645) • (212) 410-0600**  
**1645 Lexington Ave. New York, NY 10029**  
*Directions: Train # 6 à 103rd Street à Manhattan. Marchez un block à 1645 Lexington Avenue, au coin de 104th Street.*

www.exoticfragrances.com

## AVIS

Le Tribunal de Première Instance de Saint-Marc, jugeant en audience Civile et publique du vendredi vingt-sept Juillet deux mille douze, a admis et prononcé le jugement de divorce dont la teneur suit : **PAR CES MOTIFS**, le Tribunal après en avoir délibéré et sur les conclusions conformes du Ministère Public ; Maintient le défaut octroyé contre la partie défenderesse ; pour le profit accueille et déclare fondée l'action de la partie demanderesse ; Admet en conséquence le divorce des époux Frantz PIERRE, la femme née Marie Rochelle ROYAL, pour injures graves et publiques ; Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre eux ; Ordonne à l'Officier de l'Etat Civil des Verrettes de transcrire sur les registres à ce affectés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans l'un des journaux s'éditant à la capitale sous peine de dommages-intérêts envers les tiers, s'il y échet ; Commet l'huissier du siège pour la signification du présent jugement ; compense les dépens. Ainsi jugé et prononcé par nous, Me. Phémond DAMICY, juge au Tribunal de Première instance de Saint-Marc, en audience Civile et publique du vendredi vingt-sept Juillet deux mille douze, en présence de Me. Patrick CHRISTOPHE, Substitut du Commissaire du Gouvernement de ce ressort, avec l'assistance de Me. Huguens D'HAÏTI, Greffier en chef.

**Pour Expédier conforme.**  
**Le Greffier en chef, Me. Huguens D'HAÏTI, avocat**  
**Pour ordre de Publication :**  
**Mes. Thévenot Bazalais et Mario Joseph**

# Veux ou pas Martelly doit partir !



**Des vodouisants et vodouisantes procédèrent aux funérailles symboliques de l'Empereur**

Par Isabelle L. Papillon

Le mercredi 17 Octobre dernier ramenait le 206e anniversaire de l'assassinat du père de la Nation haïtienne, Jean-Jacques Duclos Dessalines, surnommé *Lanperè*. Dessalines qui proclama l'Indépendance d'Haïti le premier Janvier 1804 aux Gonaïves, fut assassiné 22 mois plus tard à Port-au-Prince, suite à une tournée dans le Sud du pays relative à une vérification générale des titres de propriété qui attira la haine de la nouvelle classe possédante conduisant au parricide.

Pour commémorer ce 206e anniversaire cette année, une fois de plus sous l'occupation des forces étrangères, diverses activités ont été réalisées tant à la capitale que dans des villes de provinces, à un moment où les occupants se montrent plus agressifs. Au Pont-Rouge, le président Martelly, drôlement habillé pour cette circonstance solennelle comme pour montrer le peu d'intérêt à ce moment a fini malgré lui à déposer une gerbe de fleurs au pied du monument de Dessalines, sous de vives protestations de la population du quartier populaire de La Saline et de ses environs. Des protestataires criaient : « A bas Martelly ! ». Il s'empressa de partir sans faire aucune déclaration aux médias.

Il se rendait ensuite à Marchand-Dessalines, toujours dans le même accoutrement indigne de la commémoration de ce jour de honte et de deuil pour une cérémonie officielle de requiem, en l'absence des représentants officiels des deux autres pouvoirs : le Législatif et le Judiciaire. Depuis des années le jour de l'assassinat du fondateur de la Nation haïtienne a été banalisé par les autorités du pays pendant que les forces étrangères continuent de fouler la terre de Dessalines et tuent ses fils sous les yeux des autorités.

Au Champ-de-Mars, sur la place de Dessalines, outre des défilés de corps d'honneur des élèves de différents établissements scolaires de la capitale au monument du père la patrie, pour lui

rendre un hommage bien mérité, deux autres activités dont les objectifs étaient tout à fait différents ont été réalisées ce jour-là. D'abord le Collectif de Mobilisation pour le Dédommagement des Victimes du Choléra a profité de l'occasion pour organiser une exposition des photos des actes criminels et des exactions des soldats des Nations Unies de la Minustah sur la population haïtienne. Des centaines de personnes qui ont visité l'exposition ont été étonnées de voir la façon dont leurs frères et sœurs sont victimes des forces étrangères.

A l'Ouest du monument de Dessalines, les vodouisants et vodouisantes procédèrent aux funérailles symboliques de l'Empereur, sous l'œil vigilant de l'Ati national, Max Gesner Beauvoir, et d'autres dignitaires de la religion vodou. La Konfederasyon Nasyonal Vodou Ayisyen (KNVA) par cette action, voulait apaiser la colère du « nanm » (âme) de l'Empereur et permettre de recoudre le tissu social haïtien. De leur côté Moleghaf et Comodevic préférèrent réveiller « l'idéal dessalinien » pour combattre l'occupation des forces étrangères de la terre de Dessalines.

Des activistes politiques qui étaient au Champ-de-Mars qui lançaient des cris de : « A bas Minustah ! A bas l'Occupation ! Justice et Réparation pour toutes les victimes de la Minustah ! Notre sang, c'est le sang de Dessalines, » s'étaient vus pointés du doigt par une des responsables de la KNVA, Euvonie Georges Auguste qui vit de mauvais œil ces appels qu'elle jugea sans doute séditieux et fit appel à la police qui procéda à l'arrestation de l'un d'entre eux, Wisly Siméon, membre du Collectif de Mobilisation pour le Dédommagement des Victimes du Choléra. Il a été conduit au commissariat de Port-au-Prince, puis relâché quelques heures après, suite à l'intervention des avocats du Collectif.

Les membres du Collectif lors d'une conférence de presse ont condamné le comportement des «so-disant vodouisants» qui, selon eux, ont délibérément choisi de tuer Dessa-

lines une autre fois encore le 17 Octobre 2012, sur la place publique. Liberté ou La mort telle fut la devise d'Haïti sous le court règne de Dessalines. 206 ans après l'assassinat crapuleux et odieux de Dessalines le peuple haïtien est assujéti aux grandes puissances impérialistes, leurs institutions internationales (FMI, Banque Mondiale, BID, UE) et les forces d'occupation des Nations Unies qui violent et tuent constamment.

Par ailleurs de nouvelles manifestations ont été organisées le mercredi 17 Octobre 2012 un peu partout dans le pays : au Cap-Haïtien, à Port-au-Prince, à Saint-Marc, à Jérémie pour réclamer le départ de Joseph Michel Martelly à la tête de la République d'Haïti. La population et les différents secteurs organisés du pays ont clairement fait savoir que le président Martelly n'a pas la capacité et les compétences requises pour diriger le pays où tous les indicateurs de développement sont en rouge. On lui a reproché sa mauvaise gouvernance, son opiniâtreté à établir un régime dictatorial et dynastique, des violations de la loi mère et des lois de la République, le climat de corruption et de détournement des fonds de l'Etat. Après 17 mois de gouvernance catastrophique de l'équipe au pouvoir avec un bilan totalement négatif : violation systématique des droits humains, délinquance publique, augmentation du taux de chômage, de l'insécurité, de la pauvreté, de la corruption, la population haïtienne en ayant assez, appelle au départ du président Martelly.

Au Cap-Haïtien, deuxième ville du pays, aujourd'hui transformée en un véritable bastion de protestation anti-Martelly, un forum réunissait des membres de partis politiques, des organisations de la société civile, du secteur populaire, du secteur syndical, de la paysannerie et des personnalités de toutes tendances confondues sur la situation politique du pays. A l'issue de ce forum une résolution politique dénommée «Manifeste du Cap-Haïtien» a été adoptée et signée par dix-huit (18) partis ou regroupement politiques, treize (13) organisations de la société civile ou populaires, 2 syndicats, 2 sénateurs et 4 autres personnalités. Dans ce manifeste, les signataires disent entre autres : « Manifester notre opposition farouche aux pratiques arbitraires du pouvoir en place. Reconnaître au peuple haïtien le droit démocratique d'exiger souverainement et pacifiquement la fin anticipée du mandat de cinq ans confié à tout président qui s'écarte des règles du jeu démocratique », lit-on dans ce document fait au Cap-Haïtien le mardi 16 octobre 2012.

Au lendemain de ce forum ayant abouti à l'adoption de ce document dans lequel l'opposition demande au régime Kaletè de prendre rapidement toutes les dispositions nécessaires en vue de redresser la situation, des milliers de manifestants ont, une fois de plus, gagné les rues du Cap-Haïtien, le mercredi 17 Octobre, à l'occasion de

*Suite à la page (15)*

# L'inauguration de la misère !



**Ci-dessus les colons et ci-dessous les travailleurs haïtiens qui reçoivent déjà un salaire d'esclave**

Dans l'objectif de justifier leur présence dans le pays, les nouveaux colons viennent d'inaugurer «le parc industriel de Caracol» source d'exploitation de la main d'oeuvre haïtienne, source de misère par laquelle ils pensent apporter un support à Martelly dans son refus systématique et opiniâtre de faire face

aux revendications des masses populaires.

Le vœu du peuple haïtien et des organisations populaires qui l'encadrent, c'est le départ de Martelly de la première Magistrature de l'Etat du pays, parce qu'il est lui-même illégitime d'un pouvoir issu d'une élection illégale.

# Un kidnappeur de la bourgeoisie arrêté : Clifford Brandt !

Par Mona Péralte

Il y a belle lurette on accusait les gens des quartiers populaires particulièrement ceux du pauvre bidonville de Cité Soleil d'être les principaux kidnappeurs zenglendos, déstabilisateurs de la paix publique. Mais comme un coup d'éclair dans un ciel serein, l'arrestation de l'homme d'affaires, du gros bourgeois Clifford Brandt est venu jeter un éclairage instructif et révélateur de pratiques considérées jusqu'ici, dans divers milieux, comme l'apanage des jeunes des quartiers populaires.

En effet le lundi 22 octobre, au cours d'une opération de la police nationale à Delmas 2, on a finalement réussi à mettre la main sur un des grands manitous d'une organisation criminelle de kidnappeurs, un chef de gang en fait, qui a fait dans l'ombre énormément de mal et causé de douloureux deuils à nombre d'Haïtiens tant au pays qu'en diaspora. Il s'agit de Clifford Brandt, un membre influent et connu de la grande bourgeoisie haïtienne dont la famille est propriétaire notamment de la Compagnie haïtienne de moteurs S.A. Il opère dans le secteur bancaire et de l'industrie alimentaire, et est sans conteste un homme d'affaires. Il est inculpé dans le kidnapping sur la route de Bourdon depuis le lundi 16 octobre dernier, de deux jeunes compatriotes du nom de Coralie et Nicolas Moscoso, âgés de 23 et 24 ans, enfants d'un autre membre de la bourgeoisie.

Selon le porte parole de la police Frantz Lerebours, Clifford n'a pas démenti sa participation active dans le groupe de gangsters qui avait enlevé les jeunes de la famille Moscoso.

Par ailleurs, le secrétaire d'Etat à la Sécurité publique Réginald Delva a signalé que « Des hauts gradés de la police et d'anciens policiers, dont l'inspecteur Edner Comé, activement



**Le kidnappeur Clifford Brandt escorté par un policier**

recherché, font partie de ce puissant réseau de malfaiteurs qui opérèrent sur tout le territoire national » Il ajouta que c'est Clifford Brandt qui a révélé que Coralie et Nicolas Moscoso ont été détenus à Pernier.

Selon le responsable de la cellule anti-enlèvement de la police François Henri Dossou, c'est « après un interrogatoire de plusieurs heures, [que] Clifford Brandt est passé aux aveux avant de nous avoir conduit le mardi aux environs de 3 heures du matin sur les lieux de séquestration, et nous avons donc libéré les otages » pour lesquels « Le réseau avait exigé 2, 5 millions de dollars comme rançon pour les libérer », a pour sa part fait savoir Réginald Delva.

Rappelons que ce n'est pas la première fois que cette famille a des démêlés judiciaires dans le pays. Fritz Brandt et son fils David avaient passé plusieurs mois au Pénitencier national en 2007, pour avoir été accusés de contrebande dans une affaire de faux bordereaux de dédouanement de voitures.

L'arrestation de Clifford Brandt : une affaire politiquement et judiciairement très sensible à suivre.

**OPTIMUM inter**  
93.1 FM SCA

**Radio Optimum – 93.1 sca**  
La direction et le personnel de la Radio Optimum remercient chaleureusement leur audience et annoncent à tous ceux qui ont perdu leur contact que depuis plus de deux ans, la Radio Optimum travaille quotidiennement sur la fréquence de 93.1 sca.

Vous avez aussi la possibilité de la capter sur le site [www.radio-optimum.com](http://www.radio-optimum.com) et bientôt sur [www.radiooptimuminter.com](http://www.radiooptimuminter.com)  
Captez chaque jour, à toutes les heures le 93.1 sca.

**Maison à vendre**

**A Bon Repos, Haïti**  
Impasse Josaphat  
Sur ¼ carreau cloturé,  
mais mur lézardé,  
Comprenant :

- 5 chambres à coucher dont 2 en bas, 3 en haut sans mosaïques
- 5 toilettes – 2 chambres indépendantes pour serviteur et servante
- arbres fruitiers (cocoyer – mangues)

**Prix \$200.000,00**  
Pour information sonnez le **305-788-4295**

**MENEZ JEAN-JEROME**  
Attorney at Law

**Real Estate**  
**Immigration-Divorce**

4512 Church Avenue  
Brooklyn, NY 11203

**Nou pale kreyòl!**

**(718) 462-2600**  
**(914) 643-1226 CELL**

# Choquant et honteux accroc au protocole vestimentaire: Martelly et Lamothe traîtres à la mémoire de Dessalines

Par Fanfan la Tulipe

Nous savons bien qui furent les comploteurs et les assassins de Dessalines : noirs et mulâtres ti mannyè, ti sistèm, éléments aloufa effrayés par la douloureuse et historique remarque de l'empereur: « Et les pauvres nègres dont les pères sont en Afrique, ils n'auront donc rien ! ». Selon l'historien Dorsainvil : « des indigènes s'étaient adjugé de nombreuses propriétés vacantes, et des affranchis se réclamant d'une filiation douteuse, se considéraient comme héritiers naturels de vastes habitations des colons. » Dessalines voulut y mettre bon ordre en ordonnant une vérification générale des titres de propriété. Une réaction viscérale de classe s'empara des nouveaux possédants qui conspirèrent et ourdirent la perte du premier mandataire de la nation.

L'horrible tragédie, le monstrueux parricide eut lieu ce funeste 17 octobre 1806. Hantée par son ignominieux homicide, son criminel forfait, la mafieuse engeance politicienne soutenue par les *ti lolit* et les *gwo lolit* corrompus fit en sorte de gommer l'image de l'empereur, de l'effacer de force de la mémoire collective haïtienne. Il a fallu attendre, après plus de 42 ans, l'avènement au pouvoir du président Louis Pierrot, un vétéran de la guerre de l'Indépendance, pour réhabiliter l'empereur Jean-Jacques Dessalines.

Depuis, cette classe de possédants, riches propriétaires terriens et grands bourgeois commerçants n'a pas arrêté de mettre à profit, à son profit, la devise unitaire révolutionnaire de Dessalines : L'union fait la force. A l'ordre du jour il n'était plus question de l'union libératrice entre la masse des esclaves et les affranchis menacés d'esclavage, mais plutôt l'union entre les deux ailes de la classe possédante, souvent à couteaux tirés, toutes les fois que les masses esclaves refoulées dans les limites du «pays en dehors» tentaient de faire passer leurs revendications et de secouer le joug de l'oppression et de l'humiliation.

Dans un certain sens, cette classe possédante, mentalement

colonisée, inféodée aux capitalistes étrangers, retranchée derrière de faux slogans tels «le pouvoir aux plus capables» et «le pouvoir au plus grand nombre», campée sur son akrektude et son aloufatude, n'a pas arrêté de trahir l'empereur, la vision émancipatrice du Père de la nation en gardant les masses dans l'analphabétisme, l'exploitation à outrance, l'ignorance et la crasse. A la vérité, les *hyen chita* de la société n'ont jamais «rejeté» leur pratique de tenir en laisse les masses pauvres qu'ils ont forcées du reste, dans les années 40, à «rejeter» le vodou, religion considérée par des esprits arriérés, frustes, rustres, primitifs, incultes, comme un ensemble de «pratiques superstitieuses» non-conformes aux canons occidentaux de «civilisation».

Dans nos écoles, publiques ou privées, aucun effort n'a jamais été fait pour instiller dans l'esprit de nos élèves le culte de Dessalines, ce génie de la race qui a donné au mot liberté toute sa grandeur, toute son universalité ; cet esclave quasi analphabète devenu général, grand stratège militaire «entré debout dans l'histoire universelle à cause de la superbe déculottée flanquée par son armée, l'armée indigène, à celle de Napoléon» (Roberson Alphonse). D'ailleurs, même dans le monde des intellectuels, Dessalines n'occupe pas pleinement la place qu'il mérite, et n'a trop souvent suscité que des propos négatifs à la manière d'un Louis Dubroca, propos repris par maints auteurs, même par un C.L.R. James.

Aussi, c'est avec raison que Timoléon C. Brutus exhorte «à défendre Dessalines contre les Dubroca de toutes les époques, qui perpétuent les inexactitudes les plus fantaisistes (...) Il faut défendre Dessalines contre les Dubroca de partout, de toutes les couleurs, de toutes les nationalités». Œuvre à laquelle s'est attelé le militant de gauche Berthony Dupont, actuel directeur du journal Haïti Liberté, dans son ouvrage *Jean-Jacques Dessalines. Itinéraire d'un Révolutionnaire* (1) écrit sur la base lucide de lutte de classes. A ma connaissance, il est le seul à avoir campé Dessalines dans toute sa plénitude de chef responsable, chef d'Etat visionnaire, passionné de la défense de la Révo-



Martelly à l'église Ste Claire de Marchand-Dessalines: chemise rose tombée sur son bluejean, manches retroussées, bottes de ti vakabon, pour commémorer le 206ème anniversaire de l'assassinat du père de la nation Jean Jacques Dessalines

lution, conscient de «la restructuration du pays au niveau social, politique et économique» à accomplir et de la nécessité d'établir une politique étrangère «juste, rigoureusement synonyme d'éthique».

Jusqu'à récemment, et depuis le président Pierrot, les élites, à travers présidents, ministres, parlementaires, militaires ont donné le change en assistant à la traditionnelle messe de Requiem et en déposant une gerbe de fleurs au Pont-Rouge, à la mémoire de l'illustre disparu. Mais sitôt la journée de commémoration passée, *gwo zouzoun* et *ti zouzoun*, s'empressaient d'envelopper le défunt dans un linceul d'oubli jusqu'à la prochaine absoute, abandonnant systématiquement les masses à leur sort, trahissant ainsi Dessalines, rejetant sciemment son plaidoyer en faveur des «pauvres nègres dont les pères sont en Afrique». Les apparences d'honneur l'empereur sont ainsi restées sauvées pendant quelque soixante-sept années, grâce au président Pierrot, de 1845 à nos jours.

Mais voilà qu'en cette année 2012 de malheur et d'indignité, l'inconcevable, l'incroyable, l'impensable, l'in vraisemblable, l'inimaginable, l'inexplicable, l'inacceptable, l'intolérable, l'injustifiable, l'indéfendable, l'insoutenable est tombé parmi nous comme un coin de silex : la nation entière, désemparée, les poings serrés, s'est vue témoin impuissant de la désinvolture sacrilège, de l'écoeuvante hardiesse, du sans-gêne révoltant et méprisable du président Martelly à se présenter à l'église Ste Claire de Marchand-Dessalines, chemise rose tombée sur son bluejean, manches retroussées, bottes de *ti vakabon*, pour commémorer le 206ème anniversaire de la mort du père de la nation, Jean Jacques Dessalines. Quelle trahison ! Quel sans-gêne ! Quelle impolitesse ! Quelle indécatesse ! Quelle grossièreté ! Quelle impertinence ! Quelle goujaterie et quelle mullerie ! Quel rejet inavoué de la haute stature de l'empereur dans l'histoire du pays ! Quelle négation de cette liberté à caractère universel forgée par Dessalines !

Les nationalistes, les progressistes, les démocrates, les Haïtiens fiers de l'héritage dessalinien ne sont pas étonnés du comportement vestimentaire vulgaire de Martelly. Car l'homme et une bonne partie de son entourage appartiennent à cette catégorie sociale dont les racines idéologiques remontent justement à la canaille dont les intérêts de classe et le mépris viscéral des masses ont

conduit au honteux assassinat de Dessalines. La non-observance du protocole vestimentaire lors d'une cérémonie du souvenir aussi importante et chargée d'émotion reflète la mentalité et l'orientation idéologique de classe de Martelly.

On a pu observer ce même comportement de classe, de rejet de la mémoire de Dessalines avec le Premier ministre Laurent Lamothe venu faire le singe à l'église Ste Claire de Marchand-Dessalines, lui aussi en bras de chemise, les manches retroussées. Auparavant, le chef du gouvernement, portant une *guayabera*, était comme un cheveu sur la soupe au palais national. Ne s'étant pas reconnu en Dessalines, ces deux histrions, ces deux baladins, ces deux clowns, Lamothe et Martelly, ont choisi de banaliser la date-anniversaire de la mort de l'empereur, même de la tourner en dérision, par exemple quand Martelly a terminé en espagnol son discours à Marchand-Dessalines.

On n'a même pas besoin de se poser la question à savoir quel message voulaient faire passer les deux chefs de l'Exécutif, car le message était clair : nous n'avons que faire de Dessalines, de son héritage et de ce que nous considérons être votre bordel nationaliste. Le temps est aux affaires, aux investissements, aux mensonges, au grand bluff, à l'esbroufe, au flaflo, au théâtral, aux carnivals, au fric, à la valse des millions, au siphonage de la caisse de l'Etat ventre déboutonné, aux *kon-koday* avec le nouveau président dominicain pour des accords d'échanges commerciaux ne pouvant bénéficier que nos voisins et, du côté haïtien, une infime clique de profiteurs *saf, ti visye anba Bèlantrè, afannaaf* aux babines jamais satisfaites.

La façon de penser, de se comporter de cette classe dégueulasse a pu être encore vérifiée sur la page Facebook de la ministre du Tourisme, Stéphanie Villedrouin quand se référant au «206ème anniversaire d'un héros légendaire» elle, ou tout au moins le gestionnaire de sa page, a souhaité un «joyeux 206ème à tous les haïtiens» (sic), alors que ce 17 octobre 1806 fut un jour de la honte, un jour «blasphématoire, abominable dans l'histoire du pays». Est-elle fada, idiote, timbrée, marteau, cinglée, stupide, maboul, débile, dingue, dinguette ou dingotte la Villedrouin ?

Quels Haïtiens, quelles Haïtiennes peuvent se sentir «joyeux» à commémorer l'anniversaire du jour de l'assassinat du père de la patrie,

sinon cette miteuse et calamiteuse catégorie sociale, ce déchet social, cette scorie sociale, ce rebut social, ce résidu social, cette rognure sociale, cette raclure sociale, cette salissure sociale, ces balayures sociales que sont des énergumènes piètres, petits, mesquins, minables, minus habens aux basques d'un petit névrosé, et ne pensant qu'à protéger leurs scandaleux privilèges, leurs misérables intérêts et bas instincts de classe, quitte à souiller la mémoire de celui qui leur a donné une patrie.

Faisant partie de cette classe de descendants politiques directs des crapules qui assassinèrent Dessalines on trouve le député Rodriguez Séjour, auteur intellectuel présumé de l'assassinat du policier Calixte Walky en avril passé et le sinistre ex-sénateur Youri Latortue. Les deux s'amusaient à jouer au volley-ball avec le député de Marchand-Dessalines, l'extravagant musicien Garcia Delva. Clique de nouveaux riches *ki pa te kwè*. D'ailleurs, Martelly lui-même s'était plu, du podium où il se trouvait, à donner le coup de pied à un ballon de football... rose. Ce monde *politichien* martello-lamotheien loin de donner à ce 206ème anniversaire de la mort de l'empereur la solennité qui lui convenait a préféré donner dans le spectacle, la bouffonnerie, les clowneries, les singeries, les niaiseries, les inutilités, les banalités, la médiocrité, le cabotinage, l'enfantillage, l'insignifiance et le grotesque vestimentaire.

Bien sûr, la nature vulgaire, débraillée, dépravée, dévergondée, débauchée, dissolue, «sang sale», *penyen lage* de Martelly a été la toile de fond idéale à ce révoltant manque de respect à l'endroit du Père de la nation. N'empêche, l'animal, censé être conseillé par son chef du protocole aurait dû savoir quelle tenue arborer en ce jour solennel de commémoration de la mort de Dessalines. Ne s'est-il pas d'ailleurs conformé au code vestimentaire de circonstance lors de son intervention à l'ONU, lors de sa présence au Sommet de la francophonie ? Comment ne pas penser que cette désinvolture de Martelly et de Lamothe obéit plutôt à un comportement de classe, celui qui a conduit les pareils du président, en d'autres temps, à ostraciser, bannir, proscrire, exclure l'image de Dessalines de l'univers politique haïtien, à effacer sa mémoire pendant environ 42 ans après son crapuleux assassinat.

Le crayon du peuple n'a pas de gomme et les masses n'oublieront pas cet affront fait à la mémoire de cet intrépide général dont la volonté d'acier, l'immense courage et le génie nous ont forgé une nation, l'indépendance, la liberté et un sens de dignité tel qu'il est devenu proverbial de parler du sang dessalinien qui coule dans les veines de tout Haïtien fier de l'héritage que nous a légué l'empereur.

Comme bien d'autres, nous avons été choqué, offusqué, blessé, ulcéré du honteux accroc au protocole vestimentaire par Martelly et Laurent Lamothe, en ce 206ème anniversaire de l'assassinat de Dessalines, le 17 octobre 1806. L'histoire retiendra la vulgaire inéligence protocolaire des deux têtes principales de l'Exécutif. L'histoire retiendra surtout que le président de la république et son Premier ministre ont été traîtres à la mémoire de Dessalines, traîtres à la patrie.

(1) Berthony Dupont. *Jean-Jacques Dessalines. Itinéraire d'un Révolutionnaire*. L'Harmattan, 2006.

## GET YOUR TAX REFUND FAST

- Income Tax
- Insurance (car, life, home, business)
- Real Estate
- Financial Consulting
- Notary Public
- Translations (from French, Creole, Spanish to English)
- Typing (resume, flyers, invitations, papers, business letters)
- Faxing (sending and receiving). Copying.
- Electronic Filing

**Phone: 718.693.8229 Fax: 718.693.8269**  
**1786 Nostrand Ave., Brooklyn, NY 11226**  
**(between Clarendon Rd & Avenue D)**

## CHERY'S BROKERAGE

## Jounen entènasyonal dwa moun ki nan prizon: Moun yo k ap tann jijman dwe konnen pou konbyen tan yo la

Dènye dimanch mwa oktòb chak lane se jounen entènasyonal moun ki nan prizon. Se yon lokazyon kote tout moun sou latè sonje yon frè, yon sè, yon zanmi oubyen yon manm nan fanmi yo ki nan prizon.

Komisyon Episkopal Nasyonal Jistis ak Lapè (CE-JILAP) nan kad misyon 1 pou fè pwomosyon, defans diyete ak dwa moun epi bati lapè pran jounen sa a tou pou pale sou sityasyon prizonye ak moun ki nan detansyon nan peyi d'Ayiti. Premye bagay ki enpòtan pou Komisyon Jistis ak Lapè a se kondisyon detansyon an ak prizon an ki bay endiyasyon. Dezyèmman dosye detni yo ki pa trete nan delè lalwa pre-vwa pou sa.

Komisyon an ap atire atansyon otorite lajistis yo sou pwoblèm ki genyen nan jesyon dosye moun ki nan sant detansyon yo. Komisyon an di li pa nòmal pou moun pran plis pase 6 lane nan prizon san yo pa jije. Nan 40 dosye moun k ap tann jijman depi nan lane 2004 nou konnen, n ap atire atansyon sou 4 ladan yo :

- Dosye 2 medam ki nan prizon Petyonvil depi 2005 : Jocelyne Gentil

yo te arete 31 daou 2005 ak Julie St Victor yo te arete 16 me 2005. Jocelyne Gentil li menm te nan asiz nan dat 14 septanm 2009 epi yo retounen ak li nan prizon san jije. Depi lè sa a yo poko janm rele l ankò. Julie St Victor se te jij Rigueur Jean Claude ki t ap mennen ankèt sou li, jij la mouri nan tranbleman tèt 12 janvyè 2010 e depi lè sa a anyen pa fèt pou li parèt devan yon lòt jij.

- Dosye Destiné Pétion alyas Louis Marc Raguy ak Doleins Jean Lèrès ki nan prizon penitansye nasyonal depi nan lane 2004. Nan dat 12 janvyè 2010 ak tranbleman tèt a, prizon an te kraze, yo te sove epi lapolis te rebran yo nan mwa avril ak jen 2010. Dosye Destiné Pétion pèdi jis jounen jodi a e se te komisè Carole Perrin ki te depoze l nan prizon an. Dosye Doleins Jean Lèrès la limenm nan Pakè pou rekizitwa final.

Komisyon Jistis ak Lapè fè sonje pifò moun ki nan prizon yo se pou ankèt yo kenbe yo. E selon analiz nou se sèlman 5% moun ki jije epi 85% lòt nan detansyon pwolonje. Otorite lajistis yo sanble bliye prensip yo rele prezonsyon inosan toutotan moun nan

poko jije.

Nan plis pase 150 dosye komisyon an ap swiv, nou wè se neglijan otorite jidisyè yo ki lakòz dosye yo ap trennen. Tankou sa fèt nan Jakmèl, kote yon jij enstriksyon yo rele Samedy Maxon paske yo pa renouvle manda l, pati ak 16 dosye detni li t ap mennen ankèt sou yo (N ap jwenn non 16 moun sa yo nan anèks tèks la). Depi lè sa a anyen pa fèt pou moun sa yo kapab jije malgre demach komisyon an mennen. Pòtoprens tou, anpil dosye pa vanse poutèt chanjman ki te genyen nan aparèy jidisyè a.

Travay Komisyon Jistis ak Lapè fè nan prizon yo montre akèl sistèm jidisyè nan peyi a pa mache kòm sa dwa. Genyen anpil neglijan nan jan yo swiv dosye yo nan tribinal yo ; gen dosye ki pèdi, gen detni yo bliye. Lajistis pa respekte lalwa kòm sa dwa ki lakòz detansyon preventiv pwolonje a. Pi fò detni menm pa konnen pou konbyen tan yo anndan prizon. Sa lakòz anpil estrès ak tansyon sikolojik. Depi yon moun pa gen avoka, ou ta di li pa gen dwa.

Suite à la page (15)

## Dife nan mache piblik Delma 31

Depi kèk ane nan Pòtoprens, machann yo nan mache piblik yo se ak kè sote yo rantrè lakay yo paske yo pa konnen ki lè y ap leve epi yo tande machandiz yo boule. Se konsa nan lannuit 17 pou louvri 18 oktòb la, dife te pran nan mache Delma 31 kote li fè anpil dega. Anpil bal twal, rad, pwodui kosmetik boule rapyetè.

Menmjan sa konn pase pou lòt mache yo, ponpye pat ka rive etenn

dife a. Epitou, pèsonn pa konnen sa ki lakòz dife a. Majistra a limenm panse se yon zak kriminel pandan li fè konnen lapolis arete ajan ki la pou bay mache a sekirite.

Prezidan Martelly ki te al nan mache Delma a pwomèt machann yo pou ede yo. Talè se pral fèt Nwèl, ann swete fwa sa a machann yo pap pran nan tontonnwèl. Antouka, pòt ankèt sou dife a louvri, nou pa konnen si li va fèmen yon jou.

## Pwofesè nan tout peyi a ap tanmen yon grèv 2 jou



Josué Mérilien

Josué Mérilien, sekretè jeneral JUNNOH, yon sendika ki la pou defann kòz anseyan yo, anonse 2 jounen grèv jedi 25 ak vandredi 26 oktòb k ap vini la, pou egzije:

- 50.000 goud pou piti pou pwofesè kap touche
- bon kondisyon travay pou pwofesè yo

- konstriksyon anpil lòt lekòl piblik yon fason pou tout timoun kapab jwenn penlenstriksyon .

Bò kote etidyan yo yomenm, yo okipe espas kote Palè Jistis la te chita anvan tranblemanntè a ki te ratibwaze lokal sa. Jean Yvon Rubin, yon etidyan, fè konnen yo pran tèt a paske yo vle otorite ki konsène yo agrandi Lekòl Nòminal Siperyè a ki twò piti. Etidyan yo fè konnen fòk yo ta sipoze jwenn repons gouvènman an 3 novanm k ap vini la a pou pita.

## Pascal Canfin ap vizite Ayiti

Pascal Canfin, yon minis peyi Lafrans, ap pase 3 jou nan peyi Dayiti, soti 23 pou rive 25 oktòb. Pandan sejou sa, minis fransè a ap gen pou fè yon chita tande ak prezidan Martelly, premye minis la Laurent Lamothe ak lòt manm gouvènman ayisyen an. M. Canfin ap gen pou ale Limonad nan nouvo inivèsite a, e l ap vizite tou plizyè pwojè ONG peyi Lafrans ak Ajans Fransè pou Devlopman (AFD) genyen nan peyi Dayiti nan domèn abitasyon, agrikilti ak enèji. Pandan pasaj li, l ap tou pwofite inogire sèvis ijans nan Lopital Pòtoprens la, ki se yon pwojè rekonstriksyon 3 gouvènman sa yo, Lafrans, Etazini ak Ayiti te mete ansanm pou egzekite.



Pascal Canfin



## University Pain Medicine Center

### Doulè se inevitab, soufri se yon chwa

#### Conditions Treated Include but not limited to:

- Neck Pain/Back Pain
- Herniated Disc
- Sciatica
- Motor Vehicle Accidents
- Work Related Injuries
- Spinal Stenosis
- Headaches
- Cancer Related Pain

#### Treatments Include but not limited to:

- Cervical Epidural Steroid Injections
- Lumbar Epidural Steroid Injections
- Minimally Invasive Discectomy
- Spinal Cord Stimulation
- Endoscopic Laser Discectomy
- Intrathecal Pumps (Morphine Pumps)
- Sacroiliac Joint Injections
- Knee, Hip, Shoulder Injections
- Biacuplasty for Degenerated Discs
- SI Joint Radiofrequency with Sinergy



#### 5 Convenient Locations Include:

- MAIN OFFICE:  
33 Clyde Rd. • Suites 105 & 106 Somerset, NJ 08873  
294 Applegarth Road • Suite G • Monroe, NJ 08831  
2 Worlds Fair Drive • Suite 203 • Somerset, NJ  
1810 Park Avenue • South Plainfield, NJ 07080  
234 Stelton Road • Piscataway, NJ 08854

Call today for a Consultation:  
(888) 928-0801

www.upmpainmedicine.com



Didier Demesmin, MD  
Board Certified in Pain Medicine  
Board Certified Anesthesiologist  
Director of Pain Medicine St. Peter's University Hospital  
Top Doctor-NJ Monthly Magazine  
Nou pale Kreyòl



101.9 FM • SCA  
Radyo Pa Nou  
Emisyon KAKOLA  
Konbit Ayisyen pou Kore Lit la ann Ayiti

- Nouvèl •
- Analiz •
- Kòmantè •
- Deba •

Pou yon Ayiti Libere

(917) 251-6057

www.RadyoPaNou.com

Mèkredi 9-10 pm



Radio  
Soleil d'Haïti

Nouvelles • Opinion  
Analyse • Musique

www.radiosoleil.com

1622 Nostrand Avenue  
Brooklyn, NY 11226

(718) 693-1025

(718) 693-5100

(718) 693-7806

## Le massacre de 1937, 75 ans déjà !

Par Joël Léon

*Terre déliée au cœur d'étoile chaude  
Fille bâtarde de Colomb et de la mer  
nous sommes du Nouveau Monde  
et nous vivons dans le présent  
Nous ne saurons marcher à reculons  
n'ayant point d'yeux derrière la tête  
et le moulin du vent broie les paroles  
sur nos lèvres  
car sur les socles de la mémoire  
dans la farine de nos mots ô mon Pays  
nous pétrissons pour toi des visages  
nouveaux  
Il te faut des héros vivants et non des  
morts*

(Anthony Phelps, mon pays que voici)



**Le massacre des travailleurs haïtiens en 1937 reste encore vif dans la mémoire du peuple haïtien. Malheureusement, les dirigeants politiques et animateurs de la société civile d'aujourd'hui ne peuvent même pas jouer « le rôle de mémoire » que l'histoire leur confère**

L'occupation américaine et les tueries perpétrées pendant 19 ans en Haïti inspirèrent le dictateur Rafael Leonidas Trujillo à massacrer plus de 35.000 haïtiens en 1937, soit 3 ans après le départ des marines du territoire haïtien. En vérité, les Américains nous firent beaucoup de torts. Depuis les dernières tentatives de l'empereur Faustin Soulouque de réunifier l'île, au milieu du 19<sup>e</sup> siècle, les Dominicains vivaient dans la peur d'une éventuelle reconquête de la part d'Haïti. L'histoire nous enseigne qu'à chaque fois que la situation socio-politique connaît un calme apparent en Haïti, l'autre partie de l'île se trouve dans le point de mire des dirigeants haïtiens. Comme si naturellement ce bout de terre leur appartient.

Avec l'invasion, suivie d'occupation d'Haïti par les États-Unis, le mythe de l'invincibilité haïtienne fut volé en éclat. C'est vrai que Charlemagne Peralte, ce héros haïtien, résista les armes à la main jusqu'à sa trahison suivie de son assassinat le 31 octobre 1919, mais cela n'a pas empêché une perte énorme de plus de 15.000 haïtiens, d'après l'historien Roger Gailard. Et, surtout l'image d'Haïti fut irréversiblement affectée. Ce fut le début de la vraie descente aux enfers d'Haïti.

Les marines américaines avaient la voie à ce qui allait se produire en Dominique quelques années plus tard, le grand massacre de 1937. Les tortionnaires de l'empire pendirent des hommes à partir de leurs parties génitales, ils pratiquèrent le « bumping of goods » (le tir contre des civils comme s'il s'agissait d'un sport ou d'un exercice de tirs), pour répéter Mr Belleau. L'essentiel pour eux, il fallait punir « ces nègres qui prétendent parler français ». Ils firent tout essayer pour agencer les hommes et femmes d'Haïti qui osèrent ébranler l'ordre mondial de

l'occident, dit chrétien.

Toutes ces tortures et tueries de l'occupant blanc, comme celles de la corvée (faisant 6000 victimes payannes), démystifièrent l'invincibilité haïtienne aux yeux du dictateur raciste Trujillo, mais admiré des États-Unis.

Le poète qualifierait le mois d'octobre de lugubre au peuple haïtien. Ce mois enregistre l'assassinat du plus grand des haïtiens, Jean Jacques Dessalines, et le massacre de plus de 35.000 haïtiens en territoire haïssable de la République Dominicaine. Il a fallu un mois pour voir diminuer la fureur de l'armée de Trujillo contre de pauvres paysans haïtiens. Après le mois d'octobre, le massacre fut poursuivi, parfois même au-delà de la frontière, en territoire national. D'après des héros, ceux ayant la vie sauve, si ce n'était pas le génie hérité de nos ancêtres, c'est-à-dire le marronnage, le bilan serait quatre (4) fois de ce qu'il fut.

Cette haine implacable aveugla tout un peuple. Le prélat de l'église catholique n'avait pas dit mot. Les plus érudits de l'intelligentsia tournaient dos. Le slogan « solution finale » fut sur toutes les lèvres. En quelque sorte, bien avant les juifs, les haïtiens expérimentèrent en silence leur holocauste. Aujourd'hui encore, le massacre est réduit au silence, particulièrement à l'heure de la manne du tourisme.

Le massacre des Haïtiens par la République Dominicaine continue sous d'autres formes. Il est métamorphosé dans la politique haïtienne, avec la rébellion armée de 2004, conduite par un résident haïtien à Santo Do-

mingo, Guy Philippe. On en a encore fait l'expérience au cours des élections de 2011, lorsque des officiels dominicains financèrent tous les candidats majeurs aspirant à devenir présidents de la république. Durant les 25 dernières années, le massacre se traduit surtout sur le plan économique. « L'invasion silencieuse de l'économie haïtienne » par les produits du marché dominicain est de plus en plus fulgurante. La montée éclatante de la langue de Cervantès dans le pays, pour ne citer que ceux-là, en est une autre. La stabilité d'Haïti dépend totalement du pays voisin ! La politique haïtienne dans l'économie, le social résulte des besoins fondamentaux des élites dominicaines.

Le 5 octobre dernier, le journal « EL DIARIO » à New York, a publié un article dans lequel le ministre de la planification et du développement Dominicain, Mr Temistocles Montas, a fait état d'une immédiate réforme fiscale afin de pallier à un déficit budgétaire de plus de 6%. L'administration de Danilo Medina décida d'augmenter les taxes sur les produits alimentaires dans le pays. D'après le journal, la République Dominicaine connaît un manque à gagner de l'ordre de 3 milliards huit cent neuf millions (3.809.000.000) de dollars américains. Cette augmentation vise à résoudre ce déficit allant d'une période de 4 ans, et atteindra jusqu'à 16% au cours de l'année 2016.

Vue la dépendance alimentaire d'Haïti par rapport à la Dominique, cette décision de réforme fiscale va créer une situation économique

*Suite à la page (15)*

## La frontière de Malpasse/Jimani bloquée une nouvelle fois



**La route de Malpasse bloquée par des containers**

Par Pierre Edward Luc

Ce jeudi 18 octobre 2012, la route de Malpasse a été bloquée une nouvelle fois suite à un mouvement de protestation et de pression du Syndicat des transporteurs haïtien-dominicains (SYN-TRANS-HAI-DO) contre un cas d'abus subi par l'un de ses membres en territoire dominicain. Face à ces situations de tension qui se répètent constamment en ce point frontalier, le SJRM-Haïti à Fonds-Parisien appelle aux responsables concernés d'agir pour arrêter ce cercle vicieux alimenté par le non-respect des lois et des protocoles d'accord, les abus et la violation des droits humains dans les relations entre haïtiens et dominicains dans les zones frontalières.

Au cours de la soirée du vendredi 05 octobre 2012, un camion appartenant à Monsieur Fadner Losama, un haïtien, membre adhérent au Syndicat de Transport Haïtien-Dominicain (SYN-TRANS-HAI-DO), revenait de la République Dominicaine avec une cargaison en Haïti. Au cours de ce trajet, son camion a eu une panne de pneu tout près du batey dénommé « Algodón », non loin de la localité de Barahona en territoire dominicain, une panne qui a duré plusieurs heures.

Selon les informations rapportées : un citoyen dominicain a été heurté par un véhicule dans la zone indiquée ci-dessus, et est décédé au cours de cette même nuit. Par la suite, les autorités policières dominicaines, arrivées sous les lieux un peu plus tard, ont accusé le chauffeur du camion, un haïtien, comme le présumé auteur du meurtre de ce dominicain. Suite à cette accusation, les policiers accompagnés d'un avocat ont procédé au saisi du camion et à l'arrestation de son chauffeur, monsieur Louissaint Icène. N'ayant pas trouvé de preuves suffisantes de son implication pour ce meurtre, les policiers dominicains l'ont libéré sans autre poursuite. Cependant, son camion a été confisqué ainsi que sa cargaison et ces autorités policières ont réclamé pour la libre circulation du camion une somme de 500 mille pesos, en guise de dédommagement aux poursuivants inconnus de l'accusé.

C'est donc en réponse à cet acte arbitraire, que ce jeudi 18 octobre 2012, jour de marché 'transfrontalier' à Malpasse/Jimani, que les habitants de Fonds-Parisien indignés par cette énième entrave aux droits de l'un des leurs, ont bloqué, pour une fois de plus durant cette année, la route nationale # 4, à la sortie de Fonds-Parisien en utilisant des camions et containers vides. Ainsi, la circulation et toutes les activités commerciales et transfrontalières ont été paralysées durant toute la journée. Cela a causé le malaise de beaucoup de gens venus d'ailleurs, spécialement les petits commerçants et commerçantes qui ont dû rebrousser chemin sans pouvoir s'approvisionner au marché. Ce n'est que très tard dans l'après-midi, pour débloquer la situation inquiétante qui prévaut dans la zone, que les autorités dominicaines se sont senties obligées de remettre le camion à son propriétaire, sans autre forme de procès.

Compte tenu de la répétition

fréquente de tant de pareils cas d'abus et de violation de droits humains semblables à celui-ci, et au moment même où nous faisons mémoire en ce mois d'octobre, du 75<sup>ème</sup> anniversaire du massacre des haïtiens par le dictateur dominicain Rafael Lónidas Trujillo Molina, le SJRM-Haïti à Fonds Parisien veut tirer la sonnette d'alarme pour attirer l'attention des autorités haïtiennes sur ces cas dont sont souvent victimes les citoyens/nes haïtiens/nes en territoire voisin, afin qu'elles prennent des mesures adéquates pour protéger et faire respecter les droits de ses concitoyens/nes et de travailler pour créer un climat de paix et de solidarité entre les deux peuples frères.

Le Service Jésuite aux Réfugiés et Migrants - Haïti (SJRM-Haïti) est une œuvre sociale de la Compagnie de Jésus (les Jésuites) en Haïti qui a pour mission d'accompagner, de servir et de défendre les droits et la dignité des personnes réfugiées, déplacées, migrantes et vulnérables. Il tient à cœur l'évolution des relations entre haïtiens et dominicains dans la zone frontalière ainsi que les nombreuses entraves que rencontrent les citoyens/nes haïtiens/nes au passage du poste-frontière de Malpasse et la situation de violence latente qui sévit dans la zone de Fonds-Parisien.

Si c'est réellement vrai que le renforcement de l'État de droit constitue l'un des axes majeurs du programme de l'actuel gouvernement haïtien, alors le SJRM-Haïti invite l'État haïtien à créer des conditions de vie digne dans le pays pour tous les haïtiens/nes, et d'œuvrer en vue de faire respecter les droits de ses citoyens/nes en territoire dominicain. De plus, il interpelle les autorités haïtiennes compétentes:

- À agir de manière à faire respecter les droits des citoyens haïtiens partout où ils se trouvent, d'une façon spéciale ceux qui vivent et voyagent en République Dominicaine.


- De réviser les protocoles d'accord signés tout récemment avec la République Dominicaine, lesquels peuvent à l'avenir, constituer des sources de grands conflits et des scènes de violence dans les zones frontalières.

- À assumer leurs responsabilités en renforçant les capacités des institutions de l'État qui se trouvent dans les zones frontalières.

- À mettre en place des structures pour améliorer les conditions de vie des populations vivant dans les zones frontalières.

- D'entamer une démarche sérieuse avec les autorités dominicaines en vue de promouvoir la paix, l'harmonie et la solidarité entre les deux peuples.

Pierre Edward Luc, SJ  
Assistant en Communication et Plaidoyer  
SJRM-Haïti à Fonds-Parisien  
Contact :  
SJRM-Haïti, Route de Malpasse, La Source II,  
Fonds-Parisien, (Ganthier) Haïti.  
Téléphone (509) 4600-1984.  
Cellulaire pers (509) 47232062  
E-mail : sjrm.fondsparisien@jesuites.org



**Dr. Kesler Dalmacy**

1671 New York Ave.  
Brooklyn, New York 11226

Tel: 718-434-5345

Le docteur de la  
Communauté Haïtienne  
à New York



**POTENTIAL VEGETAL**  
HERBS & VITAMINS

- Vitamins
- Herbs
- Supplements

**ALL NATURAL**

1358 Flatbush Avenue  
(between Farragut & E. 26th St.)  
Brooklyn, NY 11210

Toll Free: 855 421-6030  
Local: 718 421-6030

[www.PotentialVegetal.com](http://www.PotentialVegetal.com)

**DR. DAVID DERISSE**  
Dentiste Haïtien



- Fillings & Cleaning
- Implants
- Bad Breath
- Bleeding Gums

We accept Medicaid & most major insurance plans

Nou pale kreyòl

651 West 180th St.  
New York, NY 10033  
718-421-1480  
212-923-0505

[www.derissesamedaydentist.com](http://www.derissesamedaydentist.com)

Serving NY, NJ, PA & CT Metro Area

## Une délégation internationale défie les responsables de l'ONU à propos du renouvellement de l'occupation d'Haïti

*Un officiel de l'ONU suggère que les troupes peuvent rester jusqu'en 2015*

Par Kim Ives

Le 12 octobre, le Conseil de sécurité des Nations unies a voté à l'unanimité de renouveler pour une année de plus l'occupation militaire étrangère d'Haïti connue sous le nom de la Mission des Nations Unies pour stabiliser Haïti ou MINUSTAH, qui a été déployée en Haïti depuis le 1<sup>er</sup> juin 2004.

Cependant, le peuple haïtien, et de plus en plus de personnes à travers l'Amérique latine, réclament que les troupes de l'ONU quittent immédiatement Haïti et respectent la souveraineté d'Haïti et son droit à l'autodétermination.

Tel était le message d'une délégation internationale dirigée par le sénateur haïtien Moïse Jean-Charles qui s'est



Le Sénateur Moïse Jean-Charles

réunie pendant près de deux heures avec de hauts représentants de l'ONU le 11 octobre, la veille du vote.

La délégation de 10 membres, composé de syndicalistes, de militants et de journalistes, a rencontré William Gardner, spécialiste des affaires politiques du l'ONU, Département de maintien de la paix des opérations en Europe et de la Division Amérique latine, et trois de ses spécialistes des questions politiques, Patrick Hein, Ekaterina Pischalnikova et Nedialko Kostov.

La délégation du Sénateur Moïse comprenait Julio Turra, directeur exécutif national de la Centrale unitaire syndicale des travailleurs du Brésil (CUT), Pablo Micheli, secrétaire général de la Confédération des travailleurs de l'Argentine (CTA); Fignolé Saint-Cyr, secrétaire général de la Centrale autonome des travailleurs haïtiens (CAIH); Jocelyn Lapitre, un chef de file du Liyannaj Kont Pwofitasyon (LKP), un collectif d'organisations syndicales, associatives, politiques et culturelles de Guadeloupe; Colia Clark du Comité de la Campagne Guadeloupe-Haïti; Alan Benjamin du Comité international de liaison des travailleurs et des Peuples (ILC), Robert Garoute, du Mouvement progressiste pour le développement d'Haïti (MPDH); Geffrard Jude Joseph, le directeur de Radio Panou et Kim Ives, journaliste au journal *Haïti Liberté*.

La réunion, qui a chauffé à certains moments, a eu lieu au 27<sup>ème</sup> étage de l'ONU au Secrétariat général à New York. La délégation a dit aux représentants de l'ONU que la MINUSTAH était une violation de la Charte des Nations Unies, ainsi que de la constitution, de la souveraineté et de la volonté démocratique d'Haïti. Gardner a fait valoir que la mission était en train de faire une réduction progressive, mais a dû rester dans une certaine forme jusqu'à ce qu'une force de police d'Haïti atteigne les 15.000 (elle est maintenant de 11.000), qu'elle soit bien formée pour être déployée à travers Haïti.

« Je veux vous dire que la MINUS-

TAH est en voie de partir », a dit Gardner. « Si nous devons enlever la MINUSTAH trop vite, nous risquons de voir le pays ne pas arriver au niveau de stabilité nécessaire pour assurer que les Nations Unies ne reviennent jamais » en Haïti comme une mission de maintien de la paix.

Mais la délégation n'a pas marché dans cette logique. « Le problème de sécurité et de stabilité ne se pose pas vraiment en Haïti », a répondu le syn-



William Gardner de l'ONU

dicaliste Fignolé Saint-Cyr. « Les Haïtiens sont un peuple docile, qui croit dans sa propre force de travail, et qui se bat pour une vie meilleure ».

« C'est un peuple civilisé », a ajouté Jude Joseph de Radio Panou.

« Nous sommes venus ici en délégation comme faisant partie d'une partie d'une grande campagne continentale depuis 2004 contre la présence de la MINUSTAH en Haïti parce qu'à notre avis, personne au monde attaché à des principes de démocratie et de souveraineté ne peut accepter qu'une force d'occupation multinationale puisse être déployée dans son pays », a dit Julio Turra, dont le syndicat avait entamé la réunion, ainsi qu'il avait demandé précédemment, l'an dernier à des représentants de l'ONU. « Malheureusement pour nous-mêmes de la CUT, une organisation syndicale fondée par Lula quand il était syndicaliste, pour nous c'est une honte que le commandement militaire de MINUSTAH soit à la charge de l'armée brésilienne. Nous avons des résolutions de congrès nationaux représentant plus de 3000 centres d'ouvriers, disant qu'il faut respecter la souveraineté du peuple haïtien ».

Le Sénateur Moïse Jean-Charles a demandé à Gardner s'il était au courant que le Sénat haïtien avait adopté une résolution le 20 septembre 2012, appelant le gouvernement haïtien à « produire par devant le conseil de Sécurité des Nations Unies la demande formelle du retrait progressif, ordonné et définitif de toutes les composantes de la MINUSTAH dans un délai n'excédant pas un an soit au plus tard le 15 octobre 2012 ».

Gardner semblait ne pas être au courant de la résolution ou feignant de ne pas l'être.

Le Sénateur Moïse a également soulevé la question des réparations de l'ONU au peuple haïtien pour l'épidémie de choléra que l'ONU a déclenchée en Haïti, en citant le procès intenté contre l'ONU le 3 novembre dernier par le Bureau des Avocats Internationaux (BAI) en Haïti au nom de 5000 victimes du choléra.

Gardner a répondu que le procès était toujours aux mains du « service juridique » de l'ONU et qu'il ne pouvait pas commenter là-dessus.

« Il y a eu un vote du Sénat, un vote souverain du peuple, exprimé par

leurs élus. On n'en parle même pas ! » s'est exclamé Alan Benjamin à Gardner. « Ça n'existe pas? Pour nous qui sommes très attachés à la démocratie, comment pouvons-nous accepter cela? Comment pouvez-vous accepter cela? C'est comme si le procès entamé pour l'exigence des réparations, n'existait pas. Et pourtant, cette exigence est la voix d'un peuple et, de plus en plus, de tout un continent ».

Le Sénateur Moïse a également remis en question la mort de Gérard Jean-Gilles, un garçon de 16 ans qui a été retrouvé pendu dans une base de la MINUSTAH au Cap-Haïtien en Août 2010 après avoir été accusé d'avoir volé 200 \$ à un interprète de l'ONU. L'argent a été retrouvé, et l'ONU a bloqué la tentative du système judiciaire haïtien de faire une enquête sur cette mort suspecte.

Gardner a dit qu'il allait se pencher sur la question.

Le plus alarmant, c'est que Gardner a laissé entendre que l'ONU pourrait rester en Haïti jusqu'à la prochaine élection haïtienne en 2015. « Nous sommes sûrs qu'on devra faire une évaluation cette année pour voir comment la situation va évoluer de façon à continuer à réduire le nombre des militaires et des policiers », a-t-il dit, « mais ce que nous savons aussi c'est que la prochaine élection présidentielle va être décisive pour le processus de stabilisation et de paix et de l'évolution d'Haïti ».

Tous les membres de la délégation ont pris part à la discussion et présenté des dossiers solides contre la mission militaire de l'ONU. « Si les Nations Unis veulent vraiment aider le peuple haïtien, qu'elles fassent comme Cuba et Venezuela », s'exclama Robert Garoute du MPDH. « Ce sont les deux pays qui ont vraiment aidé Haïti, après et même avant le tremblement de terre. Il n'y a pas un seul soldat cubain ou vénézuélien sur le territoire d'Haïti. Mais il y a eu des médecins cubains. Il y a le pétrole vénézuélien. Le Venezuela et Cuba viennent de construire un aéroport international au Cap Haïtien. C'est ce genre d'aide dont Haïti a besoin. Haïti n'a pas besoin de soldats! Nous ne sommes pas en guerre. Haïti est un pays indépendant depuis 1804. Pourquoi envoyer des troupes? Si on veut vraiment aider le peuple, construisez des écoles, envoyez des médecins, comme Cuba l'a fait ».

Jude Joseph a fait écho à Garoute. « Nou genyen pwoblèm wout, pwoblèm dlo, pwoblèm limyè, pwoblèm manje », a-t-il dit. « Aktyèlman, tout peyi a soulye, ap pwoteste pou grangou. Men ti kòb ki genyen an, yo pran l pou okipe solda Nasyonzini. Menm Prezidan Prèval te mande sa: olye yo ban nou militè, ban nou tektisyen. Nou pa bezwen militè k ap vini ak gwo zam, cha blendan. Yo pa ede nou ak anyen, okenn devlopman, okontrè yo tiye preske 8000 ayisyen ak kolera yo lage nan Mirebalais ».

En réponse, Gardner a reconnu qu'« en Haïti, c'est pas une situation de guerre, c'est une question socio-économique et une question d'un certain dysfonctionnement gouvernemental, mais c'est aussi une question de violence dans certains quartiers urbains à Port-au-Prince, Gonaïves et au Cap Haïtien et bien sûr, Cité Soleil ».

Il a prétendu que « quand les Nations Unis sont arrivées en Haïti en 2004 pour faire une évaluation de la situation, ils ont pensé d'abord qu'on aurait peut-être un problème avec les anciennes forces armées d'Haïti » mais

Suite à la page (12)

New York:

## Une manifestation, une délégation, et une réunion communautaire demandent que les troupes de l'ONU quittent Haïti



Par Kim Ives

Malgré un temps froid, plus de 100 personnes ont protesté dans Ralph Bunche Park en face du siège des Nations Unies à Manhattan le 12 octobre pendant que le Conseil de sécurité sacrifiait encore la souveraineté d'Haïti en renouvelant le mandat des troupes de l'ONU en Haïti pour une autre année.

La veille, une délégation internationale de 10 personnes dirigée par le sénateur haïtien Moïse Jean-Charles a rencontré les représentants de l'ONU pour argumenter contre le renouvellement de la Mission des Nations Unies pour déstabiliser Haïti, connue sous son acronyme MINUSTAH (voir l'article d'accompagnement). Après la réunion, la délégation a rapporté ce qui avait été dit lors de la rencontre à la communauté haïtienne dans les bureaux du journal *Haïti Liberté* à Brooklyn.

Lors de la manifestation, les Haïtiens ainsi que des anti-impérialistes de plusieurs autres communautés dans la région de New York ont défilé en cercle chantant « l'ONU, hors de Haïti! » Sur certaines pancartes, on pouvait lire « MINUSTAH = Cholera », une référence à l'épidémie que les soldats népalais de l'ONU ont déclenchée lorsque leurs latrines ont fait couler leurs matières fécales dans les eaux situées en amont, dans la plus grande rivière d'Haïti, l'Artibonite. Depuis lors, quelque 8.000 Haïtiens sont morts de la maladie, et plus d'un demi-million ont été rendus malades. C'est maintenant le pire épidémie de choléra dans le monde.

La manifestation, convoquée par une coalition d'environ 20 groupes d'haïtiens et d'internationaux, a également exigé des réparations pour les victimes du choléra en Haïti. L'avocat Brian Concannon de l'Institut pour la Justice et la Démocratie en Haïti (IJDH) a contribué à dresser un procès contre l'ONU le 3 novembre dernier, au nom de quelque 5.000 victimes du choléra et leurs familles. Jusqu'à présent, les plaignants n'ont pas reçu de réponse de la part de l'ONU.

« L'ONU est restée silencieuse, mais le choléra des Nations Unies en Haïti n'a pas gardé le silence », a déclaré Concannon aux manifestants. « Depuis que nous avons déposé notre demande, 800 Haïtiens sont morts et plus de 100.000 personnes sont devenues malades. Cela représente une moyenne de plus de deux décès par jour. Donc, hier, deux personnes sont mortes du choléra en moyenne, demain deux autres mourront, deux

de plus que le lendemain, et tous les jours jusqu'à ce que l'ONU décide de répondre justement à l'épidémie de choléra qu'ils ont apportée en Haïti. Dans le même temps, l'ONU a dépensé plus de 2 millions de dollars par jour pour envoyer des soldats en Haïti pour une occupation que le peuple haïtien ne veut pas et dont il n'a pas besoin ».

Concannon a déclaré que, bien que l'ONU fait traîner le dossier, le peuple haïtien est en train de gagner la bataille pour les réparations « dans les rues ».

« Nous avons une grande manifestation ici, tout comme il y a en en Haïti, où des milliers de gens ont gagné les rues pour se battre pour la justice, pour le choléra », a-t-il dit.

D'autres orateurs au rassemblement comprenaient Gregory Perry du Mouvement du 12 décembre, David Abdulah de l'Union des travailleurs du pétrole de Trinidad, Roger Toussaint, ancien dirigeant de l'Union des travailleurs de Transit de New York (TWU), Jocelyne Gay de KAKOLA, le Dr Jean Ford Figaro, des Haïtiens pour la Paix à Boston, MA, Berthony Dupont du journal *Haïti Liberté*, Greg Dunkel de l'International Action Center, et les syndicalistes et activistes internationaux qui ont participé à la délégation qui a parlé aux fonctionnaires de l'ONU la veille.

« Je vous remercie d'être venus pour montrer votre solidarité avec le peuple haïtien qui est sous la botte d'une occupation militaire aujourd'hui », a déclaré le sénateur Moïse Jean-Charles dans ses remarques en créole à la foule. « L'ONU ne nous apporte pas des tracteurs ou de l'argent, mais ils viennent avec des fusils et des chars pour écraser le peuple haïtien. Hier, nous étions à l'ONU pour parler avec les autorités de l'ONU. Aujourd'hui, nous sommes en face de l'Organisation des Nations Unies pour parler avec le peuple. Nous savons que ça ne va pas être facile de faire partir l'ONU. Mais nous, le peuple haïtien, avec tous les gens qui aiment la démocratie à l'échelle internationale, qui sont contre le colonialisme, nous allons construire notre solidarité de façon à bâtir notre force à travers le monde pour dire à la MINUSTAH de sortir d'Haïti ».

Les manifestants se sont rassemblés devant l'ONU pendant trois heures entières, de 3 à 6 heures. Pour clôturer l'événement alors que le crépuscule tombait, la militante de Fanmi Lavalas Minouche Lambert et Jocelyne Gay de KAKOLA sont montées sur la scène improvisée pour chanter l'hymne nationale d'Haïti, « La Dessalinienne ».

## Haiti's Institutional Crisis Deepens

by Isabelle L. Papillon

Seventeen months after President Michel Martelly became Haiti's head of state with Washington's backing, Haiti is plunged into a downward spiral of institutional and political crisis. This crisis traces its roots to Martelly's illegal publication of amendments to Haiti's 1987 Constitution earlier this year and his illegal appointment of judges to Haiti's Supreme Court.

Article 289 of the amended 1987 Constitution calls for a Provisional Electoral Council until a Permanent Electoral Council can be formed, as provided for in Article 192.

The nine-member Permanent Electoral Council (CEP) is supposed to have three representatives designated by each of the Haitian government's three branches: executive, judiciary, and parliamentary. However, it cannot be formed for two reasons. First, there are only 20 sitting Senators (the terms of 10 expired in May). Due to opposition in its ranks, the Senate has been unable to convene two-thirds of its members in a National Assembly to designate its three parliamentary representatives to a Permanent Council. Secondly, in August, four of the nine members of the Superior Council of the Judiciary (CSPJ) disavowed the three members appointed by their body to the CEP, saying they were illegally chosen under the leadership of the CSPJ's president, Anel Alexis Joseph, who is also head of the Supreme Court. The Senate passed a resolution demanding President Martelly recall the three CEP representatives illegally appointed by the CSPJ.

Meanwhile, the CSPJ has appointed three new representatives to the CEP: Aplys Félix, Léopold Berlangier, and Carole Floréal Duclervil. The CSPJ now has six representatives on the CEP, which is totally contrary to the Constitution and has been widely denounced.

Worse still, all of these officials have been appointed by the CSPJ to the CEP in a totally irregular manner. The three new CEP members and the three previous appointees – Yves Benoit Jean-Marie, Salnave Exantus, Patrick Metellus – are all illegal and illegitimate due to the irregularities in the appointment of three judges to the Supreme Court. (Exantus and Jean-Marie declared on Oct. 8 that they are "immovable under the Constitution" because they have taken an oath).

This pyramid of illegalities committed in forming the CEP is why leading senators and many other scholars, activists, and jurists are calling for the formation of a Provisional Electoral Council of Consensus.

Senator Steven Benoit and 16 other senators passed a resolution saying that the appointment of the CSPJ's six representatives to the CEP is null and void future and that Anel Alexis Joseph along with Supreme Court Judges Kesner Michel Thermesi and Frantzi Philémon have been named to and occupy their posts illegally and irregularly. This is because neither Thermesi nor Philémon were on the list of Supreme Court justices nominees which the Senate provided Martelly (the president must name judges from that list) and Anel Alexis Joseph was older than 65, after which age new judges cannot be sworn in. The three illegally seated justices were key to the CSPJ's illegal seating of the CEP's current six members.

The senators are calling for the six controversial CEP members to step aside to facilitate the formation of a new Provisional Council and resolution of the crisis.

Haiti's human rights organizations agree. Antonal Mortimé, Secre-



Supreme Court and CSPJ head Anel Alexis Joseph, seen here shaking hands with Prime Minister Laurent Lamothe, was illegally appointed and is now illegally appointing would-be members of a highly contested Permanent Electoral Council.



French Ambassador to Haiti Didier Le Bret opined that the CSPJ's naming of new CEP members was legal and "an important step."



Sen. Jean William Jeanty: "The controversies in Parliament surrounding the issue of the so-called permanent CEP have not yet been resolved."

tary General of the Platform of Haitian Human Rights Organizations (POHDH), called for the repeal of the Aug. 15 decree illegally appointing six members to Martelly's CEP and the formation instead of a Provisional Electoral Council to organize overdue elections for Senate seats and municipal governments. Most political parties, both on the left and the right, favor the formation of a Provisional Electoral Council, including the Organization of Struggling People (OPL) and the Lavalas Family.

Despite the bitter and widespread outcry, President Martelly and his illegally-appointed Supreme Court head, Anel Alexis Joseph, continue to thumb their nose at Haiti's Constitution and Parliament. Rather than compromise, they appear to seek provocation. In an Oct. 9, 2012 decree, President Martelly summoned the Parliament to a special session on Oct. 11 at 2:00 p.m. (just when the President knew his nemesis, Sen. Moïse Jean-Charles, would be in New York, speaking to UN officials). Martelly's proposed legislative agenda was to ask Parliament to name three representatives to serve on the CEP.

But Sen. Jean William Jeanty, one of the nine senators strongly opposed to Martelly's arrogant and reactionary tactics, denounced the move. "It is inconceivable" that Martelly would try to summon the Parliament in an extraordinary session to appoint representatives to the CEP, Jeanty said. "The controversies in Parliament surrounding the issue of the so-called permanent CEP have not yet been resolved." Jeanty questioned whether President Martelly genuinely wants to hold elections in Haiti.

Meanwhile, two different postures toward the crisis have emerged among diplomats based in Haiti. Brazil, for example, refuses to interfere in Haiti's internal affairs, while France continues to meddle with arrogance and impertinence.

"We do not express opinions about Haiti's internal affairs, but we do talk to leaders to encourage them to show flexibility in order not to paralyze the country," said Brazilian Ambassador, Luiz Machado Costa to the Haiti Press Network (HPN), an online news

agency. The diplomat, who arrived in Haiti more than six months ago, remains very cautious. "It is not our style of diplomacy to comment publicly on the internal affairs of a country," he said, "because we would not want a foreigner landing in Brazil to tell us what to do."

However, Costa wants a climate of peace and compromise between political forces. "Stability is needed to move the economy and create jobs," he said, also calling for the strengthening of political parties in Haiti and civil society's involvement to prevent crisis situations.

In contrast, Didier Le Bret, France's Ambassador to Haiti, called the CSPJ's appointment of three more CEP members "an important step" towards resolving the pre-election crisis. The French ambassador said that he was confident that this impasse would soon be resolved. As proof, he said that just a few months ago, people were wondering how Haiti was going to get out of the crisis of President Martelly's alleged dual nationality or the occupation by former Haitian soldiers of some Haitian government buildings. "Well then," he said, "all these crises have been resolved."

But Deputy Levaillant Louis-Jeune disagreed with the ambassador about those crises and the current one. "The crisis is only getting worse," he said. He called on President Martelly to annul the order appointing a Permanent Electoral Council of six members and to start from scratch.

In recent anti-Martelly demonstrations, protestors have carried flyers calling on Le Bret, as well as U.S. Ambassador to Haiti Pamela White, to be expelled as "persona non grata" for their meddling in Haitian internal affairs. Demonstrators also claim that Ambassador Le Bret openly wears a pink bracelet, a sign of support for President Martelly who is increasingly denounced and rejected by the Haitian people.

## Two years after the outbreak of cholera in Haiti, access to clean water and sanitation is desperately needed



Last month, 260 new cholera cases were reported daily, and 2-3 children died a day.

Oct. 22, 2012, Washington, D.C. – On the second anniversary of the outbreak of the cholera epidemic in Haiti, human rights groups, faith-based organizations, policy institutes, and humanitarian organizations renew their call for the United Nations and U.S. government to help Haiti install the clean water and sanitation infrastructure necessary to control the ongoing epidemic.

The cholera epidemic in Haiti has received less U.S. attention during the presidential campaign season, but it remains a critical problem for this Caribbean neighbor that is not being adequately addressed and is undermining broader aid efforts. Last month, 260 new cholera cases were reported daily, and 2-3 children died a day. Since the epidemic broke out in October 2010, 7,564 Haitians have reportedly died from cholera and some 600,000 persons (6% of the Haitian population) have been infected. The number is undoubtedly much higher, as cases in more remote areas are often unreported. As the World Health Organization has stated, those without access to safe drinking water, proper sanitation, and hygiene constitute the majority of cholera cases.

Two years after the epidemic started, not enough action has been taken to assist the Government of Haiti in acquiring essential water and sanitation infrastructure. A regional coalition that includes the U.S. Centers for Disease Control and Prevention, and the World Health Organization is developing a plan with the Government of Haiti to build water and sanitation systems that will cost \$2.2 billion. Despite this encouraging progress, the plan still needs to be finalized and funded before implementation can begin.

The U.N. especially has a legal and moral responsibility to play a leadership role in helping end

the epidemic. Independent scientific studies have established that cholera was brought to Haiti by troops from the UN Stabilization Mission in Haiti (MINUSTAH) and that the waste disposal practices at the UN base allowed the bacteria to contaminate Haiti's largest river system. The undersigned groups call on the U.N. to commit long-term resources to work with the Government of Haiti to build water and sanitation systems that are critical to halting the continued spread of the disease.

This July, 104 members of Congress sent a letter to Susan Rice, U.S. Ambassador to the UN, requesting that she urge the world body to act decisively to address Haiti's cholera crisis. Congressional members Chris Smith and Albio Sires made a similar plea to Secretary of State Hillary Clinton. The undersigned groups urge Ambassador Rice and Secretary Clinton to fulfill these important appeals and to call on the UN to help Haiti acquire the necessary funding to develop the water and sanitation infrastructure needed to stop the epidemic.

### Signatory Groups:

Alternative Chance  
American Jewish World Service  
Canada Haiti Action Network  
Center for Economic and Policy Research  
Center for Gender & Refugee Studies  
Environmental Justice Initiative for Haiti  
Grassroots International  
Hastings to Haiti Partnership  
Institute for Justice & Democracy in Haiti  
Just Foreign Policy  
li, li, li! Read  
Mennonite Central Committee U.S.  
Washington Office  
New Media Advocacy Project  
Other Worlds  
The Haiti Support Group  
TransAfrica Forum

### Errata

In our Oct. 3 edition, we incorrectly reported that Rodneyse Bichotte was an assemblywoman, a post she ran for but lost this past September. In fact, she is a District Leader/State Committeewoman in Brooklyn.

# LA PENSÉE DU CHE ET L'ÉMANCIPATION EN

Par Jean Ortiz et Marielle Nicolas

*Les auteurs montrent combien les processus actuels d'émancipation en Amérique latine empruntent à la pensée d'Ernesto Guevara et de Simón Bolívar. Éthique révolutionnaire, devoir internationaliste, démocratie participative et émancipation humaine, voie originale et refus de modèle, en constituent les traits saillants. C'est un combat constant, tant l'héritage de décennies d'exploitation, de domination, d'autoritarisme, reste difficile à éliminer.*

Pour les protagonistes (chavistes, militants du MAS bolivien, d'Alianza País en Équateur...) du « socialisme du xxi<sup>e</sup> siècle », le Che est omniprésent dans l'actuelle vague de transformation sociale qui secoue l'Amérique latine, et toujours l'objet d'une bataille politique et idéologique permanente, d'enjeux historiques et mémoriels ô combien actuels, cible enfin d'un révisionnisme pervers. Pour nombre d'observateurs, surtout européens, le Che serait « de retour » depuis les années 1990, de même que l'expérience cubaine. Les militants latino-américains répondent : il n'est jamais parti ! C'est que l'exemple du « guérillero héroïque », ses analyses de l'impérialisme, sa vision de l'unité continentale, de l'internationalisme, et bien sûr le mythe, sont restés vivaces depuis cette exécution qui le mythifia encore plus. Il est mort en quelque sorte au moment où il devait mourir, pour devenir un symbole. Sa force propulsive demeure intacte, imprégnée certes de romantisme, mais surtout de germes d'autres mondes possibles. Le souvenir du Che pousse des mil-

classes ouvrières...

Il est donc difficile de ne pas tenir compte des contextes et d'appliquer à la situation d'aujourd'hui des grilles de lecture des années 1960. L'Amérique indo-afro latine ne vit plus l'heure des brasiers (titre du film de l'Argentin Pino Solanas), mais l'heure des alternatives en chantier. Nous sommes de ceux qui considérons que réduire le Che à une mitrailleuse, fût-elle libératrice, est commettre une erreur d'analyse et tomber dans le cliché réducteur qui le vide de sa véritable substance, et ossifie son message.

Che Guevara est avant tout une trajectoire à la fois intellectuelle et pratique, une conviction en actes, une pensée laboratoire. Selon Fidel Castro (1), Che était marxiste déjà au Mexique, avant que lui-même ne le devienne, lorsqu'ils préparaient l'expédition du « Granma » à Cuba. Ernesto Guevara, ce penseur marxiste, ce théoricien de la révolution, se livre à une réflexion critique permanente, écrit beaucoup, remplit des carnets de notes, et meurt à 39 ans. C'est dire que l'on ne peut considérer sa pensée comme un système achevé. Sa praxis politique de la pensée du Che et les processus actuels d'émancipation guérillero, puis de ministre, stimule en permanence une réflexion théorique à l'évolution rapide, produit d'un moment historique et de son expérience révolutionnaire cubaine. Il faut donc toujours préciser de quel Che l'on parle, même s'il nous paraît aberrant de le « découper en tranches ».

Le Che, si nous le sortons de la légende, de la « mausolification », devient une véritable « boîte à outils » pour aujourd'hui, un altermondialiste avant l'heure ; très tôt, il se rendit compte de

rends au Guatemala où je vais me perfectionner pour devenir un révolutionnaire authentique » (2).

La pensée du Che est dès le départ anticapitaliste, alors que le Mouvement (fidéliste) du 26 juillet prône majoritairement une sorte de « nationalisme révolutionnaire ». À tel point que, dans la « sierra », Ernesto doute des convictions profondes de Fidel ;

il le considère, dans une lettre à René Ramos Latour, dirigeant du M. 26-J à Santiago de Cuba, comme « un authentique leader de la bourgeoisie de gauche » (3). Che est alors fasciné par l'Union soviétique, jusqu'à affirmer, dans la même lettre, que « la solution des problèmes du monde se trouve derrière le rideau de fer » (4).

Mais, dès le 20 octobre 1962, il dénonce le sectarisme qui conduit à la « copie mécanique » d'un modèle exogène... La « crise des fusées » de ce mois d'octobre, commence à le faire douter de l'internationalisme de l'Union soviétique.

Et peu à peu, les écrits publics et internes du ministre de l'Industrie sont marqués par la recherche d'une voie alternative au stalinisme, dont les critiques les plus dures sont restées longtemps sous le boisseau ; elles n'ont été publiées par les autorités cubaines que récemment (2002). Dans ses notes de 1966, clandestin à Prague, après l'aventure africaine, il critique féroce le « Manuel d'économie politique de l'Académie des sciences de l'URSS » (5). Il pointe des dysfonctionnements et des blocages du « socialisme réel », et propose même un programme alternatif de recherche. Le constat sur l'URSS constitue l'essentiel de ses écrits de Prague. Guevara a l'intuition fulgurante que l'Union soviétique « retourne au capitalisme » (6) ; il s'en prend vivement au dogmatisme, aux « vérités éternelles » (7), à la démarche « apologétique » (8) qui en URSS se substituent à une pensée marxiste et critique : « l'apologie remplace la science » (9). Ces constats accablants, visionnaires, écrits en 1966, témoignent d'une grande lucidité et d'un sens aigu de l'analyse politique.

On ne peut que regretter que cette réflexion, hétérodoxe, soit trop longtemps restée, pour des raisons de « realpolitik », dans des tiroirs confidentiels. Le Che considérait même que « l'URSS impose le socialisme mondial par la force des armes aux pays des démocraties populaires » (10), et que « toutes les stratégies du prolétariat mondial sont subordonnées à la politique soviétique » (11). Publiés à ce moment-là, ces propos auraient sans doute provoqué la rupture avec l'Union soviétique.

Ce grand politique, à la vision de



**Monument de Che à Cuba ! Che Guevara est avant tout une trajectoire à la fois intellectuelle et pratique, une conviction en actes, une pensée laboratoire**

visions, ses ébauches de plans d'études, ses réflexions quotidiennes, aussi bien lors de ses périples que lors des « séminaires » organisés par la direction du ministère de l'Industrie, les réunions bimestrielles de débat, permettent de saisir une pensée radicale, en mûrissement rapide, de remise en cause permanente (12).

On connaissait déjà les distances prises par Guevara, dans l'interview de 1963 à l'hebdomadaire L'Express : « le socialisme économique sans la morale communiste, cela ne m'intéresse pas » (13). Le Che rétablit la vérité des contenus, des valeurs, comme l'ont fait les processus constitutifs au Venezuela, en Bolivie, en Équateur, etc., qui ont « remis les pays à l'endroit ». Dans *Le socialisme et l'homme à Cuba*, un essai brillant, sans doute le meilleur de ses écrits, Guevara définit le socialisme non pas comme

un modèle à suivre, mais comme un processus, un humanisme nouveau à

autochtone, féconde, de ces penseurs marxistes des années 1920 et 1930 : Anibal Ponce,

José Carlos Mariátegui, Julio Antonio Mella..., un marxisme d'avant la « komintarisation ».

Les voyages en URSS ont amené progressivement ce dirigeant politique de haute stature, ministre compétent, à critiquer la stratégie de grande puissance de l'URSS, ce qu'il exprime lors du célèbre discours d'Alger du 24 février 1965 (14). A la stratégie de « coexistence pacifique » de l'URSS, le Che oppose une vision anti-impérialiste sur tous les fronts, qui est celle de la révolution cubaine des années 1960. Son message à la

Conférence tricontinentale de La Havane (15) porte la vision fidéliste de lutte armée, d'ouverture de nouveaux horizons... Son départ vers d'autres horizons est donc programmé, pleinement assumé et annoncé depuis son intégration au M. 26J, au

Mexique. Il avait « un projet émancipateur à long terme », dénué de « chimère suicidaire » (16). On pourrait ajouter : et dénué de toute « exportation de la révolution ». En janvier 1962, alors que Kennedy obtient l'exclusion de Cuba de l'OEA, la révolution cubaine réplique par la Deuxième Déclaration de La Havane (4 février 1962). Elle appelle, au soulèvement des peuples, à créer plusieurs Vietnam (17) à « la révolution inévitable », « à un cri de guerre contre l'impérialisme » (18), mais ne prône pas l'exportation de la révolution. Elle insiste même : « à l'accusation selon laquelle Cuba veut exporter la révolution, nous répondons que les révolutions ne s'exportent pas, ce sont les peuples qui les font » (19). Plus tard, en janvier 1966, lors de la conférence de la Tricontinentale à La Havane, Fidel Castro priorisera la lutte armée en tant que moyen, non comme une fin en soi. C'était également la position du Che, proclamée dans son fameux message à l'OSPAAAL (Organisation de solidarité avec les peuples d'Asie, d'Afrique et l'Amérique latine). Il existe donc une profonde communion, une forte connexion intellectuelle, politique, entre les deux hommes ; ils partagent une pensée révolutionnaire autochtone, puisant aux racines latino-américaines, les mêmes questionnements,



**Hugo Chávez met en pratique également ces notions guévariennes lorsqu'il livre à Cuba du pétrole à prix cassé en échange de l'aide de milliers de médecins cubains qui opèrent dans les « barrios » (quartiers pauvres)**

lions d'hommes à résister, à « utopiser ». On assiste depuis une quinzaine d'années en Amérique latine à un retour des utopies émancipatrices, à une critique renouvelée du capitalisme.

Toutefois, influence et omniprésence n'impliquent nullement modèle à appliquer, ni aveuglement, ni suivisme ; au contraire, elles nécessitent une lucidité critique, notamment à propos de l'échec de la lutte armée révolutionnaire des années 1960 et 1970.

Nous allons donc essayer de remettre en perspective la pensée du Che, sa pratique, et les confronter aux défis d'aujourd'hui, de comprendre en quoi elles peuvent s'inscrire dans les grandes problématiques actuelles. Pourquoi le symbole reste-t-il si fort ? Pourquoi demeure-t-il un référent de résistance ? Un changeur de monde ?

## La pensée du Che, une boîte à outils pour aujourd'hui

Le continent a subi depuis les années 1960 deux traumatismes majeurs : plus de deux décennies de terribles dictatures militaires et une décennie de dictats du FMI et du marché. Ils ont provoqué de profonds bouleversements, sociaux, économiques, liquidé plusieurs générations de militants, détruit les forces plus radicales, écrasé les

pouvoir et de la nocivité des multinationales.

Au cours de ses voyages transcontinentaux, de ses lectures, il en vint à considérer que l'émancipation totale, anticapitaliste, d'un pays, ne pouvait passer que par celle de tout le continent : la « patria grande » de José Martí et de Simón Bolívar. Le Che va donc dessiner une stratégie révolutionnaire continentale et à l'échelle du monde, commencer à penser un socialisme sans bureaucratisation du nouveau pouvoir, qui mette l'individu au centre du processus libérateur, qui ébauche un « homme nouveau », auquel il faut aspirer, en changeant simultanément la base économique et les valeurs morales dominantes...

## La critique du stalinisme et la recherche d'un socialisme différent

Le 7 juillet 1953, lors de son deuxième voyage à travers le continent, le jeune apprenti militant écrit à sa tante, depuis le Costa Rica, révolté par le sort des travailleurs dans l'enfer vert des bananeraies de l'United Fruit Company, et par la puissance des multinationales : « J'ai pu vérifier combien est terrible leur pouvoir. J'ai juré de ne jamais m'arrêter avant de voir ces poules capitalistes exterminées. Je me



**Hugo Chávez, Rafael Correa et Evo Morales, présentés le plus souvent par les agences nord-américaines et les campagnes d'opinion hostiles, hargneuses, comme des clones de la révolution cubaine**

long terme, a été l'un des premiers à comprendre et critiquer à la fois les erreurs de l'URSS et, à partir de ce bilan, de cette critique, à réfléchir sur les problèmes que posait une véritable émancipation socialiste.

Les différents « cahiers » du Che, ses lectures et notes de lecture, ses obser-

construire, un « phénomène de conscience ». Dans les années 1930, le communiste argentin Anibal Ponce parlait déjà de « construction permanente », à propos du socialisme, en 1938, dans *Humanisme bourgeois et humanisme prolétaire*. Le Che renoue avec la pensée ouverte,

# LES PROCESSUS ACTUELS D'AMÉRIQUE LATINE !

les mêmes approches. Che admire Fidel, son contact avec le peuple, ce « dialogue des diapasons dont les vibrations en provoquent de nouvelles chez l'interlocuteur » (20).

La prétendue opposition entre les deux hommes a été inventée, et surmédiatisée depuis, à l'extérieur de Cuba, essentiellement par des intellectuels américains et français. Le 10 août 1967, en clôturant la première Conférence de l'OLAS (Organisation latino-américaine de solidarité), Fidel Castro lançait : « toute une série de vieux clichés devraient être abolis, parce qu'à force de les répéter [...] depuis trente-cinq ans, on ne conquiert personne » (21). Il s'agit bien là d'une politique éloignée de celle de Moscou à l'époque, et qui suscite l'adhésion de nombreux étudiants, intellectuels...

Mais en août 1968, en pleine guerre du Vietnam, Cuba approuve l'intervention militaire soviétique en Tchécoslovaquie, se coupant ainsi de courants de gauche jusqu'alors solidaires.

## L'anti-impérialisme militant

Si la pensée du Che reste un laboratoire, si certains postulats sont datés, notamment ceux qui concernent la lutte armée, l'Amérique du Sud d'aujourd'hui est devenue, elle aussi, un laboratoire politique. Elle explore des alternatives endogènes au « néolibéralisme » ravageur. Pour la première fois depuis des décennies, le continent cherche – et y parvient – à se doter d'une communauté de valeurs et de pratiques ; elle s'inscrit, pas seulement dans le discours des dirigeants actuels, mais également dans la filiation de la plupart des Libertadores et de leur vision d'une « patrie latino-américaine ». Le président Hugo Chávez veut, par exemple, « terminer l'oeuvre de Bolívar », « son » Bolívar, l'émancipateur, le décolonisateur (22). L'Amérique latine se trouve en quelque sorte à la reconquête d'elle-même.

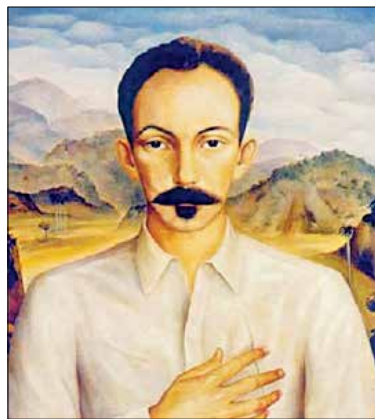
Ce que l'écrivain uruguayen Eduardo Galeano traduit ainsi : « L'Amérique latine est l'arc-en-ciel terrestre, qui a été mutilé. Ils nous ont laissés aveugles de nous-mêmes [...] mais nous ne sommes plus désormais ce qu'ils nous ont dit ». Médias et politiciens de droite crient au « nationalisme », au « populisme », sans tenir compte que ces concepts, selon qu'ils s'incarnent dans des conjonctures différentes, n'ont ni le même contenu ni les mêmes conséquences. En Amérique du Sud, la plupart des avancées révolutionnaires des xxe et xxie siècles, ont conjugué et conjuguent Bolívar et Marx, luttes sociales et souveraineté nationale. Le populisme s'inscrit dans une tradition sociale qui date des années 1930. Comment des

ce nouveau cycle politique, sur l'exploration de voies autochtones, débarrassées de toute référence à un modèle extérieur, recherchent une construction sociétale nouvelle à partir des racines et de l'histoire nationales. Le choix n'est donc pas entre « réforme ou révolution », comme le répète à l'envie la majorité des médias occidentaux (23). Lors de la crise et des soulèvements populaires des années 2000 (Argentine, Bolivie, Équateur...), la plupart des « partis traditionnels » s'effondrèrent, discrédités... Cela obligea à « inventer » une nouvelle radicalité, une gauche de rupture, à construire des logiques spécifiques à chaque pays, et à mettre sur pied de nouvelles organisations, partis, institutions, à renouveler les vieilles pratiques du bipartisme sclérosant, d'une démocratie représentative épuisée.

La plupart des partis sociaux ou néolibéraux contribuèrent, dans les années 1970, à la vague « libérale », comme fascinés, à l'image du social-démocrate vénézuélien Carlos Andrés Pérez, par cette nouvelle étape, de financiarisation, du système capitaliste.

Ils furent acteurs convaincus de la mise en oeuvre, en « première mondiale », des politiques ultralibérales. Avant même Reagan et Thatcher, l'Amérique du Sud servit de champ d'expérimentation aux Chicago Boys, dans le Chili de Pinochet. Vingt-cinq ans plus tard, elle fut aussi celle qui, la première, engagea des processus de rejet des prédatrices « thérapies de choc » du FMI ; elles provoquèrent des insurrections populaires (« guerre de l'eau et du gaz » en Bolivie en 2003 et 2005) qui portèrent au pouvoir, en Bolivie, en Équateur, par la mobilisation sociale et la voie des urnes, des présidents de rupture, par rapport aux politiques et pratiques précédentes. La perspective tant rabâchée, d'un « siècle américain », faisait long feu. Le projet des néoconservateurs de « refaçonner le monde », d'hégémonie totale des États-Unis, commençait à refluer dès 1994 au Chiapas ; le continent initiait la résistance et la reconquête. Elles s'accéléraient avec les élections de Chávez en 1998, de Lula en 2002 et de Kirchner en 2003, mais également grâce aux Forums sociaux mondiaux de Porto Alegre, à partir de 2001.

Un processus de revendication de la souveraineté nationale, de retour de l'état (auparavant relégué, démantelé, réduit au minimum), d'exigence de redistribution équitable, de réduction d'inégalités vertigineuses, s'amorçait, dans des sociétés à la structure de classe devenue complexe, en transformations permanentes. Peuples, et gouvernements de plus en plus nombreux, contestèrent chaque jour davan-



Simon Bolívar et José Martí

Ces « avancées révolutionnaires », selon l'expression du politologue Samir Amin, résultèrent d'une nouvelle articulation entre le politique et les mouvements sociaux. Au fil des années, la formule des forums sociaux s'essouffla, par manque d'alternatives politiques, ce qui amena Chávez, lors du Ve FSM de Porto Alegre, le 30 janvier 2005, à proposer comme débouché le « socialisme du xxie siècle ». Un coup de tonnerre dans un ciel déjà



Le Che est omniprésent dans l'actuelle vague de transformation sociale qui secoue l'Amérique latine

agité.

## Un nouveau cycle politique et la pensée du Che

Que doit ce nouveau cycle politique à la pensée du Che ? Rien si on la réduit à dessein à « la lutte armée » prônée dans le contexte des années 1960. Dans la « Deuxième Déclaration de La Havane », du 4 février 1962, la « violence révolutionnaire », le « soulèvement des peuples », sont présentés comme une réponse à l'agressivité de l'impérialisme. S'il y est affirmé, lapalissade, que « le devoir de tout révolutionnaire est de faire la révolution », beaucoup d'observateurs et de militants n'ont pas voulu y voir non plus un concept pourtant fondamental : « les révolutions ne s'exportent pas ». L'exportation de la révolution a été surtout une théorie fabriquée par des intellectuels procastristes occidentaux.

L'analyse fidélo-guévariste de l'époque part de la nature même de l'impérialisme, de sa domination sur le continent, de l'analyse du capitalisme comme système mondial de domination, et estime que la victoire ne sera pas consolidée tant que d'autres peuples seront soumis. La révolution cubaine a par elle-même une dimension à la fois continentale et tiers-mondiste. Elle est portée conjointement par Fidel Castro et

Che Guevara, mais le Cubano-Argentin a les mains plus libres que Castro, et encore plus lorsqu'il décide de partir...

Ceux qui opposent le « réalisme » de l'un au « gauchisme » de l'autre restent prisonniers d'une caricature assénée depuis près de cinquante ans. En mars 1967, lorsque le Che se trouve déjà en Bolivie, quatre éditoriaux du quotidien du PCC, « Granma », reprennent ce que d'aucuns considèrent comme du « guévarisme » (24). Il en sera de même le 10 août 1967, lorsque Castro clôturera, par un discours très anti-impérialiste, la première conférence de l'OLAS à La Havane. Cela démontre que le Che, en Bolivie, mettait bel et bien en oeuvre le projet continental de la révolution cubaine. Fidel répète aujourd'hui que « le Che avait raison à ce moment-là » et que « les conditions objectives dans le reste de l'Amérique latine étaient supérieures à celles de Cuba » (25).

C'est sans doute cette « vision continentale » et internationaliste, cet humanisme révolutionnaire, prolongeant l'héritage martinien, bolivarien, qui restent certainement l'un des principaux legs du guévarisme. L'incontournable nécessité d'un front commun des peuples, vu que le capitalisme est un système mondial ; la solidarité anti-impérialiste devient un devoir moral et politique, comme l'exprime cette belle formule : « Soyez surtout capables de ressentir, au plus profond de vous-mêmes, toute injustice commise contre quiconque en quelque partie du monde. C'est la plus belle vertu d'un révolutionnaire » (26). Pour le Che, tous les peuples de l'Amérique du Sud ont une « identité américaine », une même ma-

varienne. Bolívar considérait qu'il ne suffisait pas seulement de déplacer les « élites blanches », mais qu'il fallait construire une autre nation. La perspective d'une nation latino-américaine (« un seul pays, la patrie grande », comme la nommait Bolívar), devient, deux siècles plus tard, un projet en marche, quoiqu'inachevé. L'idée a gagné qu'il ne peut y avoir de libération nationale sans émancipation sociale » (31).

## Pour la « patria grande » : un « socialisme du xxie siècle »

Cette volonté d'intégration sociale, culturelle, ethnique, continentale, inspire aujourd'hui les « révolutions citoyennes », « bolivariennes », de Evo Morales, Rafael Correa, Hugo Chávez... présentées le plus souvent par les agences nord-américaines et les campagnes d'opinion hostiles, hargneuses, comme des clones de la révolution cubaine. L'absurdité, le mépris de cette vision eurocentrique empêchent de comprendre – et de réfléchir – les nouvelles logiques à l'oeuvre qui réduisent la pauvreté, rendent aux peuples leurs ressources naturelles, le pétrole, le gaz, l'eau...

Pour la première fois depuis les indépendances, l'Amérique latine vit, dans sa diversité, une convergence de valeurs, de visées, de pratiques. L'intégration régionale qui, timidement, se cherchait depuis les années 1960, est désormais enclenchée, à partir de cadres nationaux, dans le respect jaloux de la souveraineté de chaque pays. À l'Ouest, les médias-mensonges crient au « populisme », au « nationalisme », etc. Bref, encore et encore, « l'eurocentrisme de toujours n'est pas capable de voir plus loin que le bout de la lorgnette de ceux qui sont confortablement installés dans le monde moderne » (32). Le continent est à la recherche d'un espace latino-américain sans les États-Unis et travaille à créer une vision propre, latino-américaine. Quel formidable « changement d'époque », selon la formule du président Correa !

Des révolutions construisent un présent porteur, pour citer le poète mexicain Octavio Paz, « un futur qui est aussi un retour aux origines » (33). L'acte fondateur de l'UNASUR (l'Union des nations d'Amérique du Sud) eut lieu à Brasilia le 23 mai

2008 (34). Cet organisme de coopération, impulsé principalement par le Brésil, s'est même doté d'un Conseil de sécurité conjoint de l'Amérique du Sud, pour résoudre crises et conflits entre latino-américains, sans les États-Unis. Plus encore, en décembre 2008, à Salvador de Bahia, 33 pays du continent jetèrent les bases d'une organisation continentale (sans les États-Unis, non invités au sommet), la CELAC : Communauté des États latino-américains et de la Caraïbe. Elle naquit officiellement en décembre 2011 et, symboliquement, à Caracas. La « doctrine Monroe » de 1823 s'est aujourd'hui inversée. Cuba a été admise au « Groupe de Rio ». Le 3 juin 2009, sa « suspension » de l'OEA, qui datait de 1962, fut levée à l'unanimité, lors de la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'OEA, au Honduras. L'Alliance bolivarienne des Amériques, constituée à l'initiative de Cuba et du Venezuela en 2004, fondée sur des rapports non marchands, devient peu à peu une zone d'intégration, d'échanges solidaires, mutuellement avantageux, équilibrés, tout le contraire des accords dits de « libre-échange ».

L'autre apport toujours vivant du Che réside dans son incitation, à partir de 1962, à ne copier aucun modèle extérieur pour construire le socialisme dont l'Amérique latine a besoin.

Nous avons vu combien il commença à douter de l'URSS après la « crise des fusées » d'octobre 1962, et ce malgré la retenue que lui impose son statut de dirigeant cubain et la reconnaissance qu'il témoigne envers Moscou pour avoir permis à Cuba de survivre. Ernesto Guevara renoua ainsi avec les marxistes latino-américains des années 1920 et 1930, notamment Julio Antonio

Suite à la page (14)



Des militants nicaraguayens brandissant un drapeau portant une effigie de Che au cours d'une manifestation du FSLN

lors appliquer à ces réalités des lectures européennes actuelles ?

Dans cette marche vers la « deuxième indépendance », tous les pays principalement concernés : le Brésil, le Venezuela, la Bolivie, l'Équateur, l'Uruguay, le Paraguay, le Pérou, l'Argentine, le Nicaragua et y compris Cuba, insistent, dans

tage les politiques, la pensée du Che et les processus actuels d'émancipation du FMI, de la Banque mondiale, de l'OMC, de l'OCDE, appelées « consensus de Washington ». La conjoncture, telle une grande vague, commença à se retourner, et enfanta d'autres logiques, différentes d'un pays à l'autre, mais convergentes.

# Guatemala : 60 ans d'ingérence US De Grégory Lassalle

Depuis le coup d'Etat de 1954 jusqu'à la lutte contre le narcotrafic en passant par la mainmise des multinationales, Luis Solano brosse pour nous près de soixante ans d'ingérence US au Guatemala.

**Gregory Lassalle :** L'économie du Guatemala est actuellement et historiquement entièrement orientée vers la satisfaction du marché extérieur (mines, barrages, call center, agro exportation, tourisme, pétrole, maquilas...). Comment expliques tu cela ?..

**Luis Solano :** Depuis le gouvernement d'Álvaro Arzú, (1996-1999), on a assisté à un tournant dans les investissements privés nationaux et étrangers au profit des secteurs économiques, liés aux industries extractives, à la production d'électricité, à l'agro-export et aux services. Ce tournant a eu lieu après la signature des Accords de Paix de 1996, accords qui ouvrent une porte à la stabilité politique pour les investisseurs. C'est une des principales explications à la question de savoir pourquoi il était si important d'en finir avec la guerre de contre-insurrection.

Le tournant pris par l'économie en direction de ces secteurs s'explique par les prix élevés, sur les marchés internationaux, des minerais stratégiques qui intéressent l'économie de certains pays devenus aujourd'hui des puissances économiques au plan international, comme la Chine et l'Inde. D'autre part, en ce qui concerne la grande majorité de ces projets, même si les investissements nécessaires au départ sont très importants, leur amortissement est rapidement atteint, entre le court et le moyen terme. Les coûts de production sont relativement bas puisque les ressources naturelles sont gratuites ou bien faiblement taxées ; la main d'œuvre est bon marché, principalement lors des premières phases de l'investissement. Cela offre aux investisseurs des cycles d'accumulation intenses et rapides.

C'était important pour une économie comme celle du Guatemala qui sortait d'une économie de guerre avec baisse du taux de croissance et des investissements privés et en même temps cela ouvrait les portes aux élites patronales détentrices de la puissance économique pour réaliser de gros investissements, car elles étaient désormais débarrassées de la menace de la guerre et avaient le soutien des gouvernements en place, tout acquis aux intérêts de la classe possédante, comme l'ont été les gouvernements d'Arzú, de Berger (2004-2007) et de Pérez Molina (2012-2015), sans oublier le gouvernement d'Álvaro Colom (2008-2011) lequel, même s'il n'a pas bénéficié aussi largement que les autres de l'appui patronal, a soutenu ouvertement ce genre d'investissements.

**Gregory Lassalle :** Même si on le sait peu, le coup d'état de 1954 de la CIA contre le gouvernement progressiste de Jacobo Arbenz est la première intervention directe des Etats Unis contre un gouvernement en Amérique latine. Comment et pourquoi cela s'est-il déroulé ?

**Luis Solano :** C'était après la Seconde Guerre Mondiale ; les États-Unis n'étaient pas prêts d'accepter des gouvernements de type nationaliste et encore moins si ceux-ci avaient une orientation communiste ou entretenaient des relations avec les pays communistes. En même temps, les grands propriétaires, ultra réactionnaires, producteurs de café, et les industriels conservateurs poussaient dans la même direction ; ils voulaient le renversement d'un gouvernement assimilé à l'ennemi et qui s'identifiait à la réforme



Président Eisenhower et le secrétaire d'état John Foster Dulles en 1956

agraire de 1952. Leurs intérêts et ceux de la multinationale United Fruit Co les poussèrent, de concert, à orienter la structure du gouvernement en fonction des intérêts de la bourgeoisie industrielle et commerçante en alliance avec l'oligarchie des grands propriétaires fonciers.

Après 1954, nous assistons à l'instauration d'une structure de pouvoir parallèle créée sur le modèle de gouvernement existant aux États-Unis qui, en plus de mettre en place des institutions au service des intérêts des patrons, ouvre aussi la porte aux multinationales nord-américaines associées ou alliées de la bourgeoisie du Guatemala. Dès lors, on voit surgir un intérêt nouveau pour l'industrie extractive basée sur des investissements pétroliers et miniers sous contrôle des États-Unis. Au fond, un des objectifs de l'intervention des États-Unis était l'exploitation des richesses naturelles du pays : pétrole, minerais et ressources forestières, à quoi il faut ajouter l'exportation de viande de boucherie, le tout répondant à la demande de l'économie nord-américaine d'après-guerre.

**Gregory Lassalle :** Pourquoi l'Amérique centrale et particulièrement le Guatemala sont des zones géographiques stratégiques pour les Etats Unis ?

**Luis Solano :** Je crois que les raisons évoluent en fonction des conjonctures régionales et aussi dans le temps ; alors on peut parler de zone géographique stratégique. Aujourd'hui, la hausse du trafic de drogue et d'êtres humains fait que l'Amérique Centrale est une région d'une grande importance sur le plan politique pour les États-Unis. Compte tenu de la grande dépendance des économies d'Amérique Centrale vis-à-vis des États-Unis, ces derniers sont essentiels pour la survie de ces économies-là et cela est vrai même si pour les États-Unis, les économies d'Amérique Centrale ne représentent qu'un infime pourcentage de leur commerce et de leurs investissements internationaux.

L'Amérique Centrale, comme le Guatemala, continue de jouer un rôle majeur dans ce commerce illicite qui pèse du plus grand poids dans le monde : le commerce de la drogue, surtout par rapport aux États-Unis. La faible distance qui sépare cette région du gros marché consommateur de drogues au monde fait du Guatemala un pays très important dans les stratégies de guerre contre la drogue voulue par les États-Unis. La corruption de la police et de l'armée du Guatemala et les liens étroits de celles-ci avec les narcotrafiquants mettent le Guatemala dans la ligne de mire des États-Unis.

Mais les États-Unis sont égale-



L'agent de la CIA Enno Hobbing et l'ambassadeur US au Guatemala d'alors John Peurifoy

ment intéressés par cette région d'Amérique Centrale parce que c'est le lieu de passage de milliers de migrants sud-américains et internationaux et c'est un trafic dont le chiffre d'affaires se compte en millions de dollars et qui a entraîné la création de chainons du crime organisé dirigé par des groupes de pouvoir liés au narcotrafic, au trafic des armes, aux séquestrations, aux extorsions, au trafic d'êtres humains, au vol de véhicules et à la prostitution. Tout cela fait partie d'un cercle vicieux qui génère une migration vers les États-Unis dans une spirale incontrôlable que les États-Unis sont incapables de stopper. Par conséquent, les États-Unis ont cherché, au moyen d'un Accord de Libre Commerce et en usant de leurs influences dans le Projet Meso-Amérique (Plan Puebla Panamá) de contrecarrer toute cette violence et ce crime organisé avec des investissements et en misant sur le commerce ce qui aurait dû, en retour, développer encore plus les investissements et les emplois, mais rien de tout cela n'est arrivé jamais. Les causes structurelles qui génèrent toute la pauvreté et le crime organisé sont toujours là, intactes, seize ans après la signature des Accords de Paix.

**Gregory Lassalle :** Comment cet intérêt pour le Guatemala a été particulièrement visible pendant les années 60 dans le contexte de la Doctrine de Sécurité Nationale des Etats Unis et de la montée des mouvements populaires et des guérillas ?

**Luis Solano :** C'est Suite à la page (16)

# Une délégation internationale

Suite de la page (8)

« quand ils sont arrivés, ils ont trouvé une situation vraiment différente, et c'était la présence de tous ces gangs armés... Ils ont commencé en 2004 une sorte de guerre urbaine dans les centres urbains. C'est pourquoi on a déployé une opération de soutien de la paix avec des troupes armées ».

Mais, à la thèse de Gardner, les membres de la délégation ont rétorqué proposant que l'ONU a dû se déployer pour lutter contre les «gangs» urbains.

« M. Gardner a cité les gangs de Cité Soleil, Belair, Pont Rouge en 2004 », a dit Fignolé St. Cyr. « Je peux dire en fait que 2004 a été produit, juste pour empêcher Haïti de célébrer son indépendance et a provoqué bien évidemment des accords communs avec certains laquais locaux qui étaient au service en fait de l'occupant... En 2004, le premier ministre qu'ils ont imposé était un ancien fonctionnaire de l'ONU, et une fois arrivé, la demande a été produite pour qu'il y ait des troupes en Haïti. Le problème que vous avez cité à Cité Soleil et Belair, c'est trois mois après la présence de la MINUSTAH, on a commencé en fait une résistance ».

Kim Ives a renforcé l'argument. « Il y avait une intervention à travers l'occupation militaire par les Marines des Etats-Unis en 1915, comme vous le savez, et à ce moment, ils ont appelé aussi les gens qui ont résisté - les Cacos - ils les ont appelés des bandits... Mais j'avais rencontré personnellement beaucoup de ces leaders dans les bidonvilles de Cité Soleil et de Belair, et ils n'étaient pas des bandits. Ils étaient des résistants à un coup d'état et à une occupation étrangère. Ils ont lutté contre les occupants. C'est pas une question de stabilité. Le manque de stabilité vient de cette soi-disant force de stabilisation. Pour le peuple, pour les citoyens à Cité Soleil, les soi-disant "chefs de gang" comme Dread Wilmè, que les Nations Unis ont traité comme bandit, comme un criminel, était un héros nationaliste » comme le chef des Cacos, Charlemagne Peralte, que les Marines ont traité aussi comme bandit. « Alors c'est une guerre qui était menée contre ces résistants contre le coup d'état et l'occupation,

et pas les vrais bandits qui ont renversé le gouvernement légitimement élu d'Aristide, c'est à dire Guy Philippe, Jodel Chamblain et d'autres qui étaient liés aux escadrons de la mort ».

Ives a noté dans le débat que l'ONU aurait pu chasser le sénateur Moïse parce qu' « on peut dire que, lui aussi, il était un bandit, parce qu'il était un résistant contre cette occupation et ce coup d'état ».

Moïse a alors révélé que, en fait, « la MINUSTAH avait débarqué chez moi » et il l'a chassé pendant six à sept mois. « La MINUSTAH était au service des leaders politiques [du coup d'état de 2004] qui étaient anti-Moïse, anti-Président Aristide. Après ils ont dit "Excusez nous magistrat Moïse. C'était une erreur ».

Gardner a également indiqué qu'il allait enquêter sur cet incident.

Jocelyne Lapitre a dénoncé les 850 millions de dollars dépensés chaque année pour les 10.000 soldats et policiers de la MINUSTAH. Cette force est censée être réduite à environ 2.000 au cours de la prochaine année. « Quand on se rend compte de combien d'argent est mobilisé pour ces forces d'occupation, et quand on regarde la vie en Haïti, c'est une honte », a-t-il dit. « On pense que cet argent aurait pu aller dans l'éducation, servir pour des hôpitaux, à former des policiers, et pour rendre la vie meilleure ».

Le syndicaliste argentin Pablo Micheli avait reporté la grève générale en Argentine pour qu'il put être à New York le 12 octobre. « En vue de notre attachement à la lutte anti-colonialiste, nous avons une obligation morale de répudier cette occupation des troupes de l'ONU, sachant qu'il y a des troupes argentines dans cette force », a-t-il dit.

La réunion s'est terminée par une allocution de Colia Clark, un vétéran des luttes pour les droits civiques aux États-Unis, qui avait travaillé et marché avec Martin Luther King, Jr. « Nous n'arrêterons pas jusqu'à ce que l'ONU soit hors d'Haïti et paye des réparations à Haïti pour tous les crimes et meurtres commis contre la première démocratie du monde, par une esclavocratie comme l'Amérique », a-t-elle dit aux représentants de l'ONU. « Haïti doit avoir l'autodétermination maintenant ».

## G & S AUTO SALES



- We Do Finance
- Trade-In
- Same Day Plates

Open Sundays • Closed Saturdays

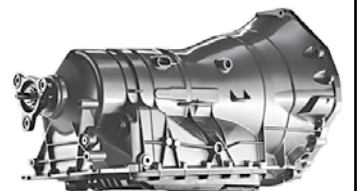
4914 Tilden Avenue  
Brooklyn, NY 11203

Tel: 718.342.0101

Guy Edouard, General Manager  
Tel: 718.791.1094  
Fax: 718.342.5550  
Ernest Delouis: 646.201.0603  
Luc Delsius: 646.377.1008

GuyAutoAuc@aol.com

## DEE'S TRANSMISSION



- Transmissions Rebuilt
- Resealed & Installed
- Shocks • Brakes
- Tune-Ups

2470A Bedford Avenue  
Brooklyn, NY 11226

718-693-3674

# Blocus : Rapport de Cuba pour condamner les Etats-Unis devant l'Assemblée Générale de l'ONU

5ème partie et fin



La politique de blocus envers Cuba se poursuit et s'intensifie en dépit des demandes toujours plus fortes adressées par la communauté internationale au gouvernement étasunien

## Chapitre V. Opposition à la politique génocidaire de blocus à Cuba

### 5.1 Opposition interne aux États-Unis

L'opposition à la politique de blocus des États-Unis contre Cuba s'est accrue durant la période analysée. Cette opposition s'est manifestée par de nombreuses déclarations, des articles de presse d'importantes personnalités politiques et intellectuelles, des actions au Congrès et aux gouvernements de États et des actions d'ONG et de secteurs commerciaux.

On en trouvera ci-dessous quelques exemples : Le 12 mai 2011, le représentant démocrate de New York, Charles Rangel, a présenté trois projets de loi visant à un changement de politique envers Cuba : HR 1886 (Export Freedom to Cuba Act), HR 1887 (Free Trade With Cuba Act) et HR 1888 (Promoting American Agricultural and Medical Exports to Cuba Act of 2011). Ces initiatives proposaient d'autoriser les voyages de citoyens étasuniens à Cuba, de supprimer les dispositions du blocus, de retirer Cuba de la liste des États sponsors du terrorisme et d'autoriser les virements directs avec des banques cubaines, entre autres dispositions.

Le 23 juin 2011, le représentant républicain de l'Arizona, Jeff Flake, a présenté un amendement au financial services appropriations bill, pour l'année fiscale 2012, adopté par vote oral, et qui exige de l'OFAC un rapport sur les demandes de permissions d'échanges en cours.

Le 8 novembre 2011, le Center for Democracy in the Americas a publié une étude qui montre que la politique des États-Unis envers Cuba a échoué, qu'elle isole ce pays du peuple cubain et que la changer aurait un impact positif et durable sur les sociétés cubaine et américaine. Il appelle Obama à prendre des décrets présidentiels facilitant les financements, exhorte les autorités étasuniennes à permettre l'accès de Cuba aux institutions financières internationales telles que le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, et demande la suppression du programme de subversion contre Cuba de l'Agence américaine pour le développement international (U.S.A.I.D.) qu'il considère comme une dépense de millions de dollars inutile qui ne fait qu'accroître les tensions entre La Havane et Washington. Ledit centre s'oppose à la

politique des États-Unis envers Cuba et cherche à remplacer l'approche actuelle par une nouvelle approche comprenant de nouvelles politiques conduisant à la normalisation et à la reconnaissance du gouvernement cubain.

Le 18 novembre 2011, le chercheur Richard Feinberg, du Centre de recherches de l'Institut Brookings, un spécialiste des questions latino-américaine, ancien responsable de l'Amérique latine au Conseil de sécurité nationale (sous le gouvernement Clinton), a présenté un rapport dans lequel il recommande le rapprochement d'institutions telles que le Fonds monétaire international et la Banque mondiale de Cuba compte tenu des réformes économiques qui ont lieu dans ce pays. Feinberg a déclaré que son rapport visait aussi à mettre fin à l'idée qui prévaut aux États-Unis selon laquelle les sanctions imposées à Cuba ont réussi à l'isoler du système financier international.

Le 2 décembre 2011, le secrétaire général du Conseil national étasunien des Églises du Christ, Michael Kinnamon, a donné une conférence de presse à La Havane au cours de laquelle il a annoncé que les conseils des églises des deux pays s'étaient engagés à oeuvrer à mettre fin au blocus contre Cuba. Selon les résultats d'une enquête publiée le 6 février 2012 par Angus Reid Public Opinion : 62 p. 100 des Étasuniens sont favorables à la reprise des relations diplomatiques avec Cuba, 57 p. 100 sont favorables à la levée des restrictions aux voyages et 51 p. 100 sont contre le blocus.

Le 14 mars 2012, le président de la sous-commission des opérations extérieures du Sénat, le représentant démocrate du Vermont Patrick Leahy, a eu un échange de propos avec le directeur de l'U.S.A.I.D., Rajiv Shah, lors du débat du budget 2013 de ladite agence. Leahy s'est opposé au blocus et a remis en question la politique de l'U.S.A.I.D. envers Cuba.

Le 11 avril 2012, le Council on Hemispheric Affairs (COHA) a publié un rapport dans lequel il dénonce le soutien permanent, irrationnel et imprudent de Washington à une politique cubaine qui, au long des cinq dernières années, s'est avérée être une erreur. Ce rapport fait en outre référence aux propositions réitérées du président cubain Raúl Castro Ruz d'engager un dialogue respectueux et d'égal à égal avec les États-Unis. Il critique la subordination de la politique

Suite à la page (16)

# 50 ans de blocus contre Cuba: Outrage à la souveraineté de tout un peuple.

Par Evens Pierre-Louis

« Nécessité de mettre fin au blocus économique, commercial et financier imposé par les États-Unis d'Amérique contre Cuba ». Ainsi s'intitule le projet de résolution que la République de Cuba s'appête à soumettre à la considération de l'Assemblée générale des Nations Unies, le 13 novembre 2012. 2012 marque la cinquantième année depuis que ce blocus est entré en vigueur contre Cuba, l'empêchant aujourd'hui d'entreprendre des échanges commerciaux avec les pays industrialisés de la planète.

Au cours d'une rencontre avec la presse tenue en sa résidence privée le jeudi 18 octobre 2012, l'ambassadeur de Cuba en Haïti monsieur Ricardo Garcia Nàpoles a dénoncé avec rigueur le blocus imposé à son pays depuis 1962 par les puissances impérialistes. Une décision gravement injuste appliquée contre un Etat souverain. Cette décision unilatérale est sévèrement critiquée par une écrasante majorité de pays de la communauté internationale. D'ailleurs, en 2011, lors de la 66e Session de l'Assemblée générale des Nations-Unies, 186 états membres sur 200 dont 3 abstentions avaient voté en faveur de la levée du blocus contre Cuba.

En dépit des nombreux efforts de la dite communauté internationale pour l'élimination du blocus, celui-ci demeure et se durcit de plus en plus pour répéter l'ambassadeur Nàpoles qui a ajouté que des pays sont déjà frappés de sanctions pour avoir commercialisé avec Cuba et d'autres seraient également menacés par les puissances impérialistes pour leur intention d'effectuer des échanges avec la Havane. Le Diplomate a cité en exemple la banque ING des Pays-Bas qui s'est vue appliquer une amende de 619 millions de dollars par les États Unis pour avoir tout simplement réalisé des opérations en dollar à Cuba. Cette décision est appliquée tel un avertissement à d'autres institutions bancaires désireuses d'entrer en contact avec Cuba. Elle constitue une sorte de renforcement à l'application extraterritoriale du blocus imposé à Cuba considéré comme une politique criminelle, inhumaine et insoutenable sur le plan moral.

L'ambassadeur Ricardo Nàpoles



L'ambassadeur de Cuba en Haïti monsieur Ricardo Garcia Nàpoles

répondant aux questions des journalistes a laissé entendre que le blocus entrave sérieusement le développement économique de son pays et constitue l'obstacle principal à l'évolution de l'île sur le plan social et international.

« Le blocus économique, commercial et financier des États-Unis contre Cuba a provoqué beaucoup de dommages dans l'île. Des dommages qui dépassent largement 108 milliards de dollars », a ajouté le diplomate cubain qui, parallèlement a affirmé qu'une partie du Droit international est violée par l'application de ce blocus qui est contraire aux buts et principes de la charte des Nations Unies et qui transgresse en même temps le droit à la paix, au développement et à la sécurité d'un état souverain. L'ambassadeur Nàpoles compare le blocus à un acte d'agression unilatérale qui constitue une menace permanente contre la stabilité d'un pays souverain.

A quand la levée de ce blocus imposé depuis 1962 à Cuba ? L'ambassadeur Nàpoles a réitéré sa volonté et celle des millions de cubains de voir lever le blocus et reprendre les échanges commerciaux entre les États Unis et Cuba ; ainsi l'île entière pourra commercialiser avec l'extérieur, ce qui modifierait positivement l'assiette économique du pays. Les cubains se soulèvent via des manifs pour exiger le déblocage des relations commerciales de l'île avec l'extérieur. Appuyé massivement par

des pays amis, Cuba veut plus que jamais se tirer de l'isolement provoqué par le blocus commercial, économique et financier auquel il fait face depuis des décennies.

Aucun pays au monde n'a été auparavant soumis à de telles sanctions, si l'on se réfère à l'histoire humaine récente. « Le blocus contre Cuba demeure le système de sanctions le plus injuste, le plus sévère et le plus prolongé confronté par aucun pays du monde. L'article 2 de la convention de Genève qualifie d'acte de génocide cette forme de sanction imposée à Cuba par les États Unis », a conclu l'ambassadeur Nàpoles.

L'application du blocus économique, commercial et financier à Cuba va à l'encontre du droit international humanitaire interdisant tout genre d'empêchement contre la libre circulation des matières premières en aliments et les médicaments, même en temps de guerre. Donc, ce mur érigé contre Cuba est inacceptable, c'est de l'arbitraire tout simplement. C'est l'application stricte de la raison du plus fort contre celle du plus faible.

La reprise officielle des relations bilatérales entre Cuba et les États Unis est une nécessité en faveur de laquelle bien des voix, et pas des moindres, se sont déjà élevées à travers le monde. C'est d'ailleurs le rêve le plus cher caressé par l'ambassadeur cubain en Haïti, y compris des milliers de cubains à travers la planète.

## GUARINO FUNERAL HOME



Serving the Haitian Community for Over 30 Years

9222 FLATLANDS AVENUE  
BROOKLYN, NY 11236

718-257-2890

## EMMANUEL FUNERAL HOME

"An Oasis of Peace"



14300 West Dixie Highway, Miami, FL  
110 South Dixie Highway, Lake Worth, FL

Fritz G. DuVigneaud  
561.502.8244 • 561.588.0302  
954.942.0056

Pasteur Enoch Milien  
305.949.0603 or 6118  
786.487.6836

Emmanuelfuneralhome@yahoo.com

# La pensée

Suite de la page (11)

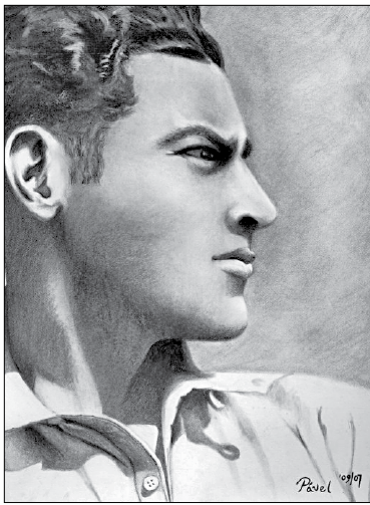
Mella et José Carlos Mariátegui, les premiers à diffuser avec force le marxisme, et qui n'étaient pas tenus par la discipline et les schémas réducteurs, le monolithisme, qu'imposera par la suite la pensée du che et les processus actuels d'émancipation le Kominterm. Le Che disait avec humour : « Le parti pense pour toi et tu dois digérer » (35).

Le jeune leader étudiant cubain, Julio Antonio Mella, fondateur du parti communiste de Cuba en 1925, et assassiné à 25 ans au Mexique par les agents du dictateur Machado, insistait déjà sur la nécessité d'une « intelligente adaptation de la cause socialiste » (36) à « la réalité du milieu » (37). Le jeune révolutionnaire au destin byronien, amant fugace de Tina Modotti, écrira en février 1924, avant même la création du PCC : « Nous ne cherchons pas à implanter dans notre milieu des copies serviles de révolutions faites par d'autres hommes sous d'autres climats » (38). En mai 1928, exilé au Mexique, il enfoncera à nouveau le clou : « il ne faut pas croire à une explication mécanique d'expériences d'autres endroits » (39).

C'est sans doute le Péruvien José Carlos Mariátegui, fondateur du Parti socialiste péruvien et de la Confédération générale des travailleurs du Pérou (CGTP), qui, dans les années 1920, et dans ses remarquables Sept essais d'interprétation de la réalité péruvienne, a envisagé le socialisme non comme une doctrine univoque mais comme un processus. On connaît sa phrase la plus emblématique : « Nous ne voulons pas que le socialisme soit en Amérique ni un calque ni une copie, mais une création héroïque. Nous devons donner vie au socialisme indoaméricain à partir de notre réalité, dans notre propre langue » (40).

En Europe, ces idées sont développées par Gramsci, pour qui le marxisme n'était pas une bible, ni une science, mais d'abord, comme pour Mariátegui, une méthode de lutte. Lors d'une conférence, en septembre 1923, Mariátegui tenait des propos fort innovants pour l'époque : « Les formes politiques, sociales, et culturelles sont toujours provisoires [...] Dans leurs entrailles, elles portent, invariablement, le germe d'une forme future. Ankylosée, pétrifiée, la forme démocratique [...] ne peut contenir la nouvelle réalité humaine » (41).

Ces concepts, ces idées, ces approches endogènes, autochtones, sont celles qui inspirent précisément Hugo Chávez lorsqu'il propose un « socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle », et celles de Evo Morales lorsqu'il aborde la problématique indienne, non seulement en termes ethniques et culturels, mais aussi en termes sociaux. Mariátegui, dans Sept essais d'interprétation de la réalité péruvienne (42), avait ouvert le débat. Après l'effondrement du mur de Berlin, en Amérique latine comme ailleurs, le ressac idéologique fut à la mesure de l'espérance déçue. L'altermondialisme permit de repartir à la reconquête, puis, le 25 février 2005, lors de son « Discours inaugural au quatrième Sommet de la dette sociale », à Caracas, comme



**Julio Antonio Mella, fondateur du parti communiste de Cuba en 1925, et assassiné à 25 ans au Mexique par les agents du dictateur Machado**

en janvier au Sommet de Porto Alegre, le président vénézuélien réhabilita, au cœur même des débats, le mot et le concept de « socialisme ». Chávez se livrait en même temps à une critique forte du « soviétisme, du socialisme étatique », « du collectivisme » (43). Dans le discours inaugural de son nouveau mandat, le 10 janvier 2007, il dénonça la « perversion soviétique », « l'oubli de l'être humain », et le capitalisme homicide ; il appela à resoumettre la logique économique à l'intérêt collectif, au bien commun (vieilles antennes guévaristes), à remettre de la règle, du droit, de l'état, et avança le concept de « démocratie participative et protagoniste » (44). Selon H. Chávez, ce socialisme « indo-afro-latino-américain » doit puiser aux sources autochtones (45), intégrer les apports de Marx mais aussi ceux de la « théologie de la libération » de l'église catholique, la pensée des Libertadors, les valeurs, la cosmogonie des communautés indiennes...

Selon le vice-président bolivien Garcia Linera, « l'indianisme de gauche a indianisé le marxisme et marxisé l'indianisme » (46). Dans le discours social du président équatorien Rafael Correa, catholique pratiquant, pointe la doctrine sociale de l'église catholique. Au dogmatisme du marché, Correa oppose un « changement d'époque », un « socialisme » encore assez indéfini idéologiquement, fait davantage de régulation, de récupération des ressources naturelles, de politiques publiques vigoureuses, de mesures sociales en faveur des plus pauvres, de renégociation des contrats avec les multinationales des hydrocarbures... Les nouvelles clauses sont largement favorables à l'Équateur.

La nécessité d'un « socialisme autochtone », reprise par Chávez, traverse la réflexion de nombreux penseurs latinoaméricains depuis plus de deux siècles. Le précepteur de Simón Bolívar, Simón Rodríguez, socialiste que l'on pourrait qualifier de d'utopique », lançait déjà la mise en garde suivante : « Pourquoi aller chercher des modèles ailleurs ? [...] L'Amérique latine est spécifique et ses institutions ainsi que son gouvernement doivent l'être aussi » (47). Mariátegui, le premier marxiste latino-américain, écrivait : « La révolution

latino-américaine ne sera rien d'autre qu'une étape, une phase de la révolution mondiale [...] à ce terme on pourra ajouter, selon les cas, tous les adjectifs que l'on voudra : « anti-impérialiste », « agraire », « nationaliste révolutionnaire ». Le socialisme les suppose, les précède et les substitue tous » (48).

## De l'éthique en politique

La pensée guévarienne sur la nécessité d'une politique éthique, de l'éthique en politique, inspire les discours de la nouvelle gauche latino-américaine. Mais il y a encore loin des paroles aux actes... L'héritage de décennies de corruption, de prébendes, reste difficile à éliminer. Les nouvelles élites reproduisent parfois les anciens travers qu'elles critiquent. Pour Fidel Castro « le plus grand enseignement que laisse le Che, ce sont les valeurs morales, la conscience » (49)

Pour Guevara, l'exigence d'éthique révolutionnaire doit structurer tout projet émancipateur. Une politique qui se fixe pour but l'émancipation humaine doit être inséparable de la question éthique. Mariátegui ne disait pas autre chose et attribuait à l'éthique un rôle et une place de premier plan. La dimension révolutionnaire de l'éthique imprègne déjà la pensée marxiste latino-américaine des années 1920. Elle passe d'abord par l'exemplarité des dirigeants. On connaît la manière dont le Che refusait tout privilège personnel, partageait les conditions de vie des salariés de son ministère, vivait dans une austérité matérielle qui frôlait parfois l'ascétisme... Les anecdotes abondent qui confortent l'importance qu'il attachait à l'intégrité des dirigeants, et combien il prêchait d'exemple. Comme le Che, l'une des premières mesures du premier président indien de la Bolivie, Evo Morales, lorsqu'il accéda au pouvoir, le 22 janvier 2006, fut de réduire de 30 à 60 % les salaires du vice-président, des ministres, vice-ministres et hauts fonctionnaires. Il s'appliqua à lui-même une baisse plus importante encore (50). Evo Morales remet en cause les concepts, les approches, les pratiques, de la « gauche traditionnelle » (51). L'équatorien Rafael Correa a placé l'éthique dans la qualification même des changements qu'il impulse : « révolution citoyenne, démocratique, éthique, nationaliste » (52).

Si le ressort éthique s'avère nécessaire, il n'est pas pour autant suffisant. Les dirigeants ont besoin de contre-pouvoirs efficaces. Hugo Chávez veut « rendre sa place au peuple » (53). Au Venezuela bolivarien, les « conseils communaux » socialisent la prise de décision, la gestion et le contrôle populaire, à partir d'en bas. Le Che lie étroitement l'éthique à sa conception du socialisme, en la débarrassant de tout conditionnement marchand et de toute aliénation. Il se rend compte que le « socialisme existant » n'octroie pas à l'individu la place et le rôle qu'exigent les nouvelles logiques. Comment, en effet, penser une économie qui ne marchandise pas l'homme, et qui le mette au centre des changements ? Il écrit : « L'homme nouveau doit être le résultat d'une révolution à la fois économique, morale et culturelle.

L'homme doit se transformer de pair avec la production [...] son image ne sera jamais aboutie » (54). Dans les années 1930, le marxiste argentin Anibal Ponce avançait le concept voisin « d'homme dans sa totalité » (55).

Président de la Banque nationale ou ministre de l'Industrie ou « commandant » de la révolution, Guevara pratique un nouveau mode d'exercice du pouvoir, stimule des formes d'intervention directe des citoyens, des contre-pouvoirs effectifs, la prise en compte par le parti de la diversité sociale, idéologique, même s'il reste dans le cadre du parti unique et « d'avant-garde ». Le débat économique des années 1963-1964 entre Guevara et Ernest Mandel, Charles Bettelheim, Carlos Rafael Rodríguez, fut relayé publiquement. A la censure, à l'imposition d'une pensée unique, le Che oppose le débat au grand jour. Il considère qu'il « n'est pas possible de détruire une opinion par la force, parce que cela bloque tout le libre développement de l'intelligence » (56).

Ses « véritables » « oeuvres complètes » (éditées en tirage limité par le Comité central du PCC) montrent toute la richesse et la profondeur des débats suscités, ouverts, par le Che, au ministère de l'Industrie.

Pour des millions de Latino-Américains, le Che incarne l'internationalisme, la solidarité internationale de classe de

(et avec) tous les opprimés. Au Congo et en Bolivie, malgré l'échec final, il montrera que le révolutionnaire doit se sentir concerné et solidaire de toutes les luttes, où qu'elles aient lieu. Il reprend la célèbre phrase de José Martí : « Tout homme véritable doit ressentir sur sa propre joue le coup porté sur n'importe quelle joue d'homme » (57). L'internationalisme constitue pour le Che un devoir essentiel, une obligation librement consentie, la condition première du révolutionnaire, un impératif stratégique dans le combat anti-impérialiste, et une haute exigence morale. A sa façon, Hugo Chávez s'inspire de ces principes dans son dialogue direct avec le peuple, grâce à l'émission dominicale Alo Presidente, comme dans la mise en place de « missions sociales » autogérées pour faire face à la pauvreté, à l'analphabétisme, au sort des personnes âgées, des mères célibataires, etc. Hugo Chávez met en pratique également ces notions guévariennes lorsqu'il livre à Cuba du pétrole à prix cassé en échange de l'aide de milliers de médecins cubains qui opèrent dans les « barrios » (quartiers pauvres). Trente et un mille médecins et « collaborateurs médicaux » cubains prêtent leurs services hors de l'île, dans 69 pays. L'opération Miracle », lancée en 2004 par Cuba et le Venezuela, afin d'opérer gratuitement de la cataracte les plus pauvres, relève de la même inspiration. Elle est sans doute l'un des plus beaux fleurons de l'internationalisme.

Plus d'un million de personnes, de 28 pays, en ont bénéficié.

La création de l'Alba (Alliance bolivarienne des Amériques), le 4 décembre 2004, s'appuie également sur les conceptions internationalistes de Guevara ; elle travaille à une intégration continentale hors mise en concurrence et libre-échange, à des relations solidaires, non marchandes, équilibrées, entre États membres (Cuba, Venezuela, Bolivie, Équateur, Nicaragua, etc.). « Avec l'ALBA et ses émanations : Petrosur, Telesur, etc., le Venezuela a internationalisé le projet bolivarien et ce, d'une façon clairement anticapitaliste » (58). L'Amérique latine n'est plus désormais « l'arrière-cour » des États-Unis. Ils n'ont plus la mainmise totale sur le continent. Ils y perdent peu à peu leur hégémonie. Ce changement de conjoncture, de rapport des forces, doit être mesuré à l'aune de l'histoire, de la géopolitique, des enjeux historiques et politiques... L'Amérique latine est entrée dans une phase nouvelle d'accélération de son histoire, de conquête d'une véritable indépendance. Pour bien en saisir toute la portée, référons-nous aux propos de Simón Bolívar qui, déjà, le 13 juin 1926, dans une lettre au « Libertador » Santander, avait cette intuition lumineuse : les États-Unis « se croient destinés par la Providence à répandre dans notre Amérique des misères au nom de la liberté » (59). La Providence n'est plus ce qu'elle était.

\* maîtres de conférences à l'université de pau

## Notes

- 1 Fidel Castro, Ignacio Ramonet, Biographie à deux voix, Éditions Fayard, 2007, p. 161.
- 2 Jean Cormier, Che Guevara, éd. du Rocher, Monaco, 2002, p. 73.
- 3 Roberto Masari, Che Guevara, pensamiento y política de la utopía, 4 Ibid., p. 269.
- 5 Ernesto Guevara, Apuntes a la economía política, Eds Ciencias sociales, La Havane, 2006.
- 6 Ibid., p. 27.
- 7 Ibid., p. 28.
- 8 Ibid., p. 297.
- 9 Ibid., p. 124.
- 10 Ibid., p. 98.
- 11 Ibid., p. 209.
- 12 Nestor Kohan, En la selva. à propos des « Cahiers de lecture de Bolivie », Ed. « Misión Conciencia », Caracas, 2011, p. 31-32.
- 13 Jean Daniel, L'Express, 25 juillet 1963, p. 9.
- 14 Ernesto Guevara, Escritos y Discursos, Ed. de Ciencias Sociales, La Havane, 1977, tome 8, p. 253-272.
- 15 Guevara, op. cit., janvier 1966, tome 9, p. 355-372.
- 16 Miguel Benasayag, Paris, éd. Bayard, 2003, p. 85.
- 17 Ernesto Guevara, Message à la Tricontinentale, p. 371.
- 18 Guevara, op. cit., p. 372.
- 19 [http://www.segundadeclaracion.net/esp/1pasa/4\\_otras/](http://www.segundadeclaracion.net/esp/1pasa/4_otras/)

docs/2gndaDecHabEsp\_VerAudio.pdf. Consulté pour la dernière fois le 13/04/2012.

- 20 Ernesto Guevara, « Le socialisme et l'homme à Cuba », écrits et Discours, Ed. Ciencias Sociales, La Havane, 1977, p. 256.
- 21 Granma, La Havane, 11 août 1967.
- 22 Alain Rouquié, à l'ombre des dictatures. La démocratie en Amérique latine, éd. Albin Michel, Paris, 2010, p. 238.
- 23 Marc Saint-Upéry, Le rêve de Bolívar. Le défi des gauches sudaméricaines, éd. La Découverte, Paris, 2007.
- 24 Antonio Moscato, in : Che plus que jamais, coord. Jean Ortiz, Ed. Atlantica, Biarritz, 2007, p. 75.
- 25 Ignacio Ramonet, p. 269.
- 26 Ernesto Guevara, « Lettre d'adieu à ses enfants » in : Escritos y discursos, tome 9, p. 392.
- 27 Jean Ortiz [coord.], De Bolívar aux libertadors..., op. cit., p. 31-37.
- 28 Laurent Tranier, Bolívar, la mémoire de l'Amérique, Paris, éd. Toute latitude, p. 55.
- 29 Julio Antonio Mella, Documentos y artículos, editorial de Ciencias Sociales, Instituto Cubano del Libro, 1975, p. 625.
- 30 Ibid., p. 270.
- 31 Nestor Kohan, De Bolívar aux Libertadors d'aujourd'hui : l'Amérique latine insoumise, coord Ortiz, Jean, éd. Atlantica, Biarritz, 2011, p. 331.
- 32 Samir Amin, Modernité, religion et démocratie, éd. Parangon, 2008, Saint-Jean-la-Pendue, p. 173.
- 33 Octavio Paz, La flor saxigrafa, traduction française, éd. Gallimard, Paris, 1984, p. 34-35.
- 34 El País, 25 mai 2008.
- 35 Carlos Tablada, Ernesto Che Guevara, homme et société. La pensée économique du Che, éd. Casa de las Américas, 1987, p. 241.
- 36 Mella, op. cit., p. 340.
- 37 Ibid., p. 124.
- 38 Ibid., p. 87-88.
- 39 Ibid., p. 408.
- 40 Roland Forgues, Mariátegui. La Utopia Realizable, éd. Amauta, Lima, 1995, p. 249.
- 41 J.-C. Mariátegui, Historia de la crisis mundial. Conferencias pronunciadas en 1923. Obras completas, vol. 8. Ed. Amauta, Lima, p. 41-42.
- 42 J.-C. Mariátegui, Ed. Amauta, Lima, 1968, 14<sup>e</sup> édition.
- 43 Margarita Lopez Maya, Ideas para debatir el socialismo del siglo 21, vol. 2, éd. Alfa, Caracas, 2009, p. 109-110.
- 44 Hugo Chávez, El discurso de la unidad, Caracas, éd. Socialismo del siglo 21, n° 1, janvier 2007, p. 50.
- 45 Ibid., p. 50.
- 46 Interview Público, 2 juin 2011.
- 47 Simón Rodríguez, OEuvres complètes, Caracas, 1975, tome 1, p. 342343.
- 48 José Carlos Mariátegui, « Aniversario y balance », éd. Amauta, n° 17, Lima, septembre 1928.
- 49 Ignacio Ramonet, op. cit., p. 273.
- 50 Álvaro Garcia Linera, « Les quatre contradictions de notre révolution », Le Monde diplomatique, Paris, septembre 2011.
- 51 Álvaro Garcia Linera, Pour une politique de l'égalité. Communauté et autonomie en Bolivie contemporaine, éd. Les prairies ordinaires, Paris, avril 2008.
- 52 Alain Rouquié, op. cit., p. 252.
- 53 Michel Collon, Les sept péchés capitaux de Hugo Chávez, éd. Investig'Action, Bruxelles, 2009, p. 404.
- 54 Interview à l'hebdomadaire Marcha, Montevideo, 12 mars 1965.
- 55 Anibal Ponce, D'Érasme à Romain Rolland. Humanisme bourgeois et humanisme prolétarien, Ed. Futuro, Buenos Aires, [1962], p. 38.
- 56 Michael Löwy, Olivier Besancenot, Che Guevara, une braise qui brûle encore, éd. Mille et unes nuits, Paris, 2007, p. 132.
- 57 Ernesto Guevara, « Discurso en la conmemoración del natalicio de José Martí », in : Escritos y discursos, éd. de ciencias sociales, La Havane, 1997, tome 4, p. 56.
- 58 Diana Raby, in De Bolívar aux Libertadors..., p. 217-218.
- 59 Laurent Tranier, Bolívar, la cause de l'Amérique, éd. Boulogne, éd. Toute latitude, 2008.

**Mémoire des luttes 18 Octobre 2012**

## Immaculé Bakery & Restaurant

2 Locations en Brooklyn

**Spécialités**

- Pâtés • Pain • AK-100 • Gâteaux
- Jus citron • Bonbon amidon
- Bouchées • Cornets
- Pain patate (sur commande)
- Bouillon (chaque samedi)
- Soupe (chaque dimanche)

1227 Nostrand Avenue  
(entre Hawthorne & Winthrop)  
**Tél: 718.778.7188**

1411 Nostrand Avenue  
(entre Linden & Martense)  
**Tél: 718.941.2644**

## PAUL J. JOURDAN

### ATTORNEY AT LAW

107 Kenilworth Place  
Brooklyn, NY 11210

**Phone:**  
**(718) 859-5725**  
**(347) 898-7514**

---

- Immigration
- Divorce
- Business Formation (Corporation & Partnership)
- Estate Administration - Wills
- Real Estate Closings

**Suite de la page (4)**

206 années de commémoration de l'assassinat de l'Empereur Jean-Jacques Dessalines, pour exiger le départ de Michel Martelly à la tête du pays. Les manifestants ont accusé le locataire du palais national de pratiquer la corruption comme méthode de gouvernance, d'implication de sa famille dans le détournement des revenus de l'Etat, pendant que plus de 77% de la population vivent dans une pauvreté extrême ou crèvent de faim. Les protestataires ont fait le tour de la deuxième ville du pays, qui, ces derniers temps s'est transformée en un véritable bastion de la contestation contre le régime tètkaï. Durant tout le parcours, les manifestants criaient haut et fort : « A bas Martelly ! A bas Martelly ! A bas Martelly ! Veux ou pas, Martelly doit partir. *Ki sa Martelly te ye pou nou pa voye l ale...* »

A Cité Lescot, où la manifestation allait prendre fin, des soldats des forces d'occupation de l'ONU ont lancé des bonbonnes de gaz lacrymogène sur les manifestants pour essayer de disperser la foule qui décidait de rester dans les rues jusqu'à ce que Martelly parte. Mais aucun cas de victime n'a été enregistré. Le farouche opposant au régime d'extrême droite de Martelly, le sénateur Moïse Jean-Charles qui a pris la parole à la fin de la manifestation a déclaré : « Nous allons continuer à manifester sans relâche contre le pouvoir en place qui a échoué dans toutes les manœuvres visant à démobiliser la population capoise. » Il a invité la population à attendre les

mots d'ordre des leaders pour les prochaines manifestations anti-Martelly. Plusieurs dirigeants de partis politiques de l'opposition qui participaient à ce forum ont pris part à la énième manifestation contre Martelly.

A Port-au-Prince, le mercredi 17 Octobre, à l'appel du Mouvement de Liberté, d'Égalité des Haïtiens pour la Fraternité (MOLEGHAF), une organisation populaire basée au Fort-National, un quartier populaire abandonné par les autorités, des centaines de personnes ont manifesté dans les rues de la capitale contre la vie chère, la corruption, la mauvaise gestion de la chose publique, la discrimination, le mensonge et appellent au départ de Michel Martelly. Partis du Fort-National, centre de la capitale, les manifestants ont parcouru d'autres quartiers populaires tels : Solino, Saint-Martin et Bel-air avant de mettre fin au mouvement de protestation au Champ-de-mars sur la place de Jean-Jacques Dessalines où le Collectif de Mobilisation pour le dédommagement des Victimes du Choléra organisait une exposition de photos des exactions des soldats des Nations Unies en Haïti.

Sur la Place de Dessalines des policiers à bord d'un véhicule de marque Toyota, couramment appelé en Haïti « Zoreken » immatriculé 1-457 ont tiré des coups de feu dans l'air pour essayer de disperser les manifestants déterminés à crier : A bas Martelly ! Les manifestants ne se laissèrent pas intimider, ils se sont rassemblés à nouveau et ont continué à



**Exposition des photos des actes criminels et des exactions des soldats des Nations Unies de la Minustah sur la population haïtienne**

manifeste contre le pouvoir en place. Le secrétaire général de MOLEGHAF, David Oxygène a dénoncé le pouvoir tètkaï, kaletèt qui ne tient pas compte des revendications des masses défavorisées des quartiers populaires. Selon lui le traitement que l'on fait aux masses populaires est inacceptable : « Nous n'avons pas d'emploi, nos enfants ne vont pas à l'école, ils crèvent de faim, ils ne peuvent pas se rendre à l'hôpital. Alors que Martelly, sa femme et ses enfants nagent dans la corruption et détournent les avoirs

de l'Etat. Martelly n'a d'autre choix que de satisfaire les revendications des masses populaires ou de partir », a-t-il déclaré.

D'autres manifestants ont dénoncé certains représentants de la communauté internationale notamment le représentant du secrétaire général de l'ONU, à la tête de la Minustah, Mariano Fernandez Amunategui ; l'ambassadeur de France, Didier Le Bret ; l'ambassadrice des Etats-Unis, Pamela Ann White et le représentant de l'Union Européenne en Haïti, Javier

Nino Perez qui ne cessent de s'immiscer ouvertement dans les affaires politiques internes d'Haïti. Ils continuent de supporter le président Martelly rejeté par une grande majorité du peuple haïtien. Ils font ouvertement pression sur des parlementaires pour les forcer à violer la constitution du pays pour satisfaire leurs propres intérêts au détriment des intérêts nationaux et du peuple haïtien.

Dans la foulée, d'autres manifestations d'envergure sont prévues partout dans le pays, surtout dans le secteur de l'éducation pour forcer les dirigeants à satisfaire les revendications des enseignants. A Port-au-Prince, une manifestation est prévue pour le jeudi 25 Octobre, des habitants du Bel-Air et des révoqués des entreprises publiques, victimes de la politique néolibérale mise en place par les grandes puissances et les institutions financières internationales, seront dans les rues pour exiger le paiement de leur dédommagement et donnant au président Martelly le carton rouge. Le pays est en ébullition contre le pouvoir réactionnaire de Michel Joseph Martelly après 17 mois de gestion catastrophique à la tête du pays. La situation économique et sociale du peuple haïtien s'empire, la pauvreté augmente, les écarts sociaux s'élargissent, en un mot le pays plonge dans le gouffre.

**Suite de la page (6)**

Mete sou sa, kondisyon lavi moun nan detansyon ki pa bon. Prizon yo pa fèt pou moun viv ladan l. Se sa k fè, Komisyon an konsidere detni yo kòm viktim vyolans sosyete a ap fè sou yo. Yon bò, Lajistis pa respekte delè lalwa, yon lòt bò sistèm detansyon an vyole dwa detni yo lè kondisyon vi yo pa koresponn ak nòm yo ki genyen pou sa.

Nou wè tou kondisyon ajan DAP (Direksyon Administrasyon Penitansye) yo ki pa kòrèk. Epektif yo manke; kondisyon travay yo pa toujou bon ; anpil nan yo viv anba estrès.

Makonnay ant DAP ak PNH pa ede kondisyon detni yo. DAP pa jwi otonomi pou okipe detni yo, selon sa ki reskonsab l. Menm lapolis ki arete moun li sispèk, se li menm tou k ap decide sou mwayen y ap mete pou okipe yo nan prizon. Sitiyasyon sa a se yon sous vyolasyon dwa moun nan detansyon.

Komisyon Jistis ak Lapè reprann divès pwopozisyon li te fè deja nan divès rapò sou sitiyasyon moun ki nan prizon li te pibliye :

- Sistèm lajistis la dwe òganize l epi travay pou kaba detansyon prevantiv pwolonje a tout bon vre toupato nan peyi a.
- Leta ayisyen dwe konprann

wòl sistèm penitansye a byen, epi òganize tèt li pou l kab reponn wòl li.

- Kenbe moun pandan y ap fè ankèt nan kondisyon ki kòrèk;
- Kenbe moun yo te kondane kòm sanksyon, epi prepare yo pou yo kapab retounen nan sosyete a.
- Sistèm penitansye a dwe akeyi epi trete moun ki anndan yon fason kòrèk : dwe gen kabann pou yo lonje kò yo ; dwe gen swen lasante kòm sa dwa ; yo dwe respekte espas yon detni merite jwenn selon tout akò peyi a siyen. Fòk prizon yo tou pwoteje detni yo kont tranbleman tè ak dezaz natirèl.
- Fòk ajan penitansye yo jwenn bon fòmasyon sou ki konpòtman yo dwe genyen nan diferan sikonstans, tankou lè gen tansyon pami detni yo ak nan moman katastwòf natirèl.
- Fòk sistèm penitansye a prepare detni yo pou jou y ap jwenn libète yo. Li dwe prepare moun pou yo kab retounen nan sosyete a tankou moun ki lib epi ki pi reskonsab kòm sitwayen.
- Pouwva Lejislatif la dwe chanje rapò ki genyen ant DAP ak PNH, pou DAP la jwenn plis otonomi. Pi devan fòk li soti nèt anba PNH, paske misyon yo pa menm.

**Pou Komisyon Episkopal Nasyonal Jistis ak Lapè**  
Jocelyne Colas, Direktris

**Suite de la page (7)**

explosive dans le pays, qui, probablement débouchera sur une autre émeute de la faim similaire à celle de 2008 qui avait conduit le premier ministre Jacques Edouard Alexis à la démission et qui avait fait plusieurs morts. La paix des rues en Haïti dépend de l'humeur des dirigeants voisins ! N'est-ce pas une autre forme de massacre, cette fois à l'arme invisible de la dépendance.

Le massacre de 1937 reste encore vif dans la mémoire du peuple haïtien. Malheureusement, les dirigeants politiques et animateurs de la société civile d'aujourd'hui ne peuvent même pas jouer « le rôle de mémoire » que l'histoire leur confère. Les hommes d'État de l'exécutif ou du législatif ne le mentionnent même pas dans leurs discours officiels, ils font de la lâcheté. Pourtant, après 75 ans de négligence et d'oubli, l'état haïtien aurait dû être à l'offensive réclamant dommage et intérêt en faveur des 35.000 âmes haïtiennes injustement massacrées en Dominique. Les partis politiques, eux non plus n'agissent pas cette question, car leurs sources de financement viennent de la République Dominicaine.

On n'a qu'à suivre le nouveau schéma politique mis en place par l'international après le terrible tremblement de terre du 12 janvier 2010, qui consista à utiliser les offices du gouvernement dominicain

pour représenter Haïti dans des asises internationales, en lieu et place des dirigeants haïtiens. Cette réalité choquante inspire certains analystes stratégiques haïtiens à interpréter ce revirement impérial à un vaste complot dont l'essence est la banalisation d'Haïti. Cette banalisation est l'extension d'une politique brutale de vassalisation dont l'ancien président américain, Bill Clinton, a endossé l'entière responsabilité par la destruction de la capacité productive d'Haïti.

Le massacre de 1937 est un acte majeur qui allait définir les relations inégales entre les deux états qui habitent l'île d'Haïti. Le lendemain du massacre, la balance stratégique qui cimentait l'équilibre géopolitique de l'île s'est déplacée en faveur de la République Dominicaine. En fait, cet acte sanglant consacre l'un des objectifs de l'occupation simultanée des deux républiques, que fut la diminution de l'influence haïtienne dans le bassin des caraïbes. Les Etats-Unis, quoique tout-puissants, redoutaient toujours les velléités révolutionnaires des dirigeants haïtiens à aller à contre-courant du fameux « manifest destiny ».

Depuis le coup de force du 30 mai 1961, quand Trujillo fut sommairement exécuté, les investissements des compagnies américaines dans la production sucrière furent augmentés de façon exponentielle.

D'après de persistantes rumeurs, Clinton et Gore (ancien vice-président américain) feraient partie de potentiels investisseurs dans le secteur sucrier très rentable en République Dominicaine. Donc, l'affaiblissement économique et militaire d'Haïti, marque aussi la fin de la potentielle menace régionale, particulièrement dominicaine. A noter que Pamphile Delacroix, dans « Mémoires pour servir à l'histoire de la révolution de Saint-Domingue », a déclaré que l'empereur Jean Jacques 1er rêvait de faire d'Haïti un empire.

Pour conclure, le massacre de 1937, dont nous commémorons les 75 ans aujourd'hui, révèle la brutalité des élites dominicaines à l'endroit des pauvres paysans haïtiens. Il consacre aussi la vision géopolitique impériale américaine dans sa croisade à exercer un contrôle total sur le continent américain. Pour cela, il faut éliminer toute prise de conscience et intentions révolutionnaires chez tous les peuples de l'hémisphère américain. Donc, Haïti, la grande référence en la matière doit être sacrifiée au profit du voisin Dominicain. Le massacre des 35.000 Haïtiens en 1937 s'insère dans cette logique d'affaiblissement continu d'Haïti, choix stratégique d'un certain courant raciste de domination. Dans ce contexte, un autre massacre reste encore, malheureusement, une possibilité.

**KATOU RESTAURANT**  
5012 Ave M  
(Entre E. 51 et Utica)  
10h am - 10h pm

Une innovation dans la cuisine haïtienne à Brooklyn  
Tous les plats haïtiens réalisés par une équipe de cordons bleus recrutés sous la supervision de Katou  
Griots - Poissons - Poissons Gros Sel  
- Dinde - Poulet - Cabri  
- Boeuf - Légumes  
Bouillon le samedi - Soupe le dimanche - Bouillie de banane le soir  
Appelez le **718-618-0920**  
Livraison à domicile  
Si vous avez du goût, vous ne lâcherez pas Katou Restaurant

**kréole FLAVOR**

Caribbean Cuisine  
Catering & Take-Out  
1738 Flatbush Avenue  
Brooklyn, N.Y. 11210  
718-258-0509

**Maggie Flambeau Restaurant**

1436 Flatbush Avenue  
(between Farragut & Glenwood)  
Brooklyn, NY 11210  
Loubing, General Manager  
Breakfast - Lunch - Dinner  
7 days a week, 9 am - 10 pm  
Samedi Bouyon  
Dimanche  
Soup Giromon, Pintad, diri djondjon  
Free Delivery  
Catering for all occasions  
347-462-9029

**VENUS RESTAURANT**

Specializing in  
Caribbean &  
American Cuisine

We do Catering  
Available for all  
Occasions  
Fritaille etc..  
670 Rogers Avenue  
(Corner of Clarkson Ave)  
Brooklyn, NY 11226  
"Venus, l'endroit idéal"  
718-287-4949

**FRITAYE 5 STAR**

• Breakfast • Lunch  
• Dinner • Fritaille

Catering for all occasions

**Gran Pan-Pan Rice**  
FOR SALE:  
Wholesale & Retail

1347 Flatbush Avenue  
(bet. Foster Ave. & E. 26th St.)  
Brooklyn, NY 11226  
718-975-0915-6

# Blocus : Rapport de Cuba pour condamner...

Suite de la page (13)

extérieure étasunienne aux secteurs de l'extrême droite anticubaine de la Floride et signale que l'obstination de Washington a provoqué des milliards de dollars de manque à gagner du fait de ventes non réalisées à Cuba.

Le 16 avril 2012, le président de la commission sénatoriale de l'Energie et des ressources naturelles, Jeff Bingaman, a déclaré : « On [le gouvernement étasunien] est déphasés par rapport au reste de l'Amérique sur cette question [de la politique envers Cuba] et on devrait changer notre politique ». Il ajouta : « Je crois qu'on s'est laissés dicter notre politique envers Cuba par la communauté cubano-étasunienne alors que ce sont nos intérêts nationaux qui auraient dû nous la dicter ». Il a terminé en disant : « Il est grand temps d'établir des relations diplomatiques avec Cuba et de mettre fin à notre embargo sur la vente de biens et de services à Cuba et d'acheter [des biens] à Cuba ».

Le 17 avril 2012, Los Angeles Times a publié un éditorial intitulé « Il est temps d'inclure Cuba » dans lequel il signale que « la prohibition faite à Cuba depuis près de dix-huit ans de participer [aux Sommets des Amériques] doit être levée et qu'il est temps d'inclure Cuba ». Il ajoute que « cette politique de prohibitions s'avère contreproductive » et « qu'elle n'a donné lieu à aucun changement de régime, pas plus d'ailleurs que l'embargo commercial de cinquante ans imposé par les États-Unis à Cuba ». Il signale que « tout au contraire, [cette politique] a alimenté la frustration parmi les dirigeants américains. Les États-Unis sont aujourd'hui le seul pays du continent qui n'a pas rétabli de relations diplomatiques avec La Havane ». Il souligne que « quelle qu'en soit la raison, cette position est mal vue par les dirigeants de la région qui con-

sidèrent que l'embargo et l'isolement sont des politiques anachroniques datant de l'époque de la guerre froide ».

Le 19 avril 2012, la Conférence des évêques catholiques des États-Unis (USCCB), a publié une lettre adressée à la secrétaire d'État Hillary Clinton, dans laquelle elle demande à l'administration Obama « l'abolition complète » du blocus contre Cuba et le rétablissement des relations bilatérales. La lettre précise en outre que, ce faisant, les États-Unis établiraient des relations avec un partenaire commercial « qui serait profitable au commerce étasunien ». Dans la lettre, l'évêque Richard E. Pates, de Des Moines (Iowa), qui préside la Commission Justice internationale et paix de l'USCCB et qui a participé à la visite à Cuba du pape Benoît XVI, du 26 au 28 mars 2012, a ajouté que, pendant son séjour dans l'île, aussi bien les membres des organisations caritatives que les hauts représentants de l'église catholique à Cuba lui ont dit à maintes reprises que leur travail était entravé par l'impossibilité d'obtenir des biens des États-Unis du fait du blocus.

Le 4 mai 2012, des organisations ayant leur siège aux États-Unis et travaillant en faveur de la normalisation des relations entre les deux pays ont qualifié, à Miami, « d'acte terroriste » l'incendie qui a détruit, le 27 avril 2012, les bureaux de la société de vols charters pour Cuba, Airline Brokers. Le texte a été signé par la Brigade Antonio Maceo, l'Alianza Martiana, la Foundation for Normalization of US/Cuba Relations (Fornorm), la Liga de Defensa Cubanoamericana et le Parti socialiste des travailleurs (SWP). Ces groupes ont exigé à la Maison-Blanche la levée des restrictions aux vols vers l'île. « Nous considérons que cette action est un acte terroriste qui vise non seulement cette société, mais aussi le droit de tous les citoyens étasuniens de voyager à Cuba, notamment le droit des

émigrés cubains de passer du temps avec leurs familles et de les aider » a déclaré un membre de la Brigade Antonio Maceo.

## 5.2 Opposition internationale

*La communauté internationale continue de s'opposer toujours plus au blocus appliqué à Cuba.*

D'innombrables voix s'élèvent des quatre coins du monde pour que cesse cette politique inhumaine. Durant la période analysée, de nombreuses déclarations ont été faites demandant sa cessation immédiate et inconditionnelle, parmi lesquelles : Les chefs d'État ou de gouvernement de l'Union africaine, réunis à la dix-septième session ordinaire de leur organisation, qui s'est tenue à Malabo, en Guinée équatoriale, du 30 juin au 1er juillet 2011, ont adopté une déclaration spéciale dans laquelle ils réitèrent leur « appel au gouvernement des États-Unis pour qu'il lève l'injustifiable blocus économique imposé de longue date à Cuba afin de permettre à celle-ci de profiter de toutes ses perspectives légitimes de développement durable ». Ils ont de nouveau invité le gouvernement étasunien à mettre fin aux sanctions contre Cuba.

L'organisation non gouvernementale Amnesty International a demandé au président Obama, le 30 août 2011, de ne pas proroger le blocus à Cuba. Selon le texte du communiqué publié par CNN, elle lui « demande instamment de continuer à prendre ses distances avec cette politique qui a démontré depuis cinq décennies être préjudiciable aux droits de l'homme ». Amnesty International soutient que le blocus a provoqué une dégradation des conditions de santé des Cubains car il entrave l'importation par le pays de médicaments, d'équipements médicaux et de la technologie nécessaire pour traiter certaines maladies, et empêche aussi des agences et des programmes des Nations unies d'assigner

de l'aide et des moyens à Cuba.

Lors du débat général de la soixante-sixième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, en septembre 2011, les hauts dignitaires et les représentants de haut niveau de 39 pays membres de l'organisation ont critiqué explicitement le blocus et ont appelé à ce qu'on y mette fin.

Le Conseil latino-américain du Système économique latino-américain et des Caraïbes (SELA), réuni en session ministérielle à Caracas, Venezuela, a adopté, le 20 octobre 2011, la déclaration intitulée « Fin du blocus économique, commercial et financier des États-Unis contre Cuba », qui rappelle que ces sanctions, non seulement ont des conséquences qui portent préjudice à un État membre de la SELA, mais imposent des règles à la communauté internationale quant à la façon de mener ses relations économiques avec Cuba. La déclaration « condamne énergiquement l'application de toute loi ou mesure contraire au droit international, comme la loi Helms-Burton, et, en ce sens, appelle le gouvernement étasunien à mettre fin à son application » et « demande à l'administration Obama de respecter les résolutions réitérées de l'Assemblée générale des Nations Unies ».

L'Assemblée générale des Nations Unies, l'organe le plus démocratique et représentatif de la communauté internationale, lors d'un nouveau vote historique, s'est clairement prononcée le 25 octobre 2011, contre le blocus des États-Unis, en adoptant, par 186 votes pour, 2 contre (États-Unis et Israël) et 3 abstentions, la résolution intitulée : « Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier appliqué à Cuba par les États-Unis ». Ont participé au débat 39 pays, ainsi que plusieurs organisations et groupements régionaux et sous-régionaux tels que le Groupe des 77 plus la Chine, le Mouvement des pays non-alignés, le CARICOM,

le Groupe africain, l'Organisation de la conférence islamique et le MERCOSUR et pays associés, entre autres.

Le XXI<sup>e</sup> Sommet ibéro-américain des chefs d'État ou de gouvernement, tenu à Asunción, Paraguay, les 28 et 29 octobre 2011, a adopté un communiqué spécial sur la nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier appliqué à Cuba par les États-Unis, y compris la loi Helms-Burton, dans lequel ils réitèrent « leur plus énergique rejet des lois et des mesures contraires au droit international, comme la loi Helms-Burton, et appellent le gouvernement des États-Unis à y mettre fin » et « à respecter les vingt résolutions successives adoptées par l'Assemblée générale des Nations Unies et à lever le blocus économique, commercial et financier qu'il applique à Cuba ».

La première rencontre mondiale de blogueurs, qui a rassemblé, en octobre 2011, plus de 400 activistes numériques, journalistes, professeurs universitaires et étudiants de 23 pays dans la ville brésilienne de Foz de Iguazú, a rejeté « toute restriction d'accès à Internet comme celles imposées par les États-Unis du fait du blocus contre Cuba ».

Les chefs d'État ou de gouvernement d'Amérique latine et des Caraïbes, réunis à Caracas, Venezuela, à leur Sommet de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes, ont émis, le 3 décembre 2011, « un communiqué spécial sur la nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier appliqué par les États-Unis à Cuba », dans lequel ils réitèrent « leur plus énergique condamnation des lois et des mesures contraires au droit international, comme la loi Helms-Burton, y compris l'effet extraterritorial de celle-ci, et appellent le gouvernement des États-Unis à y mettre fin » et « à lever,

*Suite à la page (18)*

## DÉCÈS DE MME JOSEPH ST LOUIS ARISTILDE

Mme Joseph St Louis Aristilde, née Claire Alicie Arigène est décédée le mardi 16 octobre 2012 à 7 :00 p.m à South Nassau Hospital, à l'âge de 86 ans.

En cette douloureuse circonstance, nous envoyons nos condoléances à :

**Son époux** Mr. Joseph St Louis Aristilde,

**Ses enfants** : Mme Marie Lucine Vallon, l'ing. Sylvestre Aristilde et Madame, Mme Amanda Aristilde, Mr et Mme Léonel Aristilde, Mr et Mme René Dieujuste, née Elmase Aristilde, Soline Aristilde, Rony Aristilde.

**Ses petits enfants** : Mr et Mme Jean-Rémy Alcénat et famille, Michelet Alcénat, Simone Alcénat, Paula Alcénat, Wedly Alcénat, Goldsmith Alcénat.

Mr et Mme Essandoh Abaidoo, née Silvie Aristilde, Leslie Audrey Aristilde, Stacy Farah Aristilde, Marjorie Aristilde, Léonardo Aristilde, Tanika Leah Aristilde, Léandra Aristilde. Weslande Métellus, Louis Thelo Métellus, Darline Métellus, Schneider Métellus, Noldy Joseph Nicolli, Ridge Lenny Joseph, Rood-Jerry Louigarde, Nedge-Lynn Louigarde

**Ses arrières petits enfants**: Ed-Ralph

Michel Jn-Baptiste, Yan Danitza Métellus  
**Sa soeur** : Marie Louise Ermancia Arigène

**Ses neveux et nièces** : Marie Sylvie Jopseh et famille, Anette Arigène, Mr Mme Durand Arigène et famille, Erisse, Frédéric Pierre, Marc Arigène, Denet Arigène, Mr et Mme Gilbert Amay née Mimose Ajeune, Cléante Arigène

**Ses cousins et cousines** : Mr et Mme Jean Evernet Délouis et famille, Mr Cyrinène Ajeune et famille, Immaculée Délouis et famille.

**Aux familles** : Aristilde, Arigène, Ajeune, Métellus, Abaidoo, Joseph, Pierre, Jean Baptiste, Amay, Dieujuste, Louigarde, Délouis et tous les parents, amis affectés par ce deuil.

Les dépouilles mortelles seront exposées au parloir funèbre Guarino Funeral Home of Carnasie, 9222 Flatlands Avenue Brooklyn NY 11236.

Les funérailles seront chantées à l'Eglise Baptiste du Rédempteur située au 532-534 East 26th Street Brooklyn New York 11210.

L'inhumation aura lieu à Pinelawn Memorial Park Cemetery, Pine Lawn Road, Farmindale, Long Island NY.

### Funeral Service

Saturday, October 27<sup>th</sup> 2012  
7:30 AM to 10:30 AM  
Baptist Church of Redeemer  
532-534 East 26<sup>th</sup> Street  
Brooklyn NY 11210

### Inhumation

Pine Lawn Memorial Park Cemetery  
Pine Lawn Road, Farmindale NY 11735  
(631)249-6100

For more information,  
please call the following numbers  
**(516) 425-5091 • (516) 451-2209**  
**(516) 665-9682**

### Passing of Mrs. Claire A. Aristilde

Mrs. Joseph St Louis Aristilde, born Claire Alicie Arigène (mother of Sylvestre Aristilde) passed away on Tuesday October 16, 2012 at 7:00 PM at South Nassau Hospital. She was 86 years old. The funeral arrangements are as follows:

### Viewing and short service:

Friday, October 26<sup>th</sup> 2012  
4:00 PM to 8:00 PM  
Guarino Funeral Home of Carnasie, Inc.  
9222 Flatlands Avenue  
Brooklyn NY 11236  
**(718) 257-2890**

## Suite de la page (12)

précisément la domination exercée par les États-Unis dans l'économie et la politique du Guatemala qui pousse les secteurs les plus progressistes et nationalistes, liés aux mouvements de gauche du Guatemala, à lutter contre la présence et la mainmise des États-Unis en menant une guerre de guérilla et en organisant des mouvements de masse. Les gouvernements démocratiques de 1944-1954 avaient ouvert de larges espaces d'expression politique pour tous ces secteurs bâillonnés par les dictatures antérieures ; ils ont été la pépinière des mouvements contestataires qui ont suivi la contre-révolution de 1954 et qui se sont développés au cours des décennies suivantes.

Ces mouvements ont également cherché à transformer les structures économiques mises en place par l'oligarchie des grands propriétaires fonciers et la bourgeoisie du Guatemala qui comptaient sur le large soutien des États-Unis. L'influence des États-Unis est devenue patente surtout à travers leur soutien officiel, sous forme d'aide militaire, aux Forces Armées du Guatemala, spécialement en ce qui concerne la formation et l'entraînement au combat de contre-insurrection. En même temps, les États-Unis ont voulu faire du Guatemala une « vitrine anticomuniste » aux yeux du monde, avec l'idée d'en faire l'exemple mondial à suivre. Des millions de dollars US ont été investis et ont transité par les plus grosses banques nord-américaines, les institutions financières interaméricaines ou internationales, mais la « vitrine », jamais, n'est apparue en tant que telle. Toutes les tentatives ont été un échec.

**Gregory Lassalle** : Le Guatemala a été marqué par des gouvernements militaires particulièrement répressifs (1954 - 1985). Quelle a été la relation entre les États Unis et l'institution militaire pendant cette période ?

**Luis Solano** : Depuis 1954 et jusqu'en 1977, les États-Unis ont ouvertement soutenu le gouvernement du Guatemala en participant à la mise en marche de la guerre contre-insurrectionnelle et à la formation des officiers supérieurs de l'Armée. Depuis 1977, l'aide militaire a été suspendue

et cela jusqu'à aujourd'hui pour cause de violations des Droits de l'Homme et de guerre contre-insurrectionnelle. Depuis 1977, les États-Unis et les forces réactionnaires nord-américaines ont cherché d'autres canaux pour apporter leur soutien à la guerre contre-insurrectionnelle. La présence et l'influence d'Israël, de l'Argentine, de Taïwan, et de l'Afrique du Sud ont eu une importance vitale, sans oublier d'autres mécanismes secrets de « guerre sale », entre autres des mercenaires étasuniens. Par la suite, ce que nous avons vu ce sont les plans militaires d'« action civique » que l'armée des États-Unis met en place dans les zones de forêt tropicale et les régions pauvres du Guatemala.

**Gregory Lassalle** : Si les militaires sont des alliés historiques des États Unis, les véritables alliés sont l'oligarchie économique. Pourquoi cette alliance et comment se traduit elle, particulièrement depuis les Accords de paix de 1996 ?

**Luis Solano** : Parce que les États-Unis ne peuvent pas se permettre de perdre la Guatemala à cause de l'importance de ce pays pour toute l'Amérique Centrale, non seulement à cause de ce qu'il a représenté historiquement dans la politique et l'économie de la région, mais parce que le Guatemala est toujours un bastion du commerce intra-régional qui génère une relative stabilité dans le reste de l'Amérique Centrale. En outre, dans les processus d'intégration, d'investissements et de décisions politiques, le Guatemala joue un rôle central. Après les Accords de Paix, ils ont essayé de priver l'Armée du Guatemala du contrôle qu'elle exerçait sur le pouvoir politique pendant la guerre. Et même si l'Armée reste un acteur important, en période de paix, ils cherchent à lui faire jouer un rôle qui la prive de ce contrôle pour éviter que ce soit elle qui dirige l'État du Guatemala. Ce contrôle, normalement, aurait dû revenir aux partis politiques dirigés par la bourgeoisie et les élites économiques, mais cela ne s'est pas fait. Avec l'actuel gouvernement de Pérez Molina, il semblerait qu'on soit en train de mettre en place une structure militaire qui se prépare à contrôler le pouvoir politique. D'où

l'importance des dissensions qui apparaissent entre l'oligarchie économique et le gouvernement militaire et qui s'ajoutent aux pressions exercées par les États-Unis pour que le gouvernement militaire agisse plus efficacement à l'encontre des narcotrafiquants. Car il est de notoriété publique que le narcotrafic est entre les mains des membres du haut commandement militaire. Pour le moment, il y a un appui au gouvernement militaire de la part d'un secteur économique, mais cela ne permet pas de dire qu'il y a une alliance tacite entre le gouvernement militaire, l'armée et la bourgeoisie y compris, et que cette alliance jouit du soutien total des États-Unis.

**Gregory Lassalle** : On parle des États Unis, mais les autres pays impérialistes continuent de fragiliser l'état de droit en favorisant l'impunité de leurs multinationales (Canada, Espagne, France) ... alors que d'un autre côté, elles financent des institutions comme la Commission contre le Crime organisé au Guatemala (CICIG). Comment analyses tu cette situation ? Comment se traduit ce soutien diplomatique aux intérêts privés ?

**Luis Solano** : S'impliquer dans la CICIG signifie aussi faire en sorte que les investissements et les intérêts de ces pays ne soient pas victimes du crime organisé qui est l'objet des investigations et des poursuites de la CICIG. La CICIG n'a pas pour finalité d'enquêter sur l'impunité et les dommages causés par les investissements en provenance de ces pays parce qu'ils ne sont pas considérés comme relevant du crime organisé en tant que tel. Les ambassades de ces pays qui servent les intérêts de leurs gouvernements de plus en plus à droite soutiennent pleinement leurs investisseurs au Guatemala et protègent leurs investissements. Le Canada et la France en sont un bon exemple. Au moins en ce qui concerne le Canada, son ambassade a rendu public son soutien à ces investissements réalisés au Guatemala.

**Traduit de l'espagnol par Manuel Colinas Investig'Action 8 octobre 2012**

## Les Etats-Unis reconnus complices de crimes contre l'humanité, les Nations Unies paralysées

Par Gabrielle Lefebvre

*C'est une sentence cinglante qui a été infligée aux Etats-Unis d'Amérique et aux Nations Unies par le Tribunal Russell sur la Palestine, à New York.*

Il ne s'agit pas d'un slogan extrême-gauchiste, mais bien d'une analyse fouillée de la manière dont les Etats-Unis, en paralysant les Nations Unies, assurent une sorte d'impunité à l'Etat d'Israël, pourtant reconnu maintes fois coupable de crimes contre l'humanité sur le peuple palestinien, par diverses instances des Nations Unies elles-mêmes.

Le Tribunal Russell sur la Palestine est un tribunal d'opinion, sur le modèle de celui institué par Bertrand Russell lui-même avec Jean-Paul Sartre à propos de la guerre du Vietnam. Il est composé de citoyens du monde connus pour leur engagement moral pour les droits humains et pour la justice et la paix (1). La quatrième session du TRP s'est tenue à New York les 6 et 7 octobre 2012.

L'impunité dont bénéficie Israël, cette « politique des deux poids deux mesures » qui révolte nombre d'Etats et de citoyens dans le monde entier, discrédite le système entier des Nations Unies, censé assurer la paix et la justice mondiale.

### Une aide militaire colossale

Cette complicité n'étonne évidemment pas de la part des Etats-Unis, protecteurs de l'Etat d'Israël (en violation de ses propres lois) et surtout de l'industrie de l'armement qui transforme ce petit Etat en monstre surarmé et en puissance nucléaire au service des intérêts stratégiques américains au Proche-Orient. Les routes du pétrole sont proches. Et puis, il fallait au début contenir l'influence soviétique notamment dans l'Egypte de Nasser et ensuite la montée d'un islamisme contestant les dictatures arabes mises en place par les grandes puissances. Dictatures corrompues qui ont laissé dans la plus grande pauvreté des masses populaires ne trouvant plus que dans les structures religieuses l'aide nécessaire à leur survie. Le célèbre activiste américain Noam Chomsky a présenté au tribunal



**Le Tribunal Russell sur la Palestine est un tribunal d'opinion, sur le modèle de celui institué par Bertrand Russell lui-même avec Jean-Paul Sartre à propos de la guerre du Vietnam.**

sa lecture incisive de l'histoire des relations israélo-américaines.

### Une politique du nettoyage ethnique

Israël n'est pas le modèle démocratique que sa propagande veut laisser croire. C'est ce qu'a démontré devant le TRP l'historien israélien Ilan Pappé analysant l'impact du sionisme sur la société israélienne et qui a institué le judaïsme comme nationalisme ainsi qu'une mythologie présentant le Palestinien comme un agent étranger occupant une terre qui était celle des Juifs dans l'antiquité. Le Palestinien est présenté comme une menace démographique à supprimer par le nettoyage ethnique, comme un éternel responsable de ce qui lui arrive : il n'avait qu'à accepter de se laisser déposséder de ses terres, de sa culture ainsi que le prévoyaient les Nations Unies en créant l'Etat d'Israël. Le problème est que le nettoyage ethnique avait commencé avant la résolution des Nations Unies fixant les territoires respectifs des uns et des autres ! Et ce nettoyage ethnique, reconnu pourtant comme crime contre l'humanité, se poursuit depuis plus de 60 ans dans le silence assourdissant de la communauté internationale, paralysée par les vétos successifs des Etats-Unis aux Nations Unies.

### La paralysie des Nations Unies

C'est bien cela qui était au cœur des

travaux du Tribunal Russell sur la Palestine. Les analyses juridiques très fouillées, les témoignages les plus poignants ont mené à cette tragique conclusion : la colossale aide économique et militaire des Etats-Unis à Israël lui permet de poursuivre sa politique d'occupation des terres palestiniennes, d'oppression, de discrimination, d'emprisonnement, de mort lente du peuple palestinien. La Cour Internationale de Justice a détaillé tout cela dans son avis sur le Mur, datant de 2004. Et cela n'a pas été suivi d'effet par les Nations Unies, à savoir par les gouvernements des Etats membres. La moindre tentative de s'opposer à ces crimes contre l'humanité est bloquée par un veto étatsunien. De plus, ce pays menace les gouvernements et les agences des Nations Unies qui oseraient s'opposer à lui de restrictions d'aides et de budget. Cependant, les Nations Unies sont tenues d'assurer l'aide humanitaire, indispensable à la survie de millions de Palestiniens, réfugiés dans leurs « ban-toustans » dont le plus grand est la Bande de Gaza, véritable prison à ciel ouvert. Elles paient ainsi le prix de l'occupation et de la colonisation illégale des terres palestiniennes sans mesures de rétorsion contre l'occupant. Cela fut aussi dénoncé au tribunal par un ancien commissaire des Nations Unies, Peter Hansen et par des juristes spécialisés dans le droit humanitaire et celui des réfugiés.

*Suite à la page (18)*

## L'intellectuel juif américain Chomsky à Gaza, appelle à la fin du blocus



**Chomsky, 83 ans, est venu à Gaza comme dix autres universitaires du monde entier pour participer à une conférence sur la linguistique à l'Université islamique**

Le grand linguiste et politicien américain vient d'arriver, à Gaza, pour participer à une conférence consacrée à la linguistique organisée par l'Université Al-Islamiyah. 10 éminents professeurs venus du Canada, des Etats Unis, de la Grande Bretagne, de la France, participeront, également, à cette conférence. "Le voyage de M Chomsky a été trop difficile, mais il a pu, finalement, arriver à temps et on ne peut que s'en réjouir", a affirmé le recteur de l'université.

L'intellectuel juif américain Noam Chomsky a appelé jeudi à la fin du blocus israélien de la bande de Gaza, lors de sa première visite dans cette enclave palestinienne dirigée par le mouvement islamiste Hamas, selon un responsable palestinien.

M. Chomsky, 83 ans, est venu à Gaza comme dix autres universitaires du monde entier pour participer à une conférence sur la linguistique à l'Université islamique.

L'intellectuel américain a "appelé à la fin du blocus israélien sur Gaza", soulignant que "le peuple palestinien a le droit de vivre en paix et de façon libre", selon des propos rapportés par le président du conseil d'administration de l'Université islamique, Jamal al-Khoudari.

Israël impose un blocus à Gaza depuis juin 2006, estimant cette mesure nécessaire pour empêcher

l'entrée d'armes dans ce territoire contrôlé par le Hamas.

"Notre voyage vers Gaza a été très difficile, mais nous sommes finalement arrivés ici et j'ai vu des choses que je souhaitais voir", a dit M. Chomsky à l'université, selon des propos retransmis par la télévision.

M. Khoudari, député indépendant de Gaza, a souligné que l'intellectuel américain avait "essayé à plusieurs reprises d'entrer dans Gaza, mais que l'occupant israélien l'en avait empêché".

En mai 2010, M. Chomsky, un linguiste et philosophe, n'avait pas pu entrer en Cisjordanie, où il devait donner une conférence. L'intellectuel doit s'exprimer samedi matin sur le Printemps arabe et la politique américaine dans les pays arabes.


Il va aussi rencontrer plusieurs ONG, notamment de défense des droits de l'Homme, selon M. Khoudari, qui a précisé qu'il devait aussi se rendre dans des camps de réfugiés et a jugé "de telles visites très importantes".

Il a indiqué M. Chomsky et ses pairs avaient organisé leur entrée à Gaza, via le terminal de Rafah, en lien avec les autorités égyptiennes.

Noam Chomsky est un critique virulent de la politique étrangère américaine. Il a souvent dénoncé l'occupation israélienne des territoires palestiniens.

**Le Huffington Post**  
18 octobre 2012

  
Director: Florence Comeau  
**Interlink Translation Services**  
\* Translations \* Interpreters  
\* Immigration Services  
\* Résumé \* Fax Send & Receive  
\* Much more.  
English • French • Kreyòl • Spanish  
Tel: 718-363-1585  
899 Franklin Avenue,  
Brooklyn, NY 11225

**LA DIFFERENCE AUTO SCHOOL**  
**LEARN TO DRIVE**  
  
**La Différence Auto School**  
836 Rogers Avenue  
(between Church Avenue & Erasmus Street)  
Brooklyn, NY 11226  
Manager: Ernst Sevère  
Tel: 718-693-2817  
Cell: 917-407-8201

**MAXX REAL ESTATE**  
Consultant Corp.  
**REAL ESTATE:**  
• Residential  
• Commercial • Condo  
• Coop • Rentals  
**INCOME TAX:**  
• Individual • Business  
**NOTARY PUBLIC**  
Unique market knowledge & excellent negotiation skills  
1424 Flatbush Ave.,  
Brooklyn, NY 11210  
(Corner Farragut Road)  
**718.576.6601**  
maxxrealtys.com  
*Non parle Kreyòl!*

**LACROIX MULTI SERVICES**  
Tel: 718-703-0168 \* Cell: 347-249-8276  
1209 Rogers Avenue, Brooklyn, NY 11226  
**www.lacroixmultiservices.com**  
• Income Tax • Electronic Filing  
• Refund Anticipation Check (RAC)  
• Direct Deposit - IRS Check  
• Business Tax • Notary Public  
• Immigration Services  
• Translation, Preparation, Application, Inquiry letters  
• 6 Hour Defensive Driving Course • Fax Send & Receive  
• Resume • Property Management • Credit Repair  


conformément aux résolutions successives adoptées par l'Assemblée générale des Nations Unies et en réponse aux appels des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, le blocus économique, commercial et financier qu'il applique à Cuba ».

Les chefs d'État ou de gouvernement de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), réunis à leur IVe Sommet, à Trinité-et-Tobago, le 8 décembre 2011, ont adopté la déclaration Port of Spain dans laquelle ils déclarent : « Nous condamnons énergiquement l'application unilatérale et extraterritoriale de lois et de mesures coercitives qui vont à l'encontre du droit international, de la Charte des Nations Unies et des principes internationaux de la libre navigation et du libre commerce, et appelons le gouvernement des États-Unis à écouter l'appel massif des membres des Nations Unies pour qu'il lève immédiatement l'injuste blocus économique, commercial et financier appliqué à Cuba ».

Les chefs d'État ou de gouvernement réunis au Sommet Cuba-CARICOM ont adopté une déclaration spéciale dans laquelle ils déclarent : « Nous nous sentons offensés par l'intervention des États-Unis dans des questions qui relèvent de la souveraineté de Trinité-et-Tobago. Il s'agit d'une application extraterritoriale et injustifiée de la loi Helms-Burton, une disposition contraire à la Charte des Nations Unies et au droit international dont l'application va à l'encontre du rejet écrasant de cette politique par l'Assemblée générale des Nations Unies ». Dans cette déclaration ils rejettent « l'intervention des autorités étasuniennes qui a empêché la tenue du Sommet Cuba-CARICOM à l'hôtel Hilton, montrant une fois de plus l'injustice du blocus étasunien et les conséquences négatives de celui-ci sur la vie quotidienne du peuple cubain. Cette fois, l'effet extraterritorial aurait pu compromettre le succès du Sommet ».

La quatorzième réunion de la Haute autorité de l'Organisation des États de la Caraïbe orientale (OECO), tenue à Bahia de Rodney, Santa Lucia, les 23 et 24 janvier de cette année, a adopté un communiqué dans lequel les dirigeants ont exprimé leur ferme soutien aux positions exprimées dans la déclaration Port of Spain adoptée par le IVe Sommet des chefs d'État ou de gouvernement de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) et Cuba et qui rejette l'injuste et cruel blocus économique, financier et commercial contre Cuba, ainsi que les mesures extraterritoriales qui visent à en étendre la portée par l'inclusion de pays tiers.

La VIIIe Réunion extraordinaire du Conseil politique de l'Alliance bolivarienne des peuples de Notre Amérique (ALBA-TCP), tenue à La Havane, Cuba, le 15 février 2012, a adopté une déclaration spéciale sur la participation de Cuba au VIe Sommet des Amériques et a rejeté le blocus économique, commercial et financier appliqué à ce pays par le gouvernement étasunien. Les participants à cette réunion ont décidé de « ratifier la

demande faite aux Étasuniens de mettre fin au blocus économique, commercial et financier contre Cuba et d'engager un dialogue respectueux avec ce pays, sur la base du respect de sa souveraineté et du droit inaliénable du peuple cubain à l'autodétermination ». Ils « demandent clairement que cesse cette politique et que le blocus contre Cuba soit levé » et « lancent un appel aux pays d'Amérique latine et des Caraïbes pour que ceux-ci exigent à nouveau, comme ils l'ont fait au VIe Sommet continental de Trinité-et-Tobago, la fin de cette politique insensée ».

Le ministre danois des Relations extérieures, Villy Soevndal, a déclaré au journal danois Berlingske Tidende, le 28 février, en référence au fait que les États-Unis avaient mis sous séquestre la somme virée par un Danois pour acheter des cigares cubains en Allemagne, que « les États-Unis ne doivent pas se mêler des opérations commerciales danoises relatives à des biens cubains ». Il a ajouté : « Il me semble injuste que les États-Unis interviennent dans des relations commerciales entre compagnies européennes, comme c'est le cas en l'espèce où il s'agit d'un virement légal entre deux sociétés européennes » et a souligné que le Danemark et l'Union européenne sont contre le blocus de cinquante longues années appliqué à Cuba.

Les pays membres de l'Alliance bolivarienne des peuples de Notre Amérique (ALBA) ont émis, le 13 avril 2012, en marge du Sommet des Amériques, un communiqué spécial sur leur position au Sommet de Carthagène dans lequel ils font part de leur décision de ne pas participer aux prochains Sommets des Amériques en l'absence de Cuba et « exigent au gouvernement étasunien qu'il lève immédiatement l'inhumain blocus économique, commercial et financier contre Cuba et engage un dialogue sur la base du respect de la volonté souveraine et de l'autodétermination du peuple cubain ». La quasi-totalité des pays participant audit sommet se sont prononcés contre le blocus.

Les ministres des pays membres du Mouvement des pays non-alignés, réunis à la Réunion ministérielle du Bureau de coordination, tenue à Sharm El Sheikh, en Égypte, du 7 au 10 mai 2012, ont réitéré l'appel lancé au gouvernement étasunien pour qu'il mette fin au blocus économique, commercial et financier contre Cuba qui non seulement est unilatéral et contraire à la Charte des Nations Unies, au droit international et au principe de bon voisinage, mais cause de grands préjudices et un dommage économique au peuple cubain. Ils ont de nouveau exigé le strict respect de toutes les résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies relatives au blocus, ont exprimé leur vive préoccupation face au renforcement du caractère extraterritorial du blocus contre Cuba et ont rejeté toutes les mesures prises par le gouvernement étasunien pour renforcer le blocus, ainsi que toutes les autres mesures qu'il a prises récemment contre le peuple cubain.

### Conclusions

La politique de blocus envers Cuba se poursuit et s'intensifie en dépit des demandes toujours plus fortes adressées par la communauté internationale au gouvernement étasunien pour un changement à l'égard de Cuba, la levée du blocus et la normalisation des relations bilatérales entre les deux pays.

Le blocus viole le droit international. Il est contraire aux buts et principes de la Charte des Nations Unies. Il constitue une agression au droit à la paix, au développement et à la sécurité d'un État souverain. Il est, dans son essence et par ses objectifs, une agression unilatérale et une menace permanente à la stabilité d'un pays. Il constitue une violation massive, flagrante et systématique des droits humains de tout un peuple et tombe dans la catégorie d'acte de génocide aux termes de la Convention de Genève pour la prévention et la répression du crime de génocide, de 1948. Il viole aussi les libertés constitutionnelles des Étasuniens en portant atteinte à leur liberté de voyager à Cuba. Il viole enfin les droits souverains de nombreux autres États de par son caractère extraterritorial.

Les dommages économiques infligés au peuple cubain par le blocus économique, commercial et financier des États-Unis se sont chiffrés, jusqu'à décembre 2011, et compte tenu de la dépréciation du dollar face à l'or sur le marché financier international, à 1 066 000 000 000 dollars.

À prix courants, ces préjudices s'élèvent, au bas mot, à plus de 108 000 000 000 000 dollars. Le blocus reste une politique absurde, obsolète, illégale et moralement injustifiable, qui n'a pas atteint son but – et ne l'atteindra pas – de faire plier le peuple cubain, fermement décidé à préserver sa souveraineté, son indépendance et son droit à l'autodétermination, mais qui lui cause des carences et des souffrances, limite et retarde le développement du pays et porte gravement préjudice à l'économie cubaine. Il constitue le principal obstacle au développement économique et social de Cuba.

Le blocus est une politique unilatérale, rejetée non seulement par la communauté internationale mais aux États-Unis mêmes. Les États-Unis doivent le lever sans plus tarder et de façon inconditionnelle.

Cuba demande et espère pouvoir compter une fois de plus sur l'appui de la communauté internationale pour mettre fin à cette politique injuste, illégale et inhumaine.

(\*) OFAC : Office of Foreign Assets Control (Bureau de Control des Actifs Étrangers). Le directeur de l'OFAC fait référence à l'amende de 619 millions de dollars infligée à la banque hollandaise ING pour avoir réalisé des transactions financières avec Cuba et d'autres pays. Il s'agit de la plus forte amende jamais imposée par le gouvernement étasunien à une banque étrangère pour entretenir des relations commerciales avec Cuba.

## Miami:

# FADKIDJ se déplace pour monter plus haut!



Kim Ives

Pendant des années, le FADKIDJ Variety Store, administré par et propriété de Denis Boyer et Judith «Joujou» Larochelle, était un point de repère à l'angle de la 82nd Street et de la NE 2nd Avenue dans le quartier de Little Haiti à Miami. C'était une combinaison de centre multi-services et d'un "hang-out" communautaire, où l'on pouvait acheter des films et de la musique haïtienne, du dentifrice français, jusqu'à un billet de loterie.

Mais l'été passé, FADKIDJ s'est déplacé vers un nouveau magasin au 13886 West Dixie Highway, North Miami, FL, à l'intersection de NE 138th Street et NE 12th Avenue. Le nouveau magasin est beaucoup plus spacieux et ensoleillé, avec baies vitrées et de hauts plafonds. Vous y trouverez toutes sortes de produits haïtiens ou français: parfums, cosmétiques, CD, DVD, artisanat, des journaux, des jeux et des gerbes.

FADKIDJ vend aussi des vêtements, chaussures, chapeaux, perruques, des sacs, ainsi que de la nourriture, du soda, et de la bière.

Beaucoup de ses clients viennent pour envoyer et recevoir de l'argent par le service CAM, acheter des minutes NoPin ou cartes téléphoniques, payer des factures de services publics, et fixer leurs téléphones portables (réparation et service de déverrouillage). Bien sûr, vous pouvez trouver n'importe quel film documentaire sur Haïti dont vous avez besoin, des cartes de vœux, et assurément le journal *Haiti Liberté*. Enfin, il y a une grande salle de conférence que vous pouvez louer pour des réunions ou des événements sociaux.

Si vous avez des questions, ou si vous voulez voir le nouveau local, veuillez appeler Denis ou Joujou au (786) 507-4840 ou (305) 492-3149. Ils se feront un grand plaisir de se mettre à votre disposition.

continued from p(17)

### La révolte des citoyens du monde

Conclusion du Tribunal Russell sur la Palestine : devant cette paralysie des instances internationales, une mobilisation plus importante encore de l'opinion publique, des médias, des réseaux sociaux est indispensable, la campagne BDS (boycott, désinvestissement, sanction) en est un exemple remarquable.

Un autre moyen de pression consiste à porter plainte contre ces violations des droits des Palestiniens devant les juridictions pénales nationales. Plus urgent encore serait une plainte du Conseil de sécurité devant la Cour Pénale Internationale ou l'acceptation par cette Cour d'une plainte du gouvernement palestinien qui a accepté sa compétence. Tout cela est juridiquement possible mais bloqué politiquement.

Le TRP souligne donc qu'il faut impérativement réformer le fonctionnement du Conseil de sécurité pour supprimer le système de veto, foncièrement antidémocratique car symbole de la loi du plus fort. Ou alors, il faut que l'assemblée générale des Nations Unies décide d'élargir le nombre de membres de ce conseil dans l'espoir d'une démocratisation accrue. Cela correspondrait à l'évolution actuelle des rapports de forces : l'Empire US est vacillant, des pays puissants émergents, comme la Chine, l'Inde, le Brésil à côté de la Russie. Un monde multipolaire

qui succède au bipolaire du temps de la guerre froide et à l'empire US en déclin actuellement. Les Nations Unies redeviendraient alors les protecteurs des peuples, ainsi qu'il est précisé dans sa Charte fondatrice et spécialement des plus faibles. Voilà pourquoi le problème palestinien est exemplaire : il représente un défi pour la démocratie mondiale telle que voulue par de plus en plus de citoyens du monde. Le défi de la justice et de la paix.

### Note

(1) Les membres du jury de la session de New York : Michael Mansfield (avocat GB), Alice Walker (écrivaine US), John Dugard (juriste sur-africain et ancien rapporteur des N.U. sur les Droits de l'Homme dans les territoires palestiniens), Stéphane Hessel (ambassadeur de France et président honoraire du TRP), Dennis Banks (défenseur des droits des « natives » américains), Roger Waters (musicien US, cofondateur du groupe Pink Floyd), Mairead Corrigan Maguire (Irlande du Nord, Prix Nobel de la Paix), Angela Davis (activiste politique US, enseignante universitaire), Miguel Angel Estrella (pianiste argentin et ambassadeur à l'Unesco), Cynthia McKinney (ancienne membre du Congrès US et membre du Parti Vert), Ronald Kasrils (écrivain sud-africain, politicien et activiste).

Association Belgo-Palestine  
10 Octobre 2012

**RADIO PA NOU**  
PRESENTE  
**LE SAMEDI**  
**10 NOVEMBRE 2012**  
10:00PM - 4:00PM  
PRELUDE DU 10EME ANNIVERSAIRE  
DE LA RPN AVEC

LA FUSEE D'OR INTERNATIONALE  
**TROPICANA**  
D'HAÏTI

**MILLENNIUM OCEANA**  
029 BRIGHTON BEACH AVENUE, BROOKLYN NY 11235  
ADM. \$40 A L'AVANCE - \$60 A LA PORTE  
CARTES EN VENTE A RADYO PA NOU - TEL: 718-940-3861

**RADYO PA NOU**  
VOUS INVITE A UN GALA CELEBRANT  
LES 10 ANS D'EXISTANCE DE LA RPN  
**LE SAMEDI**  
**17 NOVEMBRE, 2012**  
DE 10H PM - 4H AM  
AVEC  
**LE GRAND ORCHESTRE**

**Septentrional**

**TROPICAL PARADISE BALLROOM**  
1367 UTICA AVE, BET. FOSTER & FARRAGUT, BROOKLYN, NY 11203  
ADMISSION \$70 PAR PERSONNE / \$120 PAR COUPLE  
DOORS OPEN AT 9:00 PM - LIMITED SEATING - FREE PARKING  
FREE FOOD & NON ALCOHOLIC BEVERAGES - CASH BAR

# Haiti : La Mafia de communication téléphonique

Par J. Fatal Piard

Quand ce sont les pauvres qui volent, c'est de la violence qu'il faut condamner avec la plus grande rigueur. Quand ce sont les riches qui volent c'est du business pratiqué par des entrepreneurs intelligents. En Haïti, on a inventé une façon toute particulière pour qualifier les malfaiteurs qui ont recours à des détours illicites pour soutirer de l'argent des autres. Zenglendo, c'est le titre peu honorable attribué depuis une quinzaine d'années à ces chevaliers de nuit ou de jour qui vous braquent en pleine rue. Parfois, à la faveur du blackout, ils pénètrent par effraction jusque dans l'intimité de votre foyer pour y établir leurs propres lois et en emporter tout ce qu'ils veulent. De toute évidence, bien de lois, et de codes de loi ont été prévus pour sévir avec la plus grande rigueur contre ces mauvais garnements qui portent le maximum de préjudices à la société. Cependant, dans la majeure partie des cas, ces dites lois ont été concocées rien que pour châtier les bandits de grand chemin autrement dit les plus faibles. Force est de reconnaître que selon les expériences vécues, le Zenglendisme peut prendre diverses formes.

A travers cette réflexion, tentons d'aborder un aspect du zenglendisme pratiqué à visage découvert par les responsables des compagnies de téléphonie en Haïti. Les faits ont prouvé que ces prétendues lois suscitées ne sont que du papier mâché quand ces exercices d'escroquerie sont pratiqués à longueur de journée. Pourtant, c'est de coutume que notre justice programmée condamne un homme à perpétuité pour un menu larcin comme celui du vol d'une banane dans un jardin.

De nos jours, combien existe-il de lois ou de codes de loi pour protéger les clients livrés à la cupidité incommensurable des compagnies de téléphone. Pourtant, le Conatel ne cesse de battre la grosse caisse qu'il est l'institution régulatrice de la filière communicationnelle haïtienne. Tentons d'établir une chronologie des faits. Au temps mémorable de la Téléco, l'unique compagnie de téléphone en Haïti, obtenir une ligne sans passer par des chemins détournés (rakèt) équivalait à faire passer un chameau par le chas d'une petite aiguille.

Quand cette ligne acquise à prix fort est tombée en panne, et comme de fait, ce cas a été très courant, vous devez obligatoirement vous référer à ces mêmes raketè devenus tellement puissants au point qu'ils deviennent incontrôlables. L'on ne sait par quelle planification de technologie, le 19 juillet 1999, la première compagnie de téléphone cellulaire a fait son apparition sur le marché en Haïti en l'occurrence la Haitel.

En plus des couts exorbitants pour l'acquisition des gadgets il faudrait aux clients un minimum de 260 gourdes pour pouvoir alimenter leur compte. Tout observateur avisé devrait faire cette remarque. A chaque fois qu'une compagnie de téléphonie mobile est en passe de faire son apparition, c'est le réseau de la Téléco saboté au grand jour qui en fait les lourds frais. De partout, l'on voyait les câbles de plus de mille lignes sauvagement sectionnés et les boîtes incendiées. Alors, ca ne vous dit rien ?

En outre, des frais non justifiés de 33 gourdes sont prélevés automatiquement de votre compte rien que pour l'identification de l'appel rentrant. Au cas où ne voulez pas payer les appels entrants vous êtes dans l'obligation de vous abonner pour 600 gourdes mensuellement. Environ trois mois après la Comcel a vu le jour. Mais il fallait au client 330 gourdes au minimum pour pouvoir alimenter son compte.

Sans perdre de temps, La Haitel et la Comcel allaient se réserver

l'exclusivité de cette véritable mafia de la téléphonie mobile. A travers des publicités convulsives, elles faisaient croire que les minutes étaient tarifées à 3 gourdes dans un premier temps, et à 5 par la suite. Pur mensonge éhonté provenant de l'imagination fertile de ces mythomanes patentés, fins experts en escroqueries inimaginables. Les appels entrants étant payants les minutes revenaient au double du prix annoncé à grand renfort de publicité,

C'est le tarif minimum qui coûtait 5 gourdes et non la minute. Entendez par là, la moindre seconde de communication a déjà absorbé le tarif minimum de 5 gourdes. Et, comme dans tout système capitaliste sauvage, le surprofit était de rigueur dans un contexte où aucun garde-fou ne protège les clients écorchés vifs par la cupidité de ces mafias au vu et au su du Conatel. Les appels interurbains quant à eux étaient tarifés plus qu'au double.

Dans un premier temps pour un simple changement de boîte, la Haitel exige du client un tarif de 500 gourdes. Le pire est que vous allez passer au moins 48 heures sans pouvoir communiquer. Simple question de méchanceté, car le processus ne devrait durer que quelques minutes. Enfin, ces usagers chapardés à outrance ont été informés qu'une nouvelle compagnie a fait son apparition sur le marché. La compétition, en plus d'être déloyale allait être plus que sauvage.

Cependant, une option grandement avantageuse allait être offerte aux clients. Les appels entrants de cette nouvelle compagnie ne sont pas tarifés. Les autres compagnies suceuses ont vite fait de se mettre au pas. Si non yo t ap cho. Les caricatures publicitaires dans les journaux montraient les clients des autres compagnies remettre leurs boîtes qu'on jetait dans des poubelles. Il ne s'agissait au fait que d'une simple bataille rangée entre mafias de même acabit, s'adonnant à des manœuvres félonnes pour avoir l'exclusivité du monopole dans le dessin inavoué d'absorber l'autre.

Parallèlement, les mesures mises en place par le phénomène Leslie Délatour, Chicago boy's programmé exclusivement pour torpiller les entreprises publiques dont la Téléco, vont bon train. Le séisme hautement dévastateur du 12 janvier 2010 allait être grandement bénéfique pour le gouvernement Préval/Bellerive qui, aux ordres de l'international, voulait à tout prix liquider la Téléco, l'unique compagnie de télécommunication publique du pays.

Par un beau matin, sans la moindre explication, les abonnés de Comcel ont appris par voie de presse que la compagnie fonctionne sous



Ne soyez nullement étonnés d'apprendre que dans les prochaines heures la Natcom absorbe la Digicel ou vice-versa

un nouveau label non reconnu par l'Etat. Qui pis est, ils ont eu le toupet de menacer les clients d'embargo téléphonique au cas où ils ne viendraient pas faire l'acquisition de nouveaux gadgets bien entendu à un cout exorbitant. En victimes résignées, les clients sommés ont dû s'aligner. On aurait cru que le Conatel n'existait pas encore en ce temps là.

A date, aucun abonné n'a eu de contrat formel avec la nouvelle nomination Voilà. Comme à l'accoutumée, les jours s'en vont et s'en viennent. C'est à l'entière stupéfaction de tous les clients de la Haitel qu'ils se sont rendus à l'évidence qu'un beau matin ils étaient hors service. Et ce, depuis environ une année sans la moindre explication de quiconque. Le Conatel en tant qu'élément régulateur n'a plus d'explication non plus que les clients. Nad marinad.

Outrepasant les clauses du contrat formel qui lie les clients à la compagnie, l'Etat, à travers la Direction Générale des Impôts (DGI) a tout simplement décidé de mettre la main sur la Haitel pour la fermer définitivement. Sous la lourde accusation de banqueroute, la première compagnie de téléphonie mobile haïtienne accuse une lourde dette avoisinant 150 millions de dollars. Mezanmi, gwo lajan. Cette somme serait répartie entre les taxes non payées, les arriérés de salaire des employés et les dettes envers les compagnies étrangères.

Le propriétaire, Monsieur Franck Ciné, après un long séjour en tôle n'a jamais cessé de clamer son innocence. Parallèlement, il mène inlassablement des batailles tant juridiques que médiatiques pour pouvoir récupérer sa compagnie. La faille de ces compagnies suceuses n'a

pourtant fait que commencer. Entre temps, sans aucun égard pour ses abonnés, la Téléco a été liquidée à une autre compagnie Vietnamienne du nom de Natcom.

Au premier trimestre de l'année 2012, la Comcell, ne voulant connaître un sort similaire à celui de la Haitel a été cédée à son pire concurrent la Digicel. Peu à peu cette dernière marche vers un monopole pour avoir les coudées franches et imposer sa loi. Mais, son réseau ne disposant pas de capacité adéquate, attendez-vous à ce que la qualité de ses services continue à diminuer considérablement et ce au détriment des clients déjà trop lésés. A quelle instance se plaindre alors ?

Pour preuve de l'intolérance et de la mesquinerie des mafias de la Communication, les câbles en fibre optique de la Natcom ont été sabotés à travers tout le pays. Ironie du sort, les deux compagnies suceuses en l'occurrence la Haitel et la Comcel, en dépit de l'exploitation à outrance et de moult injustices faites aux clients, n'ont pu résister à la concurrence de la Digicel et de la Natcom. Ni Ayitel ni Kòmèsèl tou de salami.

Pour la gouverne des lecteurs, retraçons les faits. Le téléphone 2004 a disparu sans aucune explication. Même cas de figure pour Rectel. La Haitel, depuis près d'un an est hors service au mépris des clients. Comcell a été vendu à la Digicel à l'insu des abonnés qui ne savent à quel saint se vouer. Un beau jour, la Téléco a été métamorphosée en Natcom et ce au préjudice des abonnés et des employés qui manifestent dans les rues réclamant justice et réparation.

Alors, ne soyez nullement étonnés d'apprendre que dans les prochaines heures la Natcom absorbe la Digicel ou vice-versa. Autrement dit l'un d'entre eux peut tout mettre en œuvre pour saboter le réseau de l'autre et le mettre hors service comme ce fut d'habitude le cas pour la Téléco et la Natcom. Alors là, la minute peut passer à 15, 25, 35, 45, 100, 200, 1000 gourdes ou plus. Qui sait ? Dans la mesure où l'on évolue dans un système capitaliste sauvage qui priorise le surprofit, l'on doit s'attendre au pire avec ces mafias de la télécommunication.

En attendant, au cours de la semaine écoulée Jean Paul Samedi est monté au créneau pour dénoncer cette criante injustice faite aux clients de ces compagnies de téléphone. A titre de coordonnateur du Collectif pour la Défense des Chômeurs, Monsieur Samedi a annoncé entreprendre des poursuites judiciaires contre la compagnie Comcell/Voilà pour préjudices portés aux consommateurs. Entre temps les clients de Comcell/Voilà ne peuvent plus communiquer. Hélas !!!

## VIN POTEKOLE AK FONDASYON MINOUCHE

**Yon manyè pou ede timoun nan peyi Ayiti pran chemen lekòl. Samdi 27 ak dimanch 28 Oktòb, nan lokal Haiti Liberte, 1583 Albany Avenue, Brooklyn,**

Fondasyon Minouche ap òganize yon kokennchen maratòn.

Fondasyon an ap kolekte materyèl eskolè tankou plim, kreyon, kaye, règ, ekè, konpa, valiz ak lajan tou pou voye materyèl yo ale.

Nan premye jounen aktivite a, Fondasyon an ap prezante 2 fim dokimantè youn sou Hugo Chavez ak youn lòt sou Thomas Sankara.

**Dezyèm jounen an dimanch 28 Oktòb, jou entènasyonal lang kreyòl.** Kou kreyòl gratis (soti onzè nan maten pou rive 4trè nan apremidi) pou tout moun ki poko konn li ak ekri lang Ayisyen an

Prezantasyon yon dokimantè sou Patrice Lumumba.

Konferans sou sasinay Jean Jacques Dessalines ak ekriyen Jackson Rateau

**Randevou kase Samdi 27 ak Dimanch 28 Oktòb.**

**1583 Albany Ave, Brooklyn, NY samdi 27 ak dimanch 28 Oktòb a pati 4trè nan apremidi pou dokimantè yo.**

Fondasyon Minouche ap tann tout moun pou vin pote l lamen fòt ak timoun ki sou kont li yo.

Fondasyon an di nou Mèsi anpil.

**Enfòmasyon 917-662-3725 ; 718-421-0162**



## VARIÉTÉ & VIBRATIONS RADIO SHOW

AVEC YÉYÉ BOUL  
MONDAY-FRIDAY, 3-6 P.M.  
WLQY 1320 AM  
www.DouceFM.com

CDs, DVDs,  
PERFUMES,  
BIBLES, MINUTES ON  
PHONES, ETC.

WE BUY GOLD & SILVER  
5401 NW 2ND AVENUE  
MIAMI, FL

(305) 305-9393  
yeyeboul@yahoo.com



# Le train

*Le train passe...  
Le gros train passe...  
Nous apportant  
Pieds et mains liés  
Aux portes des manufactures*

*Le train passe...  
Le gros train passe...  
Nos veines servent de rails  
Notre sang de courant  
Pour le gros train qui passe*

*Le train passe...  
Le gros train passe...  
Négrier des temps modernes  
Transportant des esclaves  
De toutes les nations  
De toutes les couleurs  
Au champs de l'exploitation*

*Le train passe...  
Pendant que le train passe  
L'épopée des « damnés »  
S'écrit en lettres de feu  
Aux livres de l'histoire  
Qui inexorablement suit son cours*

*Le train passe...  
Le gros train passe...  
Mais à l'heure du renouveau  
La cargaison humaine  
Qui fait marcher le train  
Trecera sa propre route  
Vers un meilleur demain*

*Alors le train...  
Le gros train deviendra  
Désuet*

*Démantibulé  
Dérailé*

*Le train ...  
Le gros train s'arrêtera.*

**Thony Leroy**

# Fidel Castro est à l'agonie!

Par Fidel Castro Ruz

Il a suffi d'un message aux diplômés de première année de l'Institut des Sciences médicales « Victoria de Giron » pour que le poulailler de la propagande impérialiste se déchaîne, et que les agences de presse se lancent derrière le mensonge, avec voracité. Mais ce n'est pas tout, dans leurs dépêches, elles ont ajouté sur le patient les stupidités les plus insolites.

Le journal espagnol ABC a publié qu'un médecin vénézuélien, établi on ne sait où, a révélé que Castro a souffert d'une embolie massive au niveau de l'artère cérébrale droite, « je peux affirmer que nous ne le reverrons plus en public ». Le soi-disant médecin qui, si c'en est un, a dû d'abord abandonner ses propres compatriotes, pour venir qualifier l'état de santé de Castro de « très proche du neurovégétatif. »

Même si beaucoup de gens dans le monde sont trompés par les organes d'information, presque tous aux mains des privilégiés et des riches, qui publient ce genre de bêtises, les peuples croient de moins en moins à ces mensonges. Personne n'aime être trompé, même le menteur le plus incorrigible attend qu'on lui dise la vérité. Tout le monde a cru, en avril 1961, les nouvelles publiées par les agences de presse affirmant que les envahisseurs mercenaires de Giron ou de la Baie des Cochons, comme on veut bien l'appeler, arrivaient à La Havane, alors qu'en réalité, un petit nombre d'entre eux tentaient vainement de rejoindre en canot les navires de guerre yankees qui les escortaient. Les peuples apprennent les leçons, et la résistance grandit face aux crises du capitalisme, qui se ré-



L'ex-dirigeant cubain Fidel Castro Ruz

pètent de plus en plus fréquemment ; aucun mensonge, aucune répression, pas même les nouvelles armes ne pourront empêcher l'effondrement d'un système de production toujours plus inégal et injuste.

Il y a quelques jours, peu avant le 50<sup>e</sup> anniversaire de la « Crise

d'Octobre », les agences ont signalé trois coupables : Kennedy, fraîchement arrivé à la tête de l'empire, Khrouchchev et Castro. Cuba n'a rien eu à voir avec l'arme nucléaire, ni avec le massacre inutile d'Hiroshima et de Nagasaki perpétré par le président des États-Unis Harry S. Truman,

instaurant la tyrannie des armes nucléaires. Cuba défendait son droit à l'indépendance et à la justice sociale.

Lorsque nous avons accepté l'aide soviétique en armes, en pétrole, en aliments et en autres ressources, ce fut pour nous défendre contre les plans yankees d'invasion de notre Patrie, soumise à une guerre sale et sanglante que ce pays capitaliste nous a imposée dès les premiers mois et qui s'est soldée par des milliers de vies et de mutilés cubains.

Lorsque Khrouchchev nous a proposé, au nom de la solidarité, d'installer des projectiles de moyenne portée semblables à ceux que les États-Unis avaient en Turquie – encore plus proches de l'URSS que Cuba des États-Unis –, Cuba n'a pas hésité à accepter un tel risque. Notre conduite a été moralement irréprochable. Jamais nous ne présenterons d'excuses à quiconque pour ce que nous avons fait. Une chose est sûre, c'est qu'un demi-siècle s'est écoulé et nous sommes toujours là, la tête haute.

J'aime écrire et j'écris ; j'aime étudier et j'étudie. Il y a beaucoup de tâches dans le domaine du savoir. Jamais les sciences, par exemple, n'ont avancé à une vitesse aussi vertigineuse.

J'ai cessé de publier des Réflexions parce que ce n'est certainement pas mon rôle de remplir les pages de notre presse, qui se consacre à d'autres tâches dans l'intérêt de notre pays.

Oiseaux de mauvais augure ! J'ai même oublié ce qu'est un mal de tête. Pour prouver à quel point ils sont menteurs, je vous offre les photos qui accompagnent cet article.

**Fidel Castro Ruz**  
Le 21 octobre 2012

**CLOTHES OUTS LLC**  
1887 McDONALD AVE  
BROOKLYN, NY  
Phone 718-382-9313  
Fax 718-382-9314

**WHOLESALE CLOTHING FOR WOMEN, MEN, GIRLS AND BOYS!!!**

**SHIP YOUR CAR FROM NYC TO HAITI:**

ONLY **\$1,450**  
(INCLUDES APN PORT FEES)

RECEIVE A SPECIAL GIFT WHEN YOU BRING THIS AD WITH YOUR SHIPMENT.

THE ONLY FREIGHT COLLECTOR IN NEW YORK THAT OWNS THEIR SHIP (M/V GREY SHARK)

**DEVON SHIPPING INC.**

- CARS • TRUCKS • TRAILERS
- BUSES • CONSTRUCTION EQUIPMENT
- ROLL-ON • ROLL-OFF

DELIVERIES RECEIVED OPPOSITE  
115 VAN BRUNT ST.,  
BROOKLYN, NY  
RED HOOK CONTAINER TERMINAL

HOURS: • MON-FRI 8AM - 5PM  
• SAT-SUN 9AM - 3PM  
NOU PALE KREYÒL  
**718-243-2929**